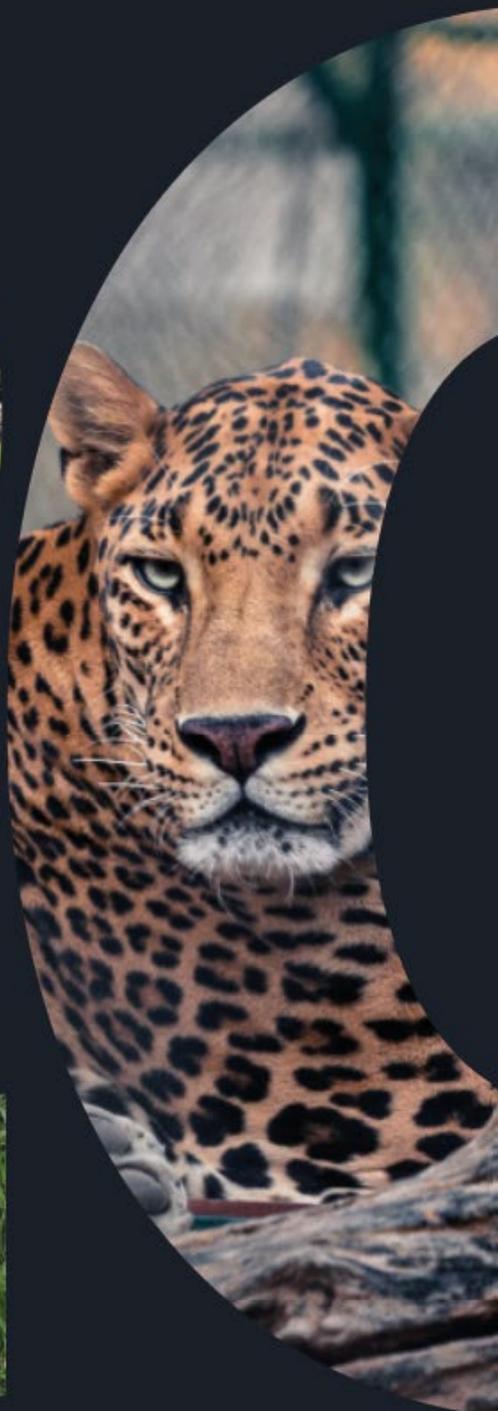


Rapport Annuel

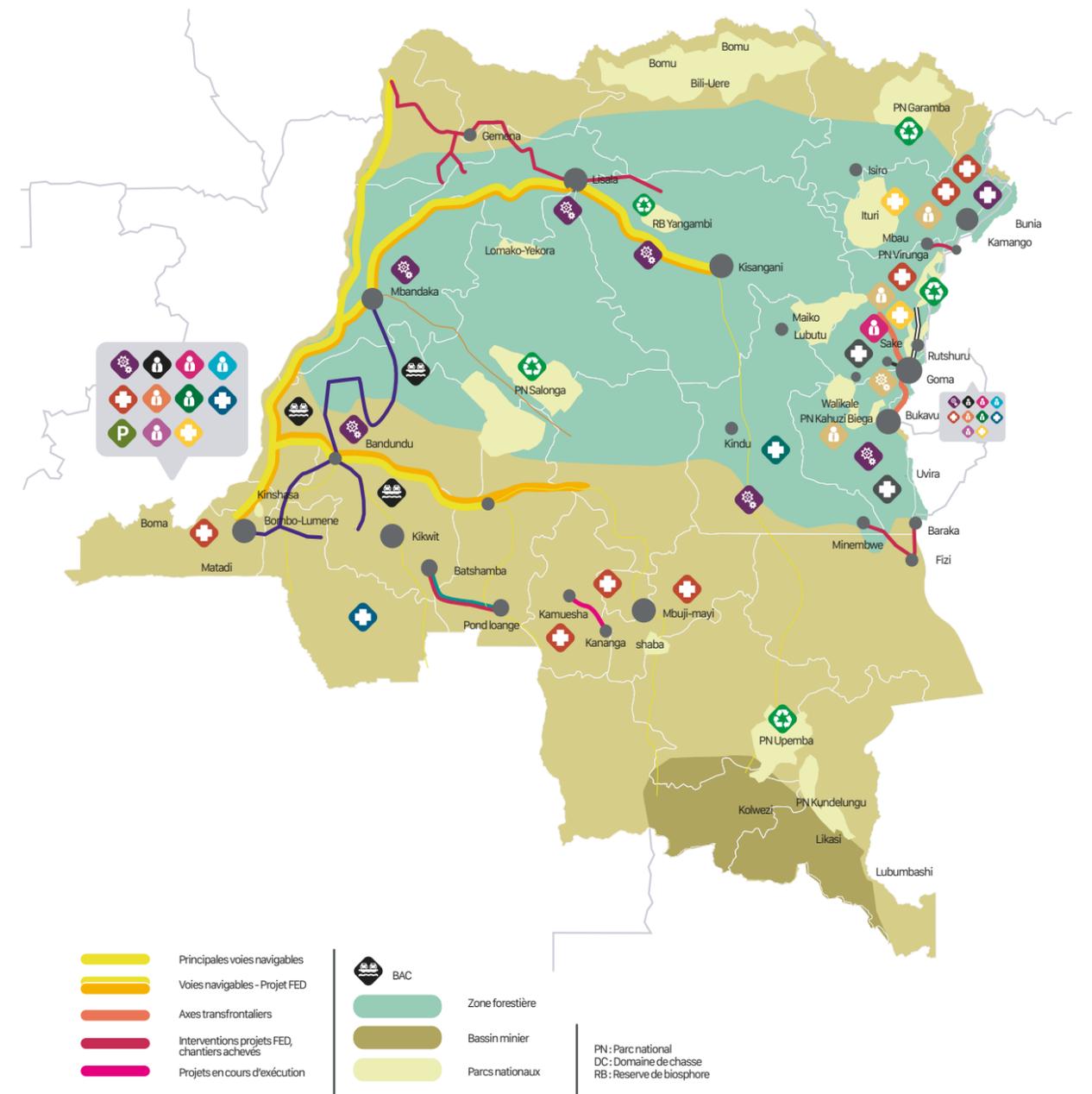




Rapport Annuel



CARTOGRAPHIE



PANAV 60 M€	RN1 150 M€	PARJ II 35 M€	PROGRESS 25 M€	ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE 165 M€
OSC 12 M€	PA2D 15 M€	SANTE (PRO-DS) 2174 M€	PARJE 18 M€	SECURITE ALIMENTAIRE 10 M€
VOIRIES GOMA ET RN2 28,5 M€	PROFIT 3 M€	PARP III 20 M€		

ENGAGEMENTS 10E FED

INTITULES PROJETS PROGRAMMES COMPOSANTES N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
1^{ER} DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE	124,969,663
1 Appui aux Parlements 021-349	4,685,671
2 Appui à la réforme de la Police 021-350	17,000,000
3 Appui à la réforme de la Justice (PARJ) 021-351	30,227,737
4 Appui à la modernisation des Finances publiques (PAMFIP) 021-352	10,000,000
5 Appui à la décentralisation en RDC (PA2D) 021-561	15,000,000
6 Appui aux élections 022-855	41,500,000
7 Appui à l'Ordonnateur national 021-425	6,556,255
2^{EME} DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE	93,857,442
8 Appui au plan national de développement sanitaire (PAPNDS/Santé) 021-511	53,857,442
9 Accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC 023-801	40,000,000
3^{EME} DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES	311,610,192
10 Appui à la réhabilitation des infr. routières & assainissement urbain (PARAU) 021-535	109,410,192
11 Appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC (PANAV) 021-536	60,000,000
12 Réhabilitation de la voirie de GOMA 022-738	28,500,000
13 Route nationale n° 1 022-739	113,700,000
DOMAINES HORS CONCENTRATION	63,811,083
ENVIRONNEMENT	39,515,000
14 Appui à la politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité 021-032	39,515,000
RENFORCEMENT DE CAPACITES INITIATIVES DIVERSES	30,451,083
15 Aide au Commerce 021-348	16,000,000
16 Facilité de Coopération Technique — TCF III 021-694	2,721,293
17 Facilité de Coopération Technique — TCF IV 022-915	6,551,083
18 Appui aux Organisations de la société civile 022-726	4,000,000
ENVELOPPE B	148,196,076
19 Appui au STAREC — Volet santé 022-623	4,890,000
20 Appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC (PARJE - HUAKI SAFI) 022-398	18,435,295
21 Appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR) 022-551	20,620,000
22 Appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC 021-645	22,620,000
23 VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC 022-389	50,000,000
24 Office d'aide humanitaire ECHO 022-389	9,975,000
25 Initiative contre les violences basées sur le genre 023-084	20,000,000
TOTAL DES ENGAGEMENTS	745,764,968

ENGAGEMENTS 11e FED

INTITULES PROJETS PROGRAMMES COMPOSANTES N° COMPTABLE	ALLOCATION EN €
Programme indicatif national	
1^{ER} DOMAINE DE CONCENTRATION : GOUVERNANCE	83 000 000,00
1 Appui à la réforme de la Sécurité (PROGRESS) - Volet Défense 036-193	25 000 000,00
2 Deuxième appui à la réforme de la Justice (PARJ 2) 041-979	35 000 000,00
3 Contribution au Fonds fiduciaire multi-bailleurs (Profit-Congo) 041-978	3 000 000,00
4 Appui à la réforme de la Police (PARP Phase III) 042-471	20 000 000,00
2^{EME} DOMAINE DE CONCENTRATION : SANTE	222 000 000,00
5 Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale 033-822	5 000 000,00
6 Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS) 038-165	217 000 000,00
3^{EME} DOMAINE DE CONCENTRATION : INFRASTRUCTURES	150 000 000,00
7 Réhabilitation de la route Nnationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji-Mayi 038-614	150 000 000,00
4^{EME} DOMAINE DE CONCENTRATION : ENVIRONNEMENT	175 000 000,00
8 Environnement et agriculture durable 037-685	165 000 000,00
9 Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC 042-377	10 000 000,00
DOMAINES HORS CONCENTRATION	49 400 000,00
10 Appui à l'Ordonnateur national 034-686	8 000 000,00
11 Facilité de coopération technique V 034-692	11 400 000,00
12 Appui à l'Ordonnateur national - Subvention 040-896	2 500 000,00
13 Facilité de coopération technique VI 041-856	8 000 000,00
14 Appui à l'ordonnateur national - Subvention 2020 041-857	7 500 000,00
15 Appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC) 039-983	12 000 000,00
Total des engagements de l'enveloppe A du programme indicatif national (PIN)	679 400 000,00
Programme indicatif régional	
16 Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN) 040-729	5 000 000,00
Total des engagements du programme indicatif régional (PIR)	5 000 000,00
TOTAL DES ENGAGEMENTS PIN ET PIR	684 400 000,00

► L'ORDONNATEUR NATIONAL

En amont des acteurs de mise en œuvre des projets sur le terrain, le cadre de coopération UE – ACP (Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) prévoit un Ordonnateur national du Fonds européen de développement, en la personne du ministre des Finances, pour le cas de la République démocratique du Congo. Celui-ci est le représentant attitré du pays auprès de la Commission européenne.

Les principales tâches de l'Ordonnateur national, de même que celles de l'Ordonnateur régional (interventions au niveau régional), relatives à la gestion indirecte des ressources du FED, telles que définies dans l'article 35 de l'Accord de Cotonou, se présentent comme suit :

- Il est chargé de la coordination, de la programmation, du suivi régulier et des revues annuelles, à mi-parcours et finale, de la mise en œuvre de la coopération ainsi que de la coordination avec les donateurs ;
- Il est chargé de la préparation, de la présentation et de l'instruction des projets et programmes, en étroite collaboration avec le Chef de délégation ;
- Il prépare les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions ;
- Avant le lancement des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions, il soumet pour approbation les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents d'appels à propositions au Chef de délégation ;
- Il lance, en étroite collaboration avec le Chef de délégation, les appels d'offres ainsi que, le cas échéant, les appels à propositions, reçoit les soumissions et, le cas échéant, les propositions. Il préside à leur analyse et arrête les résultats des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions ;
- Il approuve et transmet, pour accord, au Chef de délégation, d'une part, les résultats des dépouillements des offres ainsi que, le cas échéant, des propositions et, d'autre part, des propositions d'attribution des marchés et, le cas échéant, d'octroi des subventions ;
- Il signe les contrats, les devis-programmes et leurs avenants approuvés par le Chef de délégation ;
- Il procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses dans les limites des ressources dont il assure l'exécution ;
- Il prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, du point de vue économique et technique, la bonne exécution des projets et programmes.

Le Chef de délégation de l'Union européenne de l'Etat ACP (Ordonnateur subdélégué) et l'Ordonnateur national et/ou régional travaillent en étroite collaboration dans la mise en œuvre des projets et programmes financés par les ressources du FED. Ce dernier se rassure, de manière quotidienne, que l'exécution des actions est réalisée dans le respect des procédures FED en vigueur.

Il doit prendre les mesures appropriées pour prévenir les irrégularités et les fraudes pendant l'exécution des contrats, des devis-programmes et tout autre instrument de financement.

Le cas échéant, il doit engager les poursuites afin de récupérer les fonds illégitimement versés. Lorsque l'Ordonnateur national ou régional n'assure pas ou n'est pas en mesure d'assurer les tâches qui lui sont confiées, l'Ordonnateur subdélégué peut se substituer temporairement à ce dernier.

► LE CHEF DE DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Une délégation de l'Union européenne est présente dans chaque groupe régional ou État ACP à la demande de ces derniers.

Elle a pour principales fonctions de représenter l'ensemble des institutions de l'UE sous l'autorité du Chef de délégation.

En République démocratique du Congo, le Chef de délégation conduit un dialogue politique qui s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Cotonou sur le partenariat ACP-UE, avec les autorités du pays et la société civile.

Il demeure l'interlocuteur privilégié des États ACP et organismes éligibles à un soutien financier de l'Union européenne et travaille en collaboration étroite avec l'Ordonnateur national ou régional du FED.

À ce titre, il est l'intermédiaire entre le siège de l'Union européenne et les autorités du pays et contribue, en tant que partenaire de première importance, au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, à travers les programmes de coopération.

Il assure également la présidence locale de l'Union européenne, jouant un rôle de coordination et d'impulsion et s'exprimant au nom de l'Union européenne et de tous ses États membres.

Il collabore, en outre, avec les institutions internationales et régionales (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Fonds monétaire international et autres) et les missions diplomatiques des pays partenaires.

Par ailleurs, le bureau de la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO) présente au sein de la délégation, qui supervise les programmes humanitaires financés par la Commission européenne, travaille sous son autorité.

Dans le cadre de la déconcentration des compétences, les services compétents de la Commission européenne peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs aux Chefs de délégation (Ordonnateurs subdélégués) ainsi qu'à d'autres Ordonnateurs subdélégués au sein des délégations déconcentrées, sous la responsabilité des Chefs de délégation.



04

Introduction

L'Ordonnateur national du FED

08

Le Chef de délégation de l'Union européenne

09

Coopération UE-RDC

12



12

1ère Partie

La COFED

16

Résumé du rapport annuel

18

Executive summary

20



18

2ème Partie

Gouvernance

22

Infrastructures

38

Santé

46

Environnement

58



64

3ème Partie

Passation de Marchés

70

Bilan Financier du programme Indicatif national

74



93

4ème Partie

Glossaire

98

Abréviations

102

Légendes et crédits

107



▶ COOPERATION UE-RDC

CADRE GÉNÉRAL DE LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS ACP

L'Accord de Cotonou

Les relations entre l'UE et la RDC sont régies principalement par l'Accord de Cotonou signé le 23 juin 2000 par 79 pays ACP et les 28 pays de l'Union européenne, avec pour objectif ultime d'éradiquer la pauvreté. Cet accord conclu pour 20 ans est l'aboutissement d'un long processus de renouvellement de l'Accord de Lomé, signé en 1975, et repose sur trois axes : la coopération au développement, la coopération économique et commerciale ainsi que le dialogue politique.

Cet accord, dont le processus de renégociation a été formellement ouvert durant la période d'août 2018 à décembre 2020, a permis l'élaboration des nouveaux textes du futur accord par les équipes techniques des ACP et de l'Union européenne. Durant cette période et pour éviter un vide juridique, le Comité des ambassadeurs ACP-UE a pris la décision en décembre 2019 d'arrêter des mesures transitoires conformément aux dispositions de l'Accord de Cotonou qui prévoit une prorogation jusqu'à la signature du nouvel accord. Ce dernier s'articule autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

La coordination de l'Accord de Cotonou est mise en œuvre par des institutions paritaires ACP-UE (OEACP). Il s'agit du Conseil des ministres, du Comité des ambassadeurs, de l'Assemblée parlementaire paritaire, et en accompagnement et suivi, des réunions des Chefs d'État.

La gestion administrative de cette institution est assurée par le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP), dirigé par un Secrétaire général doté des pouvoirs exécutifs. Le Secrétariat assiste les organes de coordination de l'Organisation dans leurs missions.

La politique d'aide au développement de l'Union européenne

La politique de l'Union européenne dans le domaine

de la coopération au développement s'inscrit dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Cette politique vise à réduire et, à terme, éradiquer la pauvreté, en conformité à l'article 208 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), composante du Traité de Lisbonne (2007) qui établit une constitution pour l'Europe.

Les dispositions du Traité de Lisbonne prévoient la mise en place du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), chargé de mener la diplomatie de l'Union européenne, à Bruxelles et à l'étranger, depuis 2011. En RDC, les institutions de l'UE sont représentées par la Délégation de l'Union européenne (DUE) dans ses domaines de compétences, principalement pour mettre en œuvre les priorités de l'UE en matière de développement. Elle assure également la présidence permanente de l'UE en RDC.

Les instruments financiers de l'Aide au développement

La politique d'aide au développement européenne est mise en œuvre, entre autres, au travers du Fonds européen de développement (FED). Ce dernier constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et le Groupe ACP. Le FED finance de nombreux programmes et projets de développement dans l'ensemble des pays ayant conclu l'Accord de partenariat avec l'Union européenne.

Chaque renouvellement de l'accord de partenariat conclu entre l'UE et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale, destinée à la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'Euros, couvre la période 2014-2020. De ce montant, 29 milliards d'euros sont alloués aux États ACP

L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC se décompose en plusieurs grandes rubriques :

- Un Programme indicatif national (PIN) d'un montant initial de 620 millions d'euros couvrant la période 2014-2020.

- Un Programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale d'un montant global total de 350 millions d'euros couvrant la période 2014-2020, dont la RDC bénéficie dans les domaines prioritaires concernant (i) l'intégration politique en matière de paix et sécurité ; (ii) l'intégration économique et commerciale (projet COMESA, PAGIRN) ; (iii) la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité (projet ECOFAC VI).
- Des prêts au travers d'une Facilité d'investissement, gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI), dont l'objet est de soutenir le développement économique des pays ACP. Les investissements sont réalisés aux conditions de marché dans le secteur privé, ainsi que par le financement d'entreprises du secteur public gérées commercialement, en particulier celles qui sont responsables d'infrastructures économiques essentielles. La BEI fournit des capitaux à risque, des prêts ordinaires, des garanties ainsi que des bonifications d'intérêts pour certaines opérations jugées prioritaires. Le Comité de la Facilité, composé des États membres, se prononce sur les orientations et les décisions qui sont validées par le Conseil d'administration de la BEI.
- Une enveloppe dite intra-ACP, cogérée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP. Les programmes intra-ACP financent des actions thématiques communes à un grand nombre ou à l'ensemble des pays ACP ainsi que des participations à des fonds multilatéraux. La coopération intra-ACP est une coopération de nature géographique et de niveau suprarégional (par opposition aux niveaux national et régional). Au titre de la coopération intra-ACP, des initiatives régionales ont été soutenues, à partir notamment des « facilités » (Eau, Énergie, Paix, Migration), mais également à partir des fonds mondiaux ou des organisations internationales (Fonds global Sida, Fast-Track Éducation, soutien à l'Union africaine, Fonds PPTTE et Fonds fiduciaire Infrastructures dans le cadre du partenariat UE-Afrique sur les infrastructures).

Des instruments à vocation thématique, ouverts à tous les pays en développement, viennent compléter ces outils. Il s'agit de :

- l'instrument pour la coopération et le développement (ICD) ;
- l'instrument européen pour la démocratie et les Droits de l'Homme (EIHDR) ;
- la Facilité alimentaire de l'UE ;
- ECHO pour l'aide humanitaire.



▶ COOPERATION UE-RDC

Le contexte de la coopération entre l'Union européenne et la RDC

La coopération structurelle entre l'Union européenne et la RDC s'est construite en plusieurs étapes. Elle a été interrompue pendant une dizaine d'années (1992-2002), période durant laquelle des programmes humanitaires ont subsisté et ont été mis en œuvre directement par la Commission européenne, par le biais de son agence humanitaire, et d'ONG. Cette coopération a repris en 2003 et, à la même période, un Ordonnateur national (ON) du FED, à savoir le ministre des Finances, a été désigné. Cette étape marquait ainsi le rétablissement des modalités d'une coopération cogérée du FED entre l'ON et l'UE, telles qu'établies par l'Accord de Cotonou.

Avec la récupération progressive en 2004 des attributions de l'ON, qui a pu bénéficier de services techniques pour l'assister, tous les projets identifiés dans les conventions de financement signées depuis 2005 entre l'ON et l'UE sont mis en œuvre selon les règles communes à tous les États ACP, et notamment la suivante : l'Ordonnateur national assure les responsabilités de maître d'ouvrage. Depuis 2006, l'ON lance les appels d'offres, organise l'ouverture des offres et leur évaluation, propose l'attribution des marchés, signe des contrats, en assure la gestion contractuelle et la maîtrise d'ouvrage et, enfin, procède à la liquidation et l'ordonnancement des paiements.

Afin de faciliter l'accompagnement et le traitement des divers dossiers et procédures administratives gérées par l'autorité contractante dans le cadre du FED, l'ON a désigné en septembre 2008 un Ordonnateur national délégué, en la personne du Coordonnateur de la COFED.

Ainsi, la cellule assure le suivi d'une des plus importantes enveloppes sur le plan de la coopération bilatérale, soit 684 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable mobilisée sur quatre axes prioritaires :

- Santé : 222 millions d'euros ;
- Environnement et agriculture durable : 175 millions d'euros ;
- Renforcement de la gouvernance et État de Droit : 88 millions d'euros ;
- Infrastructures : 150 millions d'euros.

À ceci s'ajoutent quelques mesures d'apuis transversaux (appui à la société civile : 12 millions d'euros, et autres mesures : 18 millions d'euros).

Ce partenariat prévoit un dialogue politique soutenu qui permet à l'UE et à la RDC d'échanger régulièrement et ouvertement sur les sujets d'intérêt commun, et notamment la préservation de l'espace politique et le respect des Droits humains. L'enveloppe non programmable, destinée à couvrir les imprévus, sera déterminée ultérieurement, selon les mécanismes et procédures spécifiques.

Aide humanitaire

En RDC, des conflits récurrents ont entraîné des déplacements massifs de populations et une crise humanitaire importante. De plus, le pays fait face à de multiples épidémies.

C'est ainsi que la DG-ECHO, Bureau de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, a apporté une assistance de première nécessité à destination des populations déplacées ou vulnérables par le biais d'une aide humanitaire appropriée et dans le respect des principes humanitaires, tels que l'impartialité et la neutralité.



La DG-ECHO finance également des projets de préparation et d'atténuation des risques dans des régions sujettes aux catastrophes naturelles. Elle vient aussi en aide aux personnes réfugiées arrivant sur le territoire de la RDC en provenance de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et du Burundi. Dans les zones où le retour des réfugiés est possible, la DG-ECHO fournit les conditions minimales pour aider à la reconstruction du cadre de vie et à une amélioration des services sociaux de base.

Dans les zones épargnées par les conflits, l'aide humanitaire est principalement axée sur la malnutrition aiguë, l'insécurité alimentaire et les épidémies (rougeole et choléra notamment).

Au niveau politique, l'UE a participé activement aux efforts de la communauté internationale pour restaurer la paix et la démocratie en RDC, en soutenant financièrement le référendum constitutionnel de 2005 et les processus électoraux de 2006 et de 2011, tout en déployant d'importantes missions d'observation électorale. Par ailleurs, le premier dialogue

politique entre l'UE et le gouvernement de la RDC a eu lieu en octobre 2020. Ce dialogue, prévu par l'article 8 de l'Accord de Cotonou, a permis de passer en revue les actions de coopération en cours, et de présenter les priorités pour les axes et secteurs de discussions. Ce dialogue a été conduit par le ministère de la Coopération et de l'Intégration régionale. S'agissant du processus en cours sur le partenariat, post 11e FED, l'accord de Cotonou régissant actuellement les relations entre l'Union européenne et les pays ACP a été à nouveau prolongé à novembre 2021, en vertu de l'Art. 95 de cet accord.

À ce stade, les négociations relatives au nouveau cadre de coopération entre l'OEACP et l'Union européenne ont été finalisées. Les parties sont parvenues à un accord qui soutiendra le développement durable des États de l'OEACP.

Le nouvel Accord de partenariat, qui couvrira un grand nombre de domaines, prévoit un appui de l'Union européenne articulé autour d'un nouvel instrument financier principal nommé Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, le NDICI.

▶ LA COFED

Le cadre du partenariat politique, économique et commercial entre les parties signataires de l'Accord de Cotonou est conclu pour une durée de vingt ans, à partir de juin 2000.

Il offre une ossature cohérente d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP, dans lequel un Ordonnateur national du FED (ON) est désigné. C'est dans l'objectif de la réduction, voire de l'éradication de la pauvreté, que des prérogatives sont attribuées à l'Ordonnateur national du FED en matière de supervision, mise en œuvre et suivi des programmes et projets financés par l'Union européenne.

La politique d'aide au développement européenne est mise en œuvre, entre autres, au travers du Fonds européen de développement (FED) qui constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et l'organisation des États ACP (OEACP).

C'est ainsi que chaque État ACP désigne un Ordonnateur national, chargé de le représenter auprès de l'Union européenne. En RDC, c'est le ministre des Finances qui est désigné Ordonnateur national du FED.

Pour permettre à ce dernier d'assurer pleinement ses prérogatives, il bénéficie, à l'instar de ses homologues des autres pays ACP, de l'appui d'une structure technique afin d'accomplir au mieux ses attributions dans le cadre de cet Accord.

Cette structure, nommée Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement (COFED) a été créée en novembre 2014, par arrêté ministériel. Elle est placée sous la supervision d'un Coordonnateur, qui assume également les fonctions d'Ordonnateur national délégué.

Les missions de la COFED, en tant que service technique de l'Ordonnateur national, qui travaille étroitement avec la délégation de l'Union européenne, sont les suivantes :

- Assister l'Ordonnateur national du FED dans la gestion des ressources octroyées à la RDC par l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement ;
- Coordonner, avec les ministères techniques et les organisations de la société civile, les travaux relatifs à la programmation, le suivi régulier, les revues annuelles, à mi-parcours et finales, de la mise en œuvre de la coopération UE-RDC ;

- Participer à l'instruction et à l'élaboration des projets et programmes nationaux et régionaux ;
- Préparer les dossiers d'appel d'offres, en assurer la publication et soumettre les propositions d'attribution à la DUE ;
- Assurer la liquidation et l'ordonnement des dépenses dans la limite des ressources disponibles ;
- Apporter un appui institutionnel et juridique aux maîtres d'ouvrage délégués et aux maîtres d'œuvre des différents programmes ;
- Mener, en collaboration avec la DUE, les actions de visibilité des différents projets et programmes financés par cette dernière.

Outre le renforcement de capacités, les partenaires nationaux intervenant dans la mise en œuvre des projets et programmes FED sont également accompagnés par la COFED, qui met à leur disposition son expertise technique, juridique et financière. À ce titre, il convient de citer, entre autres, l'assistance juridique, l'organisation de missions régulières de supervision et d'évaluation sur terrain ainsi que l'accompagnement dans les activités de visibilité et de l'information du grand public sur les réalisations enregistrées dans le cadre de la coopération UE-RDC.

La Convention de financement du projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED assure le fonctionnement de la Cellule. Le Gouvernement congolais contribue à la prise en charge des activités de la structure, conformément aux principes édictés dans la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'aide au développement.

Hôtel des Impôts (DGI) Croisement des avenues des Marais et Provinces Orientale - Gombe Kinshasa - RDC
 (+243) 81 555 36 44
 cofed@cofed.cd
 www.cofed.cd



► RESUME DU RAPPORT

La coopération au développement, la coopération économique et commerciale ainsi que le dialogue politique sont les trois axes de l'Accord de Cotonou conclu pour une période de 20 ans entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les États membres de l'Union européenne, et dont l'échéance arrive en février 2021.

Centré sur l'objectif de réduction et, à terme, d'éradication de la pauvreté, conformément aux objectifs de développement durable et d'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale, le processus de renégociation de l'instrument de coopération de l'UE a permis l'élaboration des nouveaux textes du futur accord. En attendant la validation de ces textes, les parties prenantes EU - ACP ont pris la décision, en décembre 2019, d'arrêter des mesures transitoires, conformément aux dispositions de l'Accord de Cotonou qui prévoit une prorogation jusqu'à la signature d'un nouvel accord. Ce dernier s'articule autour des axes suivants : la réduction de la pauvreté, la question migratoire, les relations commerciales et la lutte contre le changement climatique.

La politique d'aide au développement européenne est, à ce jour, mise en œuvre, entre autres, au travers du Fonds européen de développement (FED) qui constitue le principal instrument financier de la coopération entre l'UE et le Groupe ACP. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) se charge de mener la diplomatie de l'Union européenne, à Bruxelles et à l'étranger. En RDC, les institutions de l'UE sont représentées par la Délégation de l'Union européenne (DUE) dans ses domaines de compétences, principalement, pour mettre en œuvre les priorités de l'UE en matière de développement. Elle assure également la présidence permanente de l'UE en RDC.

Chaque renouvellement de l'accord de partenariat conclu entre l'UE et ses partenaires est assorti d'une enveloppe financière globale, destinée à la mise en œuvre de la coopération pendant une période de 5 ans. Le 11e FED, d'une allocation globale de 30,5 milliards d'Euros, couvre la période 2014-2020. De ce montant, 29 milliards d'euros sont alloués aux États ACP, devenus Organisation des États d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes (OEACP).

L'enveloppe financière du FED destinée à la RDC se décompose en plusieurs grandes rubriques, dont (i) le Programme indicatif national (PIN) d'un montant initial de 620 millions d'euros couvrant la période 2014-2020 ; (ii) le programme indicatif régional (PIR) pour l'Afrique centrale d'un montant global de 350 millions concernant l'intégration politique en matière de paix et sécurité, l'intégration économique et commerciale (projet COMESA, PAGIRN) et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité (projet ECOFAC VI) ; (iii) et d'autres instruments tels qu'une facilité, une enveloppe dite intra-ACP et quelques instruments à vocation thématique ouverts à tous les pays en développement.

Ce partenariat est centré sur l'objectif de réduction et, à terme, d'éradication de la pauvreté.

Depuis 2006, l'Ordonnateur national (ministre des Finances) assure la maîtrise d'ouvrage de tous les projets, lance les appels d'offres, organise l'ouverture des offres et leur évaluation, propose l'attribution des marchés, signe des contrats, en assure la gestion contractuelle et, enfin, procède à la liquidation et l'ordonnement des paiements, ceci à l'aide de sa cellule technique ou cellule d'appui à l'Ordonnateur du Fonds européen de développement (COFED). Cette dernière assure le suivi d'une des plus importantes enveloppes sur le plan de la coopération bilatérale, soit 684 millions d'euros ne concernant que l'enveloppe programmable du 11e FED, mobilisée sur quatre axes prioritaires : Renforcement de la gouvernance et État de Droit (88 millions d'euros) ; Infrastructures (150 millions d'euros) ; Santé (222 millions d'euros) et Environnement et Agriculture durable (175 millions d'euros).

En matière de Gouvernance, les actions prioritaires, s'inscrivant spécifiquement dans la perspective du renforcement du système de gouvernance, visent la mise en œuvre des réformes économiques, politiques et sociales. Dans le domaine de l'intégration régionale, la RDC, avec l'appui du COMESA, a mené des actions pour la facilitation du commerce intra régional et le renforcement des compétences professionnelles sur les règles d'origine et les tarifs préférentiels. Au niveau des OSC, un accent a été mis sur l'apprentissage et le partage de connaissances et d'expériences.

Une attention particulière a été également donnée à la consolidation des acquis des résultats programmatiques engrangés dans le cadre de la réforme de la sécurité, mais également à l'identification des dynamiques positives susceptibles de faire l'objet d'une appropriation. Toujours dans le secteur de la gouvernance, deux conventions de financement ont été signées en 2020 afin de poursuivre l'appui aux réformes de la Justice et de la Police qui s'articuleront autour d'une approche transversale visant l'inclusion du genre.

Dans le secteur des infrastructures, des efforts s'imposent en matière d'interconnexion multimodale des transports (ferroviaires, fluviaux, lacustres et routiers) mais également en matière de réhabilitation des bâtiments destinés à abriter différents services administratifs. Les grandes difficultés à surmonter sont celles de l'approvisionnement, d'une part, des milieux urbains en produits agricoles provenant des campagnes et, d'autre part, des milieux ruraux en produits manufacturés provenant des villes. C'est dans ce cadre que l'Union européenne poursuit son appui dans ce secteur, malgré un contexte particulier, lié à la pandémie de la COVID-19. Les actions entreprises sont marquées par l'appui aux deux Kasai en matière de santé, les électrifications au parc des Virunga, la facilitation de la navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasai, la production de cartes de navigation et la réhabilitation d'une partie de la route nationale 1, ainsi que des travaux préparatifs qui marqueront les activités des années suivantes.

Le secteur de la Santé a été marqué par l'épidémie de virus Ebola et la pandémie de la COVID-19 qui a mené au recours à la gratuité des soins et à un état d'urgence sanitaire suivi de mesures de confinement. Outre le ralentissement des activités, la population a été touchée par une crise nutritionnelle généralisée. Les actions de l'Union européenne menées au cours de l'année ont été orientées vers le renforcement de la résilience et de la stabilité structurelle du système de santé. 47 millions d'euros ont donc été alloués pour juguler cette crise, principalement en province. Ces efforts ont été complétés par des mesures de protection et contrôle des infections dans quelques formations sanitaires et quelques écoles de la ville de Kinshasa. De manière spécifique, deux programmes ont appuyé le secteur de la santé au cours de cette période :

Le Programme d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement 4&5, (PAPOMD 4&5), financé par le 10e FED, et le Programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS), financé par le 11e FED.

En matière d'environnement et agriculture durable, notamment concernant le Green Deal ou le Pacte vert, l'Union européenne poursuit son appui au profit de la RDC qui a placé l'action climatique au cœur de sa stratégie de développement, à l'instar d'autres pays. Il convient également de mentionner les négociations décisives de la COP 26 de Glasgow qui devront finaliser les règles de mise en œuvre de l'accord de Paris.

S'agissant du processus en cours sur le partenariat, post 11e FED, l'accord de Cotonou régissant actuellement les relations entre l'Union européenne et les pays ACP a été à nouveau prolongé, en vertu de l'Art. 95 de cet accord.

À ce stade, les négociations relatives au nouveau cadre de coopération entre les pays ACP et l'Union européenne ont été finalisées. Les parties sont parvenues à un accord qui soutiendra le développement durable des États de l'OEACP. Celui-ci couvrira un grand nombre de domaines et prévoit un appui de l'Union européenne articulé autour d'un nouvel instrument financier principal nommé Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, le NDICI.

▶ EXECUTIVE SUMMARY

Development cooperation, economic and trade cooperation as well as political dialogue are the three pillars of the Cotonou Agreement concluded for a period of 20 years between the African, Caribbean and Pacific (ACP) countries and the Member States of the European Union, and whose deadline is February 2021.

Focusing on the objective of reducing and ultimately eradicating poverty, in accordance with the Sustainable Development Goals and the gradual integration of the ACP countries into the world economy, the process of renegotiating EU Cooperation Instrument has enabled the drafting of the new texts for the future agreement. Pending the validation of these texts, the EU - ACP stakeholders took the decision, in December 2019, to adopt transitional measures, in accordance with the provisions of the Cotonou Agreement which provides for an extension until the signature of a new agreement. It focuses on poverty reduction, migration issue, trade relations and the fight against climate change.

European development aid policy has been implemented, to date, among others, through the European Development Fund (EDF), which is the main financial instrument for cooperation between the EU and the ACP Group. The European External Action Service (EEAS) is responsible for conducting EU diplomacy, both in Brussels and abroad. In the DRC, the EU institutions are represented by the Delegation of the European Union (DUE) in its areas of competence, mainly to implement the EU's development priorities. She also holds the Permanent Presidency of the EU in the DRC. Each renewal of the Partnership Agreement concluded between the EU and its partners is completed with a global financial envelope for the implementation of cooperation for a period of 5 years. The 11th EDF, with an overall allocation of €30.5 billion, covers the period 2014-2020. Of this amount, €29 billion is allocated to the ACP States, now the Organisation of African, Pacific and Caribbean States (OEACP).

The EDF financial envelope for DRC is broken down into several major headings, including (i) the National Indicative Programme (NIP) with an initial amount of EUR 620 million covering the period 2014-2020; (ii) the Regional Indicative Programme (RIP) for Central Africa of a total amount of 350 million for political integration in the field of peace and security, economic and commercial integration (COMESA project, PAGIRN) and sustainable management of natural resources

and biodiversity (ECOFAC VI project); (iii) and other instruments such as a facility, an intra-ACP envelope and some thematic instruments open to all developing countries.

This partnership is centred on the objective of reducing and ultimately eradicating poverty.

Since 2006, the National Authorising Officer (Minister of Finance) has been in charge of all projects, launches invitations to tender, organises the opening of tenders and their evaluation, proposes the award of contracts, signs contracts, ensures the contractual management of contracts and, finally, proceed with the settlement and authorisation of payments, using its technical unit or support unit to the Authorising Officer of the European Development Fund (COFED). The latter monitors one of the largest envelopes in terms of bilateral cooperation, namely EUR 684 million concerning only the programmable envelope of the 11th EDF, focused on four priority axes: Strengthening governance and the rule of law (€88 million); Infrastructure (€150 million); Health (€222 million) and Environment and Sustainable Agriculture (€175 million).

In the area of Governance, the priority actions, specifically aimed at strengthening the governance system, seek at the implementation of economic, political and social reforms. In the area of regional integration, the DRC, with the support of COMESA, has carried out actions to facilitate intra-regional trade and strengthen professional skills on rules of origin and preferential tariffs. At the CSO level, emphasis has been placed on learning and sharing knowledge and experience. Particular attention was also given to consolidating the achievements of the programmatic results achieved in the framework of security reform, but also to identifying the positive dynamics likely to be appropriated. Furthermore, two financing agreements were signed in 2020 to continue support for Justice and Police reforms that will revolve around a cross-cutting approach to gender inclusion.

In the infrastructure sector, efforts are needed in terms of multimodal interconnection of transport (rail, river, lake and road) but also in the rehabilitation of buildings intended to house various administrative services.

The major difficulties to be overcome are those of supplying urban areas with agricultural products from the countryside and rural areas with manufactured products from the cities. It is in this context that the European Union continues its support in this sector, despite a particular context related to the COVID-19 pandemic. The actions undertaken cover support for the two Kasai in terms of health, electrification at the Virunga Park, facilitation of navigation on the Congo River and the Kasai River, the production of navigation maps and the rehabilitation of part of National Road 1, as well as the preparatory work that will be undertaken over the following years.

The health sector has been overwhelmed by the Ebola outbreak and the COVID-19 pandemic, which has led to the use of free care and a state of health emergency followed by containment measures. In addition to the slowdown in activities, the population has been affected by a widespread nutritional crisis.

The European Union's actions during the year have been geared towards strengthening the resilience and structural stability of the health system. As a result, €47 million has been allocated to tackle this crisis, mainly in the provinces. These efforts were supplemented by protection and infections control measures in some health training and schools in the city of Kinshasa.

Specifically, two programmes supported the health sector during this period: The Programme for Accelerating Progress towards the Millennium Development Goals 4&5, (LDMCP 4&5), funded from the 10th EDF, and the Programme for Strengthening the Supply and Development of Access to Healthcare in the DRC (PRODS), funded by the 11th EDF.

In terms of environment and sustainable agriculture, in particular with regard to the Green Deal or the Green Pact, the European Union continues its support to DRC, who has placed climate action at the centre of its development strategy, like other countries. It is also important to point out the decisive negotiations at COP 26 in Glasgow that will have to finalise the rules for implementing the Paris Agreement.

With regard to the ongoing partnership process, post 11th EDF, the Cotonou Agreement currently governing relations between the European Union and the ACP countries has been further extended under Art. 95 of this agreement.

At this stage, negotiations on the new cooperation framework between the ACP countries and the European Union have been finalised. The parties have reached an agreement that will support the sustainable development of the ACP States. It will cover a wide range of areas and provides for European Union support based on a new main financial instrument called the Neighbourhood, Development Cooperation and International Cooperation Instrument, NDICI.

GOUVERNANCE

INTRODUCTION

Les défis dans le secteur de la gouvernance demeurent essentiels, voire stratégiques. A ce titre, les priorités programmatiques contenues dans le cadre de coopération entre la RDC et l'UE participent à la réalisation du Plan national stratégique de développement en RDC. Ces actions prioritaires, qui s'inscrivent entre autres dans la perspective du renforcement du système de gouvernance, visent la mise en œuvre de réformes économiques, politiques et sociales.

Aussi, au cours de l'année 2020, sur le plan de la gouvernance économique, les défis dégagés ont porté sur la mise en œuvre effective de la Zone de Libre Échange du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). La tenue des données statistiques du commerce intra régional et l'acquisition des compétences professionnelles en matière de règles d'origine et tarifs préférentiels se déclinent comme éléments de mesure de l'accélération de l'intégration régionale de la RDC dans le COMESA. De plus, le soutien à l'action de promotion de la gouvernance, en concertation avec les OSC, a largement contribué à l'apprentissage et au partage des connaissances et des expériences sur l'amélioration de l'efficacité des Organisations de la société civile.

Dans le cadre de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité, la stratégie du programme, dont la clôture est envisagée au cours de l'année prochaine, priorise la consolidation des acquis des résultats programmatiques engrangés, mais aussi l'identification des dynamiques positives susceptibles de faire l'objet d'une appropriation. La poursuite des activités résiduelles, relatives au volet infrastructures des programmes précédents, traduit l'ambition du Gouvernement congolais de contribuer notamment à la professionnalisation de la police et au rapprochement de la justice

des justiciables.

Par ailleurs, dans le cadre du 11e FED, deux conventions de financement ont été signées respectivement les 27 mars et 21 novembre 2020 afin de poursuivre l'appui aux réformes de la Justice et de la Police. Ces deux actions qui visent globalement à renforcer l'État de droit, plus spécialement, enraciner la démocratie et les droits de l'Homme, chercheront à valoriser les expériences passées dans les deux domaines, tout en tirant les enseignements nécessaires. En effet, le deuxième programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ 2), initié dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale de la réforme de la justice (PNRJ), entend développer des approches structurelles, tout en soutenant des actions urgentes permettant d'avoir des résultats concrets.

Arrimé au deuxième Plan d'actions quinquennal (PAQ2) pour la réforme de la police, couvrant la période 2020 – 2024, le programme d'appui à la réforme de la Police (PARP 3) s'inscrit dans un cadre global de réforme du secteur de la sécurité. De ce point de vue, l'approche d'accompagnement opérationnel et politique proposé requiert une implication de l'ensemble des forces de sécurité et l'amélioration de la relation entre la Police et les populations, tant aux niveaux central que local. Dans ce sens, les deux programmes d'appui à la réforme de la Justice (2e phase) et de la Police (3e phase) s'articuleront autour d'une approche transversale visant l'inclusion du genre. De plus, des synergies seront mises en place notamment dans le cadre de la police judiciaire pour des actions cohérentes et efficaces à tous les niveaux de la chaîne pénale ainsi que dans le choix des zones d'intervention au niveau des provinces.



PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA RDC DANS LE COMESA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
480.170,00€	05/06/2018	NA	Ministre des Finances
Maître D'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en œuvre opérationnelle	
Ministère du Commerce, Office congolais de contrôle (OCC) et DGDA	Décentralisée, Subvention	31/12/2019	
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/12/2020	Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale.		

En tant que pays membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, aussi connu sous son acronyme anglais COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa), la RDC a bénéficié de plusieurs appuis de cette organisation régionale dont l'objectif est de créer une union douanière entre ses 21 pays membres. Après une première subvention de 1.372.000 euros, mise en œuvre entre 2014 et 2018, la seconde subvention a été signée en 2018, pour un montant de 480 720 euros.

Le projet en cours d'exécution vise à appuyer les différentes réformes susceptibles d'accélérer le processus d'intégration de la RDC dans le COMESA. Cela a concerné principalement la mise en œuvre du Régime commercial simplifié (RECOS), la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange (ZLE) du COMESA et le développement de la filière cuir en RDC.

C'est dans ce cadre que des équipements informatiques et mobiliers ont été fournis au Bureau d'information commerciale de Kasumbalesa au courant de cet exercice. Ce bureau a, par conséquent, multiplié ses actions aux différents postes frontaliers des pays membres du COMESA en matière d'encadrement et d'assistance auprès des petits commerçants transfrontaliers dans leurs opérations d'importation ou d'exportation de marchandises, en accord principalement avec le régime douanier préférentiel auquel ils sont soumis. La période de mise en œuvre opérationnelle du projet est arrivée à son terme le 31 mai 2020.

PROJET D'APPUI AU PROCESSUS D'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA RDC DANS LE COMESA

Montant	Date de signature
620.158,00€	22/05/2019
Maître D'oeuvre	Maître d'ouvrage
DGDA, OPEC, ARCA et SONAS	Ministre des Finances
Date limite de signature des contrats et DP	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
NA	30/06/2021
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Décentralisée, subvention	30/09/2022
Objectif global	
Soutenir l'intégration économique de la RDC dans le COMESA grâce à l'accroissement de la facilitation du commerce et l'amélioration de la stratégie commerciale	

Comme pour les deux précédents contrats, ce dernier s'inscrit dans le cadre du programme de Facilités d'Ajustement COMESA/Mécanismes d'Appui à l'Intégration régionale (FAC/MAIR).

Trois axes d'intervention ont été retenus, à savoir l'intégration de la RDC dans la ZLE du COMESA, le développement de la filière cuir et la mise en place de l'assurance véhicule régionale (Carte jaune). Concernant la ZLE, les ministres des Finances et de l'Industrie ont signé conjointement l'Arrêté interministériel d'octobre 2016, relatif aux règles d'origine du COMESA.

Cette mesure qui vise l'application du Protocole sur les règles d'origine du COMESA en République démocratique du Congo institue un Comité national des règles d'origine, en sigle, CNRO.

Ce comité regroupe les ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, Pêche et Élevage, des Mines, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Environnement et Développement durable, de l'Économie nationale et la Direction des Douanes et Accises. Il est chargé d'examiner toutes les questions relatives aux règles d'origines du COMESA en République démocratique du Congo. C'est en vertu de ces attributions qu'il a validé le manuel de procédures sur les règles d'origines du COMESA. Adapté à la législation et aux procédures douanières congolaises, cet ouvrage reproduit en 3 000 exemplaires a été mis à la disposition du personnel douanier pour le guider dans l'exercice de ses fonctions au sein de la Zone de Libre Échange du COMESA. Il a également été mis à la disposition de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et des services publics intéressés par les questions ayant trait au commerce international.

Un des défis de la mise en œuvre effective de la ZLE concerne la tenue des statistiques d'importation ou d'exportation au sein de la région COMESA. Ces dernières permettent de mesurer le degré d'intégration du pays au sein du COMESA et de mettre en place des politiques et stratégies devant accélérer cette intégration régionale. Dans le souci d'avoir des statistiques fiables et harmonisées, au niveau de la RDC, un atelier de formation sur la tenue des statistiques au moyen du logiciel EUROTRACE a été organisé en faveur des fonctionnaires de la DGDA, de l'INS, de la BCC et du ministère du Commerce.

S'agissant du développement de la filière cuir, il y a lieu de noter que la RDC dispose du potentiel nécessaire pour passer de son statut actuel au statut de pays émergent, compte tenu de son immense base de ressources naturelles et de son énorme effectif de main d'œuvre. Le secteur des fourrures, du cuir, des peaux et des produits de cuir est connu pour son grand potentiel de contribution au développement économique et pour sa capacité rapide à générer des gains. Le cheptel (bovin, ovin et caprin) de la RDC constitue une importante base de ressources renouvelables disponibles localement (fourrures et peaux) qui peuvent être transformées en cuir et autres produits. Cependant, ce secteur demeure peu développé par manque d'encadrement et de prise en charge par

les pouvoirs publics de la filière des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) impliquées, tandis que de nombreux pays ont transformé leur économie grâce à l'industrie du cuir et du textile. En Afrique, le Kenya et l'Éthiopie sont des exemples en la matière. Forte de ces expériences, la Stratégie de la chaîne de valeur du cuir 2017-2027 en RDC vise l'organisation de ce secteur afin de contribuer de façon significative à la prospérité économique et à la durabilité des secteurs connexes, tels que l'agriculture et l'environnement. Cette stratégie a pour principal objectif de promouvoir la valeur ajoutée et l'amélioration de la performance des MPME impliquées dans la production de chaussures et de produits de maroquinerie. Cela générera les gains et l'épargne en devises étrangères propres à stimuler la création d'emploi sur toute la chaîne de valeur et entraînera, par conséquent, l'accroissement des moyens de subsistance.

Les études de faisabilité qui ont précédé l'installation d'un centre d'incubateur du Cuir à Kinshasa ont renseigné que la RDC dispose d'un potentiel énorme dans la filière du cuir avec un cheptel évalué à plus de 6 millions de têtes, toutes catégories confondues (0,95 millions de bovins, 0,91 millions d'ovins et 4,1 millions de caprins). Ce potentiel, après transformation en cuir et produits en cuir, peut générer plus de 203 millions USD pour le Pays et plus de 100.000 emplois directs. C'est dans ce cadre que le COMESA s'est engagé à appuyer ce secteur en y apportant le concours nécessaire. Ainsi, au courant de l'année sous revue, des locaux servant de centre de formation et des espaces de coworking pour les MPME ont été réhabilités et équipés, une formation sur la fabrication de chaussures a été organisée. Le processus pour l'acquisition de matériels industriels de fabrication de chaussures a également été lancé et finalisé. Ces équipements permettront de tripler la production de chaussures.



PROJET D'APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE 10E FED

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
4.000.000 €	07/11/2013	NA	Ministre des Finances
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
-	Décentralisée, subvention	07/11/2020	
Date limite d'exécution	Objectif global		
07/11/2022	Promouvoir la gouvernance en concertation avec les organisations de la société civile.		

Consolidation du dialogue entre les organisations de la société civile et amélioration de la gouvernance interne

La société civile a pris de l'ampleur et de l'importance partout dans le monde. Avec une société civile dynamique, des millions de personnes vulnérables peuvent avoir une voix et jouer un rôle central pour le progrès des droits politiques, sociaux, économiques et constitutionnels. La société civile peut identifier et soulever des problèmes qui appellent une résolution collective. Les Organisations de la société civile (OSC) jouent également un rôle essentiel lorsque les services publics font défaut ou sont limités, notamment dans les pays qui connaissent des crises prolongées comme la République démocratique du Congo.

Ainsi, dans les zones d'intervention du projet, qui sont vulnérables et parfois marquées par les conflits, la place de la société civile et sa capacité d'action sont souvent très limitées, les OSC étant souvent petites, informelles, dotées de peu de moyens et d'une capacité limitée à avoir un impact qui dépasse la communauté et l'environnement direct. C'est pourquoi ce volet du programme, mis en œuvre par ACTED, vise à renforcer la capacité institutionnelle des OSC et à les doter des ressources nécessaires pour en assurer l'efficacité à long terme.

L'outil GOCA : développer les capacités des organisations de base (« Grassroots organisations »)

L'acronyme GOCA, pour « Grassroots Organisations

Capacity Assessment », désigne l'outil employé par ACTED pour évaluer les capacités des organisations de la société civile.

L'outil GOCA peut être employé pour analyser les capacités organisationnelles et institutionnelles d'organisations de la société civile locales et nationales. Plus précisément, il peut être utilisé pour identifier les besoins en développement de compétences, planifier les interventions techniques pour répondre à ces besoins, assurer un suivi et évaluer l'impact des interventions en renforcement de compétences et les ajuster en fonction des résultats.

L'outil GOCA a été développé pour recourir à des processus participatifs censés évaluer les besoins des organisations de la société civile en matière de renforcement de capacités dans un certain nombre de domaines. Il permet également d'élaborer des plans d'action en renforcement de capacités afin de répondre aux besoins identifiés. En somme, il représente un set complet d'outils et de lignes de conduite pour la gestion organisationnelle et financière, le leadership et la participation, la gestion de cycle de projet et les relations externes. C'est sur base de cet outil que les capacités des OSC congolaises ont été renforcées (formation des formateurs), avec comme objectif ultime de renforcer 3.000 plateformes et réseaux.

Réseau décentralisé de communication citoyen (RD2C)

Le contexte de la pandémie COVID-19 a poussé le projet à restructurer ses dernières activités. Les activités de sensibilisation ont été menées et ont permis aux populations locales de mieux s'informer et se protéger sur les conséquences directes d'une pandémie sanitaire. Cela a également été une occasion, pour les populations, de partager leurs ressentis sur la gestion de la crise par les autorités locales et nationales.

Renforcement des capacités de la société civile en vue d'une intervention efficace au profit de la population congolaise

Le projet, mis en œuvre par Christian-AID, visait à renforcer les capacités de communication et de plaidoyer des organisations de la société civile afin qu'elles sachent défendre et protéger les intérêts des groupes vulnérables sur des questions socio-économiques. Il a clôturé ses activités au mois d'octobre 2019. Dans le rapport narratif final, un accent particulier sera mis sur la pérennisation des acquis.

PROGRAMME D'APPUI À LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA GESTION DU BIEN COMMUN EN RDC (PARC-RDC) 11E FED

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
12.000.000 €	12.000.000 €	26/11/2022	Ministre des Finances
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
-	Indirecte, subvention	26/11/2024	
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/11/2026	Contribuer à l'enracinement de la démocratie en RDC.		

Le Programme d'appui à la participation citoyenne de la société civile dans la gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC) répond aux objectifs des mesures d'appui à la société civile définies dans le Programme indicatif national du 11e FED 2014-2020, signé entre la République démocratique du Congo et l'Union européenne.

Le PARC-RDC a pour ambition de consolider et de pérenniser les interventions financées dans le cadre du 10e FED, visant à créer un environnement propice à la participation de la société civile en tant qu'acteur de développement et de dialogue politique. Le processus de sélection des opérateurs de mise en œuvre sera lancé au courant de l'année 2021.



PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA POLICE NATIONALE CONGOLAISE (PARP)

Montant	Date de signature
16.000.000 €	12/08/2010
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de l'Intérieur	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
12/08/2016	12/08/2020
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	22/08/2022
Objectif global	
Contribuer à la réforme de la Police nationale congolaise (PNC)	

La formation des policiers dans une optique de rajeunissement et de professionnalisation s'avère un des principaux défis dans la mise en œuvre de la réforme de la Police. À ce titre, l'opérationnalisation de l'Académie de Police (ACAPOL), dont la réception définitive des travaux de la 1re phase est intervenue en août 2020, requiert une mise à disposition des moyens financiers (budget de fonctionnement) et humains à la hauteur de ces ambitions. Il convient de rappeler que l'ACAPOL, située à Kimpoko, est bâtie sur un terrain d'une superficie de 30 hectares.

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA POLICE (PARP 3)

Montant	Date de signature
20.000.000 €	10/11/2020
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
MININTERSECAC	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
10/11/2023	10/11/2025
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Indirecte, subvention	10/11/2027

Objectif global
Contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l'État de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption en RDC

Le programme d'appui à la réforme de la police (PARP 3) ambitionne de contribuer à la mise en œuvre du deuxième Plan d'action quinquennal (PAQ2) pour la réforme de la police. À ce titre, les objectifs spécifiques poursuivis par ce programme visent (i) l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme et la redevabilité de la Police ; (ii) le renforcement de la Police et de la chaîne pénale ; (iii) la modernisation de la gestion des ressources humaines de la Police et (iv) l'opérationnalité de la Police de proximité ainsi que la restauration de la confiance de la population.

En perspective de l'attribution de ce contrat de subvention, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé à cinq opérateurs spécialisés, identifiés notamment sur la base de leurs expériences couvrant l'ensemble des domaines d'action du PARP 3, de la bonne connaissance des enjeux de cette réforme, etc. La prochaine étape consistera en la sélection de l'opérateur ou le consortium ayant présenté un projet qui correspond aux objectifs du programme et permettra leur réalisation en collaboration avec les partenaires nationaux.



PROGRAMME D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES RÉGIONALES ET NATIONALES EN AFRIQUE CENTRALE

Montant	Date de signature
5.000.000 €	25/06/2018
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
CICOS, UIT, Ministère des PTNTIC (TIC)	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
25/06/2021	28/06/2025
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Subvention (CICOS) et décentralisée en régie (TIC)	28/06/2027

Objectif global
Appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales pour le renforcement des capacités de gestion, de planification, de recherche et de plaidoyer des opérateurs soutenus, ainsi que la mise en œuvre d'activités structurantes, spécifiques aux secteurs des transports, de l'énergie, des technologies d'information et de communication.

Ce programme propose un appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales pour le renforcement des capacités de gestion, de planification, de recherche et de plaidoyer des opérateurs soutenus, ainsi que la mise en œuvre d'activités structurantes, spécifiques aux secteurs des transports, de l'énergie, des technologies de l'information et de communication.

Le programme d'un montant global de 20 millions d'euros (dont 4 millions gérés par la RDC) s'étale sur une période de 84 mois, dont 24 mois de clôture.

Deux volets du programme seront mis en œuvre par la RDC : 2 millions pour la réglementation, facilitation et assainissement du transport fluvial dans la zone CICOS (Commission internationale du bassin Congo-Oubangi-Sangha) et 2 autres millions pour les NTIC (nouvelles technologies de l'information et communication).

S'agissant du volet CICOS, le contrat de subvention, d'un montant de 2 millions d'euros, devant permettre la mise en œuvre des activités, est en cours d'endossement. Le démarrage effectif des activités est prévu au premier trimestre de l'année 2021.

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (PROGRESS) - VOLET DÉFENSE

Montant	Date de signature
25.000.000 €	30/04/2015
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Ministère de la Défense nationale, anciens combattants, et réinsertion	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
30/04/2018	30/05/2023
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Gestion indirecte	30/05/2025
Objectif global	
Assister les autorités civiles et militaires congolaises dans la conception et la conduite du processus de réforme de la sécurité (volet défense), notamment en matière d'administration et de gestion, afin de renforcer la gouvernance et l'Etat de droit, de lutter contre l'impunité et de promouvoir une paix juste et durable en RDC.	

Les activités programmées dans le cadre du devis-programme de clôture (DP 3) se sont poursuivies à la faveur de la levée des mesures relatives à l'état d'urgence sanitaire. Toutefois, une extension de la période de mise en œuvre et de clôture dudit devis-programme a été jugée nécessaire, afin de pallier le retard observé à la suite de la suspension partielle des activités du DP 3 durant la période de confinement.

Les principales réalisations ont permis d'enregistrer quelques avancées en lien avec les résultats du programme.

En matière de planification de la réforme, il convient de mentionner que les sessions d'instruction et d'information des officiers des FARDC sur le plan de la réforme de l'armée contribuent à une meilleure appropriation des actions entreprises. En effet, l'évaluation du Plan de réforme de l'armée (PRA), réalisée pendant la période en revue, a souligné les résultats obtenus. À ce titre, la mise en place des outils de planification opérationnelle et de suivi-évaluation du PRA s'avère une nécessité.

L'amélioration du cadre légal et réglementaire de la réforme s'est davantage concrétisée à travers, notamment, la rédaction des projets de textes d'application de la Loi13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire FARDC, dont la validation est envisagée au premier trimestre 2021. Par ailleurs, l'acquisition des compétences dans divers domaines journalistiques par le personnel du service de communication et d'information de l'armée (SCIFA), déployé dans la 2e et 3e zone de défense ainsi que la dotation en équipements audiovisuels pour les trois zones de défense, remise par l'assistance technique, ont favorisé la montée en puissance de ce service. Concernant la modernisation de la gestion des ressources humaines, l'état des lieux de la politique RH participe à la préparation du passage de la gestion administrative du personnel vers une gestion intégrée des ressources humaines. Ainsi, la finalisation d'un certain nombre d'activités interdépendantes, et notamment la validation de la directive ministérielle sur les RH et les tableaux d'organisation et de dotation (TO/TD) peut être envisagée. La remise en état opérationnelle du réseau territorial WAN (Wide Area Network ou réseau étendu) dans les sites des régions militaires, réalisée pendant la période couverte, permettra aussi d'assurer la fluidité dans le processus de gestion des dossiers RH. Par ailleurs, des kits biométriques, des matériels de télécommunication et de réseau ainsi que des serveurs et accessoires informatiques ont été réceptionnés au cours de l'année.

Dans la perspective d'accroître la performance du personnel en charge de la gestion financière et budgétaire des FARDC, les actions phares réalisées dans le cadre de l'appui technique aux services du budget et des finances du ministère de la Défense et des Anciens Combattants (MDNAC) ainsi que de l'État Major Général (EMG) ont permis (i) le renforcement des capacités professionnelles des membres des services financiers, des administratifs et des logisticiens au niveau des régions militaires 12 et 13 sur plusieurs thématiques; (ii) l'élaboration de manière inclusive, du plan de passation des marchés du MDNAC pour l'exercice 2020 en vue de la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources du ministère ; et (iii) la validation du logiciel d'élaboration budgétaire développé et la rédaction de trois référentiels pratiques pour la mise en œuvre prochaine du budget programme au sein du MDNAC.

En matière d'assainissement des effectifs, il convient de relever que la validation du plan stratégique portant sur la réinsertion du militaire des FARDC, intervenue en novembre, s'inscrit dans la perspective d'assurer le dégageant des effectifs et une meilleure gestion des flux par de nouveaux recrutements. L'élaboration d'un plan de mise en œuvre devrait permettre, dans un second temps, d'en opérationnaliser la vision. Dans le cadre de la redevabilité externe, le renforcement de capacités au sein du service d'éducation civique et action sociale (SECAS) a permis d'améliorer la communication ainsi que l'efficacité opérationnelle des différents services. De plus, la formation des instructeurs, en vue de l'intégration des modules d'éducation civique dans les écoles de formation et

centres d'instruction militaires, qui s'est achevée pendant la période couverte, ambitionne d'améliorer l'éducation comportementale des militaires et à terme, les relations entre l'armée et la population. La construction d'un nouveau bâtiment pour le MDNAC est inscrite au volet infrastructures. Cette action contribue à améliorer les conditions de travail du personnel. Au terme du processus de passation des marchés, l'attribution du marché des travaux et d'équipements de ce nouveau bâtiment a été formalisée par la signature du contrat en février de l'année couverte. Toutefois, le changement, par le maître d'œuvre, du site initialement prévu pour les travaux pré-rappelés a induit un retard de leur démarrage et a rendu nécessaire la modification du contrat du prestataire.

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maître d'ouvrage
30.230.000 €	29/04/2010	29/04/2016	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en œuvre opérationnelle	
Ministère de la Justice et Droits Humains	Partiellement décentralisée	29/04/2022	
Date limite d'exécution	Objectif global		
29/04/2024	Contribuer à la réforme de la justice en améliorant la gouvernance de l'appareil judiciaire.		

Le renforcement des capacités du maître d'œuvre par l'appui au groupe thématique justice et droits humains dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme de la Justice (PNRJ) et de son plan d'actions prioritaires (PAP) s'est poursuivi dans un contexte institutionnel et sanitaire qui a retardé la mise en œuvre des activités avec un impact sur l'atteinte des objectifs. Ainsi, aucune réunion de comité de pilotage ne s'est tenue durant la période sous revue. Les progrès observés pendant la période couverte sont notamment (i) la capitalisation des informations pertinentes du secteur ; (ii) l'adoption d'un PAP 2020-2023 ; (iii) l'intégration progressive du système de statistiques judiciaires dans les deux ressorts-pilotes

au Lualaba et Kongo central (avec la réalisation du premier tableau de bord trimestriel basé sur les statistiques judiciaires de 16 institutions de Justice du Lualaba) ; et (iv) l'appropriation progressive par les professionnels judiciaires des outils de planification développés dans le cadre de la réforme. En matière d'infrastructures et équipements, il convient de relever la réception provisoire des travaux de construction du tribunal de grande instance de Tshikapa en décembre 2020. Par ailleurs, à la demande des autorités locales, il sera procédé, au premier semestre 2021, aux travaux de raccordement à l'électricité, non prévus initialement.

PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE À L'EST (PARJE) - UHAKI SAFI

Montant	Date de signature
18.786.766 €	27/06/2012
Maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
MJDH	Ordonnateur national
Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Date limite de mise en œuvre opérationnelle
26/06/2017	27/07/2021
Mode de gestion	Date limite d'exécution
Partiellement décentralisée	27/07/2023
Objectif global	
Contribuer à la consolidation de l'État de droit en luttant contre l'impunité ordinaire et de guerre dans le Nord et Sud-Kivu et le district de l'Ituri, qui sont encore des régions troublées.	

Les travaux de construction du palais de Justice de Goma ont évolué de manière appréciable, en dépit du retard enregistré. Pour rappel, cet ouvrage placé sur un terrain dont la superficie générale est de près de 4.199.33 m², abritera 4 juridictions à savoir le Tribunal de Grande Instance (TGI), le Parquet de Grande Instance (PGI), le Parquet général et la Cour d'appel (CA) ainsi que des locaux communs.



DEUXIÈME PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DE LA JUSTICE (PARJ 2)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
35.000.000 €	27/03/2020	27/03/2023	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en œuvre opérationnelle	
MJ	Partiellement décentralisée	27/03/2025	
Date limite d'exécution	Objectif global		
27/03/2027	Contribuer au renforcement de l'état de droit et à la promotion de la démocratie en République démocratique du Congo par l'amélioration de la gouvernance du secteur de la justice, de la lutte contre la corruption et du respect des droits humains.		

Le deuxième programme d'appui à la réforme de la Justice entend contribuer entre autres à la mise en œuvre de l'objectif spécifique de la Politique nationale de réforme de la Justice (PNRJ) relative à l'amélioration de l'indépendance du pouvoir judiciaire et la performance du ministère de la Justice. Aussi, au terme de la publication de l'avis de marché de services, la procédure

de présélection des candidats (liste restreinte) invités à participer au marché de recrutement de l'assistance technique pour la mise en œuvre de l'objectif pré-rappelé s'est clôturée par l'approbation du rapport de négociation par la DUE. Le dossier d'appels d'offres a été envoyé à huit opérateurs retenus.

PROJET D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
7 500 000 €	27/11/2019	26/11/2022	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Union européenne		Contrat de subvention FED/2020/414-949	26/11/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/11/2024	Promouvoir et mettre en œuvre les objectifs de coopération de l'Union européenne (UE)/RDC tels qu'ils sont définis dans les programmes indicatifs nationaux du 10ème et 11ème FED et dans la perspective du nouveau cadre de coopération post-Cotonou		

La COFED, service technique de l'Ordonnateur national dans le cadre de ses prérogatives, a pour mission d'assurer la mise en œuvre des programmes et projets financés par le Fonds européen de Développement en République démocratique du Congo. À ce titre, la Cellule bénéficie pour son fonctionnement d'un appui financier du FED à travers le Projet d'appui à l'Ordonnateur national. Elle intervient tout au long du cycle des projets et programmes. Elle appuie notamment des actions

en matière de renforcement des capacités des partenaires et des ministères techniques ainsi que des actions culturelles. Celles-ci sont prises en charge par un instrument spécifique de financement, la TCF (Facilité de coopération technique).

La COFED dispose également de moyens visant à assurer la communication et la visibilité des actions financées par le Fonds européen de Développement ainsi que leurs impacts auprès de la population.

FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
8 000 000 €	27/11/2019	26/11/2022	Ordonnateur national
Maître d'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ordonnateur national		Décentralisée, régie directe	26/11/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/11/2024	Renforcer l'efficacité de l'aide de l'UE en RDC		

Cette facilité, dont l'objet est de renforcer la coopération de l'UE à l'exécution de la stratégie de développement du Gouvernement congolais couvre principalement les actions de :

(i) Renforcement des capacités des parties prenantes sur diverses thématiques liées aux questions de développement, des missions de suivi et d'évaluation des programmes et projets, aussi bien par le personnel de la COFED que par les partenaires. Il s'agit, pour ces derniers, de réaliser des visites sur le terrain afin de

s'assurer de la bonne exécution des activités mises en œuvre par les unités de gestion de projets.

(ii) L'organisation de séminaires, conférences et manifestations culturelles qui s'inscrivent dans une stratégie de développement conforme aux objectifs du FED.

(iii) L'appui aux manifestations culturelles, notamment celles liant culture et développement, mais aussi via les études et formations qu'elle finance.





INFRASTRUCTURES

Située au centre du continent et traversée par l'Équateur, la RDC s'étend de l'Océan Atlantique au plateau de l'est de l'Afrique, en intégrant au passage une part majeure du bassin du Congo.

Le renforcement de l'unité territoriale de ce vaste pays passe notamment par des infrastructures viables et un système de transport stratégiquement cohérent et complémentaire dans le contexte de l'intégration régionale.

Les réalités de terrains ne sont cependant pas homogènes sur toute l'étendue du pays. Outre, les impératifs financiers, l'implantation des routes constitue une contrainte majeure. En effet, si le relief, la végétation, l'hydrographie, le climat et le sol sont les éléments naturels qui exercent une influence considérable sur l'efficacité et la viabilité des réseaux de transports, certains sites se révèlent plus favorables que d'autres.

Appréhender la mesure du défi que représente la réhabilitation des infrastructures en RDC présuppose une vision holistique du secteur. Des efforts s'imposent en matière d'interconnexion multimodale des transports (ferroviaires, fluviaux, lacustres et routiers) mais également en matière de logistique (réhabilitation de bâtiments destinés à abriter différents services administratifs).

En effet, initialement, les principales voies de communication avaient essentiellement pour rôle l'acheminement des matières premières et agricoles vers l'extérieur du pays. Ces réseaux ne privilégiaient pas les échanges intérieurs et la mise en valeur du potentiel local. Les grandes difficultés à surmonter sont donc celles de l'approvisionnement, d'une part, des milieux urbains en produits agricoles provenant des campagnes et, d'autres parts, des milieux ruraux en produits manufacturés

provenant des villes. La restauration du réseau d'infrastructures de transport prioritaire renforcerait à la fois l'unité physique du pays, tout en contribuant à la relance économique, à l'intégration régionale et à la réduction de la pauvreté.

La contribution de l'Union européenne aux efforts du gouvernement dans ce secteur des infrastructures s'est poursuivi, et ce, malgré un contexte particulier lié à la pandémie. Il convient notamment de souligner l'appui aux deux Kasaï en matière de santé, les électrifications au parc des Virunga, la facilitation de la navigation sur le fleuve Congo et la rivière Kasaï, la production de cartes de navigation et la réhabilitation d'une partie de la route nationale n°1.

Il est également à noter la poursuite des travaux préparatifs de l'extension du bâtiment du ministère de la Défense et de la réhabilitation du tronçon de la route nationale n°1 comprise entre les villes de Kamuesa et de Kananga.

RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°1 - SECTION TSHIKAPA - MBUJI-MAYI. TRONÇON ENTRE KAMUESHA ET KANANGA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
150.000. 000 €	30/11/2017	30/11/2021	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Office des routes		Gestion indirecte	30/11/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
30/11/2024	Promouvoir l'intégration régionale du pays		

Inscrit dans l'agenda 2030 des Objectifs de développement (ODD), ce programme poursuit le rétablissement de la RN 1 dans le cadre des travaux de désenclavement du pays.

En effet, après les efforts consentis par les 9e et 10e FED, l'Union européenne a mobilisé, à travers le programme indicatif national du 11e FED, une enveloppe conséquente pour réhabiliter un tronçon d'environ 150 kms de la route nationale n°1, compris entre les villes de Kamuesha et de Kananga, situées respectivement dans les provinces du Kasai et du Kasai Central.

Toutes les actions nécessaires au démarrage du projet ont été initiées, et notamment la passation des marchés de travaux et de services.

D'une manière générale, le projet est alloué de la manière suivante :

- Lot 1: Kamuesha – Mbulungu : PK 0+000 jusqu'au PK 75+100 L= 75+100 kms
- Lot 2: Mbulungu – Kananga : PK 75+100 jusqu'au PK 152+206 L= 77+106 kms

Chaque lot constitue un marché séparé aussi bien pour les travaux que pour la surveillance et contrôle.

Pour ce qui est de la désignation des entreprises des travaux, le processus est arrivé à terme en fin de l'année sous revue et la signature des contrats devrait

intervenir en début du trimestre de l'année suivante. Le processus de sélection des bureaux de contrôle pour la surveillance des travaux suit son cours et le rapport de négociation devrait être disponible au courant du premier trimestre de l'année prochaine.



RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°1 ENTRE BATSHAMBA ET TSHIKAPA ET ÉTUDES NÉCESSAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE L'AXE GOMA-WALIKALE-LUBUTU-KISANGANI

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maître d'ouvrage
113 700 000 €	13/03/2012	15/03/2018	Ordonnateur national
Maître D'oeuvre		Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Office des routes		Partiellement décentralisé	13/03/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2024	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et à l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

Inauguré en octobre 2018 et réceptionné définitivement en mai 2019, ce projet a permis la réhabilitation de près de 114 kms du tronçon de la RN1 compris entre le village de Batshamba et le pont Loange, tous situés dans la province du Kwilu. Ces travaux ont donc permis une amélioration des conditions de voyage des usagers en réduisant sensiblement sa durée de parcours. Ainsi, avant les travaux, les véhicules mettaient 7 à 10 jours pour parcourir le tronçon mais actuellement ils mettent 2 à 3 heures de routes.

A la demande du ministère des Infrastructures et après concertation entre les bailleurs (BAD et DUE), des travaux additionnels ont été rajoutés avec la signature de l'avenant n°7.

Ces derniers consistent à réaliser des travaux confortatifs d'assainissement sur un tronçon de 8 kilomètres entre le village de Kipita (PK 104+600) et le Pont Loange (PK 112+600) et la mise en place de ralentisseurs.

A la suite de la pandémie liée à la COVID-19, les commandes de gabions et de ralentisseurs passées auprès des firmes européennes ont pris un retard considérable, impactant l'avancement de la mise en œuvre de ces travaux. Après une suspension de quelques mois des travaux en attendant la livraison des matériels commandés, les travaux devraient reprendre au premier trimestre 2021 et prendre fin en milieu d'année.

RÉHABILITATION DES VOIRIES À GOMA

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
28 500 000 €	13/03/2012	13/03/2015	Ordonnateur national
Maitre D'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de l'Aménagement du territoire, Urbanisme, Habitat, Travaux publics et Reconstruction (Cellule infrastructures)	Partiellement décentralisé		13/03/2022
Date limite d'exécution	Objectif global		
13/03/2024	Lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant au rétablissement des infrastructures de transports nécessaires à la relance socioéconomique et garantissant l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

La réhabilitation de 29 Kilomètres de voies à Goma a contribué à l'amélioration du réseau urbain de la ville, principal facteur de développement impactant sur plus d'un million de personnes.

Les chaussées souples réalisées dans le cadre de ce projet constituent une des clefs de voute de la fluidité de la circulation dans le chef-lieu de la province du Nord-Kivu et sa périphérie.

Le parachèvement des travaux restants devrait doter la ville de Goma d'une artère essentielle servant à l'interconnexion du réseau urbain. Le résultat attendu est la liaison du centre-ville à la périphérie de Goma ainsi que le désenclavement de la ville.

La cérémonie de reprise des travaux a été lancée en fin d'année, avec la reprise effective des prestations envisagées après les études d'actualisation opérées au courant du premier semestre 2021.



Réhabilitation Des Voiries À Goma



PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maitre d'ouvrage
60.000.000 €	01/12/2010	01/12/2017	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère des Transports et Voies de Communication	Centralisée, régie directe		01/12/2021
Date limite d'exécution	Objectif global		
01/12/2023	Lutter contre la pauvreté d'une partie des populations congolaises en contribuant au rétablissement et à la préservation durable des infrastructures de transport pour garantir l'accès aux marchés et aux services sociaux et administratifs.		

Ce programme, qui est dans sa phase de clôture, présente entre autres à son actif le balisage des passes critiques du fleuve Congo et de la rivière Kasai, l'actualisation des cartes de navigation, le renouvellement de la flotte de la régie des voies fluviales et la réhabilitation de quelques ports.

Toutes les activités de l'unité de gestion du programme ont été clôturées avec l'achèvement administratif des derniers contrats. Il s'agit principalement de :

- Contrat de fourniture de bateaux multifonctions (Kasai et Yaolimela) ;
- Contrat de fourniture de groupes électrogènes à Kisangani ;
- Contrat de livraison de pièces de rechange ;
- Contrat de livraison du slipway ;
- Contrat d'assistance technique opérationnelle au centre de traitement des données de la RVF qui a permis la production des cartes de navigation de la rivière Kasai et d'une partie du fleuve Congo ;
- Contrat d'assistance technique au projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres ;
- Contrat de fourniture et d'installation des échelles et stations limnigraphiques ;
- Contrat des travaux des lots 1 et 3 au chantier naval de la RVF ;
- Contrat des travaux de réhabilitation des quais à Kisangani rive droite.

PROGRAMME INDICATIF RÉGIONAL AFRIQUE CENTRALE 10E FED : AXES TRANSFRONTALIERS ET VOLET ÉNERGIE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL)

Travaux des axes transfrontaliers Goma-Gisenyi, Bukavu-Cyangugu (petite et grande barrière) et Uvira-Bujumbura..

Des études d'actualisation du projet ont été réalisées afin d'intégrer les impacts de l'augmentation du trafic observés sur les différentes artères constituant les axes transfrontaliers. Les conclusions de celles-ci ont conduit à un redimensionnement du corps de chaussée.

Les villes de Goma et Bukavu ont connu, grâce aux efforts des autorités locales, la construction d'une grande partie de son réseau routier initialement prévu dans cette convention de financement. De ce fait, la principale activité de ce programme consistera à construire du linéaire routier dans la ville d'Uvira.

Travaux d'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale Ruzizi III

S'agissant des travaux d'aménagement de la route d'accès aux sites du barrage et de la centrale hydroélectrique de la centrale Ruzizi III, l'audit technique et financier mené a rendu ses conclusions. Les discussions relatives à la clôture du premier marché résilié demeurent en cours.

Le processus de relance des travaux est planifié au début du trimestre de l'année 2021.



SANTÉ

La mise en œuvre des projets, financés par le 10e et le 11e Fonds européen de développement (FED), s'inscrit dans le cadre général du Plan national de développement sanitaire (PNDS et PNDS recadré), outil de politique sectorielle développé par le ministère de la Santé.

Au cours de l'année 2020, le secteur de la santé en République démocratique du Congo a été marqué par une série de crises sanitaires qui ont affecté la mise en œuvre des projets. En effet, la 10e et la 11e épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE), qui se sont achevées respectivement le 25 juin et le 18 novembre 2020, ont nécessité de recourir à la gratuité des soins, conformément au Plan national de riposte contre cette épidémie. Il en est de même pour la pandémie du coronavirus (Covid-19). Celle-ci a conduit à un état d'urgence sanitaire suivi de mesures de confinement qui ont ralenti le rythme de mise en œuvre des activités de près de 30%. La crise nutritionnelle généralisée, qui affecte particulièrement les enfants de moins de 5 ans et les personnes vulnérables, complète ce tableau déjà bien assombri.

Le Fonds européen de développement a ainsi orienté ses efforts, au cours de l'année, vers le renforcement de la résilience et de la stabilité structurelle du système de santé. La gratuité des soins accordée à toutes les formations sanitaires des zones de santé touchées par la MVE dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri (8

au total) constitue le pilier central de cette action qui a permis d'amortir l'onde de choc de cette épidémie, au moyen d'une enveloppe supplémentaire de 42 millions d'euros (MVE et lutte contre la malnutrition sévère). À cela s'ajoute l'octroi d'un montant de 5 millions d'euros destiné à renforcer l'hôpital général de référence Saint Joseph à Kinshasa pour la riposte à la covid-19, dans le cadre d'une approche structurelle du renforcement du système de santé, sur une période de 24 mois. Ces efforts ont été complétés par des mesures de protection et contrôle des infections, prises au niveau des formations sanitaires provinciales, et la distribution à Kinshasa de 217 020 flacons de gels hydroalcooliques et 1 000 000 de savons antiseptiques aux centres de santé et formations scolaires dans le cadre d'une campagne informative.

De manière spécifique, deux programmes ont appuyé le secteur de la santé au cours de cette période. Le Programme d'accélération des progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement 4&5, (PAPOMD 4&5), financé par le 10e FED, est resté focalisé sur la conduite d'activités résiduelles du volet infrastructures, dont l'échéance de mise en œuvre opérationnelle est fixée au 22 mai 2021. Le Programme de renforcement de l'offre et de développement de l'accès aux soins de santé en RDC (PRODS), financé par le 11e FED, a maintenu, avec le concours de l'assistance technique, le cap des activités programmatiques visant à favoriser la demande de soins et améliorer l'offre de services de santé au niveau central, intermédiaire et opérationnel.

PROJET D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA-PNDS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et D-P (D+6)	Maître d'ouvrage
53.857.442 €	09/07/2010	09/07/2016	ON
Maître D'oeuvre	Maître d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre operationnelle
Ministère de la Santé	-	Décentralisée, régie directe publique	09/07/2019
Date limite d'exécution	Objectif global		
09/07/2021	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population dans le contexte global de la lutte contre la pauvreté		

Dans la phase de clôture, les activités du PA-PNDS ont essentiellement consisté en l'organisation des réceptions

définitives des fournitures et bâtiments, conformément aux procédures FED en vigueur.



PROJET D'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS 4 ET 5 DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP-OMD) 4&5

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et DP	Maitre d'ouvrage
€40.000.000	23/05/2013	22/05/2016	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Maitre d'oeuvre délégué	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Santé	-	Partiellement décentralisée et gestion conjointe avec Unicef	23/05/2023
Date limite d'exécution	Objectif global		
23/05/2025	Contribuer à réduire la mortalité maternelle de 549 à 322 décès maternels pour 1.000 naissances vivantes d'ici 2015. Contribuer à réduire la mortalité infanto-juvénile de 148 à 60 décès pour 1.000 naissances d'ici 2015.		

Les infrastructures constituent la dernière composante en cours d'exécution du programme. À ce titre, il convient de mentionner les travaux de construction et d'aménagement des hôpitaux généraux de référence de Masuika et Tshibala dans la province du Kasai-Central, en cours de réalisation,

malgré les difficultés et contraintes liées aux mesures sanitaires contre la covid-19. Le processus de contractualisation de la réhabilitation de l'HGR Masereka avec une entreprise devrait quant à lui être amorcé au premier trimestre de l'année suivante.



PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ (PRO-DS)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats (D+4)	Maitre d'ouvrage
217.450.000 €	26/09/2016	26/09/2020	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Mode de gestion		Date limite de mise en oeuvre opérationnelle
Ministère de la Santé	Décentralisée, régie directe publique		26/09/2025
Date limite d'exécution	Objectif global		
26/09/2027	Contribuer, dans le cadre du plan de développement sanitaire (PNDS) et dans le contexte de lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la santé de la population de la RDC		

Réparti sur 39 zones de santé cibles, le PRODS tend actuellement vers une phase intermédiaire de sa mise en œuvre. Cependant, la progression se fait lente et les méthodologies des différents acteurs restent encore, dans certains cas, à harmoniser et encadrer sur le terrain (EUP-FASS, ONG bénéficiaires, acteurs

sectoriels, etc.). Néanmoins, certains résultats dont les activités se situent dans la ligne droite des programmes du 9e et 10e FED sont d'ores et déjà tangibles et mettent clairement en relief la résilience du système de santé en RDC, principalement face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

Avec la résurgence de la crise épidémique de la MVE en 2019, le ministère de la Santé a souhaité qu'une partie des fonds du programme soit redirigée vers la gratuité des services de santé, dans les zones de santé affectées par la MVE du PRO-DS.

Pour s'aligner sur ces plans successifs, les différents partenaires ont opté pour le maintien du dispositif de la gratuité des soins jusqu'au 30 Juin 2020.

Concernant la couverture sanitaire universelle, qui constitue un des axes d'interventions du PRODS, il est envisagé comme amorce, à partir de juillet 2020, l'introduction du système de prépaiement des soins par les ménages au niveau des formations sanitaires. Cette nouvelle approche exige un fonds supplémentaire pour couvrir au maximum le besoin en imprimés, équipements et personnel.

De plus, il convient de mentionner que les autres actions menées dans le secteur de la santé ont porté sur les priorités ci-après :

1. Amélioration des conditions d'accès aux soins (demande de soins) ;
2. Renforcement de la qualité des soins de santé, c'est-à-dire prestations, médicaments et autres intrants auprès des formations sanitaires et des services de santé (offre de soins) ;
3. Appui en infrastructures et en équipements.

Pour y parvenir, les activités réalisées par les différents opérateurs de mise en œuvre du PRO-DS sont déclinées comme suit :

En Province Orientale, la vérification des prestations dans le cadre de l'achat des services (HGR et CS) est réalisée par l'EUP-FASS de la province à travers un contrat de service passé avec l'ONG Memisa

Belgique. Les principales activités réalisées dans la partie Sud de la province de l'Ituri, dans 7 zones de Santé, 7 hôpitaux généraux de référence et 98 centres de santé, sont articulées sur les quatre points suivants : (i), la contractualisation des formations sanitaires ; (ii) la vérification des prestations ; (iii) le paiement des prestations ; et (iv) la passation des marchés.

À cela s'ajoutent les interventions de l'ONG Malteser International dans la province de l'Ituri. Celle-ci a poursuivi et développé les principaux axes d'action ci-après :

- la remise officielle des bâtiments construits dans la zone de santé de Faradje ;
- la dotation en équipements des HGR et de CS ;
- les activités d'approvisionnement en médicaments essentiels à toutes les Fosa ;
- la subvention directe des HGR en vue de leur autonomisation ;
- l'actualisation des critères d'évaluation de la qualité des services après le passage des spécialistes ;
- l'utilisation du nouveau dossier des malades ;
- le renforcement de pilotage de la zone de santé à travers le coaching sur la nouvelle approche d'encadrement et supervision thématique ;
- la mise en place du processus gestionnaire dans les HGR.

La province de l'Ituri a bénéficié de la construction, de la réhabilitation de bâtiments et de l'octroi d'équipements dans plusieurs zones de santé.

N°	Zones de santé	Nombre de structures	État d'avancement
01	Faradje	6	Réception de l'ouvrage (6)
02	Aba	5	Réception de l'ouvrage (5)
03	Rimba	8	<ul style="list-style-type: none"> • Réception de l'ouvrage (5) • En cours (3)
04	Logo	9	<ul style="list-style-type: none"> • Réception de l'ouvrage (6) • En cours (3)
05	Aru	10	<ul style="list-style-type: none"> • Réception de l'ouvrage (5) • En cours (5)
06	Ariwara	10	<ul style="list-style-type: none"> • Réception de l'ouvrage (1) • En cours (9)
07	Adi	7	<ul style="list-style-type: none"> • Réception de l'ouvrage (5) • En cours (2)
	Total	55	-



Bloc d'opération (HGR Adi, Ituri)

Par ailleurs, Malteser International œuvre également dans le Kasai Central. À ce titre, elle a axé ses activités sur la finalisation des constructions et sur l'appui à la division provinciale de santé et aux zones de santé, en conformité avec l'intervention de l'EUP-FASS Kasai Occidental, pour trois mois supplémentaires.

À ce sujet, il est utile de relever que les infrastructures construites au Kasai Central concernent les zones de santé ci-après :

N°	Zones de santé	Nombre de structures	État d'avancement
01	Tshibala	4	• En cours (4)
02	Masuika	3	• En cours (3)
03	Bunkonde	3	• Réception de l'ouvrage (3)
04	Tshikula	3	• Réception de l'ouvrage (1) • En cours (2)
05	Mikalayi	2	• Réception de l'ouvrage (2)
	Total	15	-

Dans le Kongo Central, avec l'intervention de l'ONG Memisa Belgique en matière d'amélioration de la qualité des soins de santé, les modalités de passage à l'échelle de zone de santé ont été effectivement mises en place dans les structures appuyées par le PRO-DS. Il s'agit de quitter l'approche humanitaire pour l'approche développement. Ainsi, les activités de coaching visant la qualité de l'offre de soins ont été renforcées au courant de l'année 2020, et les équipes ont appuyé la division provinciale de santé dans l'actualisation des mécanismes d'amélioration de la qualité et des outils afférents.

Au niveau des infrastructures, il est à noter la dotation en matériels et équipements médicaux en faveur

des constructions achevées des centres de santé de Kimaza, Kindongo, Ngidinga ainsi que la maternité de l'HGR de Kisantu et des centres de santé de la Zone de santé éponyme et, d'autre part, par le lancement des processus d'ouverture de marché des nouvelles constructions. Les nouveaux marchés de travaux portent sur les ouvrages suivants : la construction du centre de santé de Ngeba dans la zone de santé de Kisantu, la maison d'habitation pour le responsable du centre de santé de Kimaza, la construction de la clôture et du bloc médico-technique à l'HGR de la zone de santé de Gombe Matadi, la construction de la maternité de l'HGR de Ngidinga. La situation se présente comme suit :

N°	Zones de santé	Nombre de structures	État d'avancement
01	Gombe Matadi	2	• Réception de l'ouvrage (2)
02	Ngidinga	3	• Réception de l'ouvrage (3)
	Total	5	• 5 ouvrages réceptionnés



Centre de santé Gombe
(Bunkonde, Kasai central)

Dans le Nord-Kivu, le Projet d'appui au développement intégré du système de santé (PADISS) a pour objectif global une meilleure accessibilité des populations de la province du Nord-Kivu à des soins de qualité. En 2020, le projet d'appui au développement intégré des structures sanitaires (PADISS) a poursuivi et développé les principaux axes d'action ci-après :

- le soutien à la Division provinciale de la santé (DPS) dans ses fonctions de coordination sanitaire provinciale et d'appui au développement des zones de santé ;
- le soutien à l'Hôpital provincial de la santé (HPNK) dans ses rôles de prestation des soins de référence secondaire et de support clinique aux zones de santé ;
- la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- la mise en place d'un centre de formation continue ;

- l'initiation d'un processus d'accréditation en lien avec le Fonds d'Achat des services de santé (FASS) ;
- la mise en place de nouveaux modèles dans les domaines d'organisation des services de santé urbains du premier échelon et de financement de la santé en lien avec la couverture santé universelle (CSU) ;
- la lutte contre la malnutrition.



En plus de la DPS/Nord-Kivu (9 sites) et du Centre de transfusion sanguine (1 site), plusieurs structures sanitaires ont été dotées d'infrastructures à travers la subvention de l'ULB Coopération au Nord-Kivu, parmi lesquelles (par zone de santé) :

N°	Zones de santé	Nombre de structures
01	Biena	5
02	Vuhovi	5
03	Musienene	5
04	Kyondo	6
05	Masereka	3
06	Manguredjipa	7
07	Goma	3
08	Karisimbi	2
09	Rutshuru	6
	Total	42

Enfin, ULB Coopération a soumis une proposition pour les travaux de construction et d'équipement de l'hôpital provincial du Nord-Kivu, à Goma. Au terme du processus de négociation, le projet de contrat est transmis à la DUE pour endossement.

Au Kasaï Oriental et la Lomami, l'ONG Save the Children a mené en synergie avec le programme national de nutrition (PRONANUT) et l'École de Santé publique de Kinshasa (ESP), une enquête sur les déterminants de la malnutrition. La présentation des résultats finaux de l'enquête a été faite en 2020 au ministère de la Santé publique.

À cela s'ajoutent le renforcement des activités du volet nutritionnel, la poursuite de travaux de construction/réhabilitation des structures sanitaires, etc.

- La FEDECAME

Dans la mise en œuvre du PRO-DS, la FEDECAME participe au renforcement du système d'approvisionnement en médicaments essentiels en RDC. C'est ainsi qu'elle a organisé en 2020 des ateliers de quantification des besoins nationaux en médicaments essentiels. Elle a également procédé à l'achat de médicaments destinés au renforcement de son fonds de roulement. Enfin, la FEDECAME a placé des commandes d'intrants spécifiques à la riposte contre la COVID-19, dont les livraisons échelonnées ont été partiellement réceptionnées en 2020. La réception du reste des médicaments et la distribution auprès des structures bénéficiaires sont programmées pour janvier 2021.

- Riposte COVID-19

En appui aux efforts du gouvernement dans la lutte contre la pandémie, une partie de ressources destinées au PRO-DS a été mobilisée et allouée aux besoins prioritaires édictés par le Plan national de riposte, suivant la requête de l'OMS.

Ce financement concerne les actions ci-après :

(i) Renforcement du système de santé d'une zone de santé dans la ville de Kinshasa (Saint-Joseph de Limete, ENABEL, 5.000.000,00 EUR) pour faciliter et améliorer la prise en charge des patients ;

(ii) Fourniture et livraison d'un million de savons antiseptiques dans le cadre de la lutte contre la

COVID-19 (ville de Kinshasa)

Livrés en août 2020, les savons antiseptiques ont été distribués dans les formations sanitaires de la Division provinciale de Kinshasa, avec la participation de la CAMESKIN qui est membre de la FEDECAME ; (iii) Fourniture et livraison de gels hydroalcooliques dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 (ville de Kinshasa)

Au total, 200 016 pièces de 100 ml et 17 004 pièces d'un litre ont été commandées et livrées aux formations sanitaires de la Division provinciale de Kinshasa ;

(iv) Fourniture et livraison d'équipement d'hygiène et de protection de type cosmétique et plastique dans le cadre de l'aide à la lutte contre le COVID-19 (ville de Kinshasa).

Un contrat de fournitures a également été signé pour les équipements d'hygiène et de protection de type cosmétique et plastique dans le cadre de l'aide à la lutte contre la COVID-19.

Composés de 250 citernes d'eau de 200 litres, 500 poubelles de 100 litres et 800 dispositifs de lavage de mains, ces équipements ont été mis à la disposition du Secrétariat technique du Comité multisectoriel de la riposte à la COVID-19.

Concernant le volet infrastructures du PRO-DS, la dispensation de soins de qualité requiert la construction et la réhabilitation de bâtiments ainsi que la fourniture d'équipements adaptés.

Il est prévu notamment :

- Travaux de construction et de réhabilitation de l'HGR Makota : démarrée en début d'année, l'exécution de ce projet est en cours ;

- Travaux de construction de l'HGR Kasansa : les négociations relatives à la contractualisation d'une entreprise sont en cours ;

- Travaux de construction et de réhabilitation de l'HGR Ngandajika : la procédure lancée en période de confinement a été infructueuse. Une relance est envisagée au premier trimestre de l'année suivante.





ENVIRONNEMENT

De par ses ressources naturelles, mais surtout au vu de la forte vulnérabilité de ses populations aux impacts climatiques, dont les effets sont de plus en plus visibles dans leur quotidien, la République démocratique du Congo a un rôle stratégique à jouer sur le plan de l'action climatique mondiale.

Ayant longtemps soutenu les efforts du pays dans le cadre de la biodiversité, l'Union européenne a financé une mission visant à aider la RDC à jouer son rôle de leader et de moteur régional pour relever les défis climatiques, ainsi que ceux liés à la biodiversité et à la pauvreté.

Si les priorités du pays restent la lutte contre la pauvreté, la paix et la sécurité, l'Etat de Droit et le développement des infrastructures de base, le gouvernement de la RDC est conscient des enjeux climatiques, des menaces de l'inaction ainsi que des opportunités que l'action climatique représente.

Dans le cadre du « Green deal » ou « Pacte vert pour l'Europe » dont l'objectif est de permettre au continent la neutralité climatique d'ici 2050, l'Union européenne continue d'apporter son appui au profit des pays qui ont placé l'action climatique au cœur de leur stratégie de développement.

L'année 2021 sera marquée par les négociations décisives de la COP 26 de Glasgow. Ces dernières devront finaliser les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Correspondant à l'année de la présidence de l'Union africaine par la RDC, le groupe Afrique est l'une des cartes clé pour les prochaines négociations. Il est donc indispensable d'accompagner la finalisation du processus d'appui à l'agenda CDN de la RDC, menée depuis 2020, et ce malgré les contraintes liées à la pandémie de la COVID 19.

APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DE LA FORÊT ET DE LA BIODIVERSITÉ

Au terme de la période d'exécution de ce programme financé sur les ressources du 10e FED, l'une des deux actions en cours, à savoir le projet d'électrification rurale de Lubero, s'est achevée. Un suivi des activités de maintenance ainsi que de la ligne de transport d'énergie a été effectué. L'inauguration prévue au courant de l'année n'a malheureusement pas eu lieu pour des raisons sanitaires.

L'Action « Yangambi Pôle Scientifique au Service de l'Homme et des Forêts », coordonnée avec les activités du Projet FORETS (Formation, Recherche et Environnement dans la Tshopo) et le Projet NPC (Nouveaux Paysages du Congo), couvre la zone d'intervention constituée essentiellement par la réserve de biosphère de Yangambi (RBY) et ses alentours, dans la Province de la Tshopo.

La complexité des relations entre les parties prenantes et les spécificités du paysage de Yangambi ont suscité une réflexion au niveau des gestionnaires du projet. Cette dernière recommande des interventions ultérieures dans un cadre de collaboration amélioré et adapté aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités. Il s'agit notamment d'activer un levier majeur en ayant recours à la finance mixte et à la création de valeur ajoutée. Dans ce cadre, le projet a organisé au mois de novembre un atelier de réflexion sur le partenariat public privé (PPP). Les échanges ont porté sur les modalités novatrices de collaboration dans la réserve de biosphère de Yangambi.



ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA RDC (EAD)

Montant	Date de signature	Date limite de signature des contrats et devis-programmes	Maitre d'ouvrage
165.000.000€	31/05/2016	14/12/2021 31/05/2020	Ordonnateur national
Maitre d'oeuvre	Mode de gestion	Date limite de mise en oeuvre opérationnelle	
Ministère de l'Environnement et Développement durable ; Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage Ministère du Développement rural Ministère du Tourisme Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)	Partiellement décentralisée	31/05/2025	
Date limite d'exécution	Objectif global		
31/05/2027	Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnement unique de la RDC, en augmentant les retombées économiques positives pour les populations environnantes.		

Le programme Environnement et agriculture durable financé par le 11e FED adopte une approche innovante en intégrant un volet « conservation » et un volet « développement » au niveau des paysages intégrés environnant les 5 aires protégées retenues dans la convention de financement. Il s'agit des 4 parcs nationaux et d'une réserve de biosphère à savoir : le parc national des Virunga, le parc national de la Garamba, le parc national de la Salonga, le complexe Upemba Kundelungu et la réserve de biosphère de Yangambi. L'objectif général est de « contribuer à la protection

et à la valorisation durable des aires protégées de RDC et des éléments précieux de biodiversité qu'elle renferme ».

Les interventions qui prônent la valorisation durable de la production agricole, forestière et les services écosystémiques au bénéfice du développement socio-économique des populations riveraines de ces aires protégées se focalisent sur les trois axes thématiques suivants :

- Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels ;
- Augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration ;
- Valoriser et gérer durablement des ressources naturelles dans et autour de ces aires protégées.

Au cours de l'année sous revue, une évaluation finale du 10e FED et une évaluation à mi-parcours du 11e FED ont été réalisées. Celles-ci, s'appuyant sur l'analyse des réalisations, l'atteinte et la qualité des résultats des actions, le tout dans le contexte d'une politique de coopération en constante évolution, ont mis en avant la nécessité de consolider les partenariats de gestion des aires protégées (PPP, cogestion ou assistance technique) en renforçant les synergies avec les initiatives partenaires dans les paysages. Il s'est avéré opportun de renforcer les synergies avec d'autres programmes sectoriels intervenant dans les paysages (FONAREDD, Allemagne, USAID) et d'évoluer vers un meilleur alignement avec les stratégies nationales climat et conservation de la RDC, et de lier cela avec les orientations de l'European Green Deal en Afrique .

Par ailleurs, des missions spécifiques ont été confiées à deux cellules. La cellule de coordination du programme Est RD Congo (UCPEC) accompagne les actions du 11e FED à l'Est du pays, principalement dans le secteur des infrastructures et la Cellule d'Audit technique et de coordination (CATCO) qui coordonne techniquement tout le programme agricole et développement durable et gère notamment le système de suivi et évaluation.

Le programme a continué à se déployer au cours de cette année, et ce, malgré les contraintes engendrées par la pandémie de la COVID 19. Les parcs ont maintenu les différentes actions programmées. Les synergies avec l'ICCN se sont également matérialisées sur la mise en place d'une analyse conjointe sur les droits humains de la CATCO avec la nouvelle cellule DH au sein de l'ICCN en tant que structure ayant la gestion des aires protégées dans ses attributions, et la collecte des leçons apprises sur le terrain qui en découle.

La majorité des projets Environnement & Agriculture Durable entament la dernière tranche de leur contrat (4/5ème du temps imparti en moyenne et 75 % des financements ont été mobilisés); la fin attendue de ces contrats est fixée au 31 décembre 2021, à l'exception de Virunga (conservation) qui se termine en juin 2023

et d'Upemba-Kundelungu, en juillet 2022. Ainsi, la CATCO a mis un accent particulier dans ses interventions sur 4 thématiques de travail déployées en 2020 en conformité avec la décision du comité de pilotage :

- Avenir et devenir du programme. Définir les actions prioritaires sur la base des résultats, des leçons apprises et données collectées et analysées par les projets. Ces indications visent à garantir la bonne exécution du programme jusqu'à son terme et l'orientation des investissements dans la conservation de la biodiversité, le développement des populations locales et des énergies renouvelables, la sécurité alimentaire et le maintien des écosystèmes forestiers ;
- Capitalisation et valorisation. Plusieurs produits de communication sur les leçons apprises et les meilleures pratiques ont été conçus conjointement avec les projets. Ils ont été diffusés et partagés avec les journalistes et les différents publics cibles. La foresterie communautaire, le développement de l'énergie durable, les méthodes d'inventaires (biomonitoring), les filières agricoles, sont autant de sujets clés pour la RDC sur lesquels le programme Environnement & Agriculture Durable fournit une contribution majeure.
- Gestion des conflictualités. Une analyse des accusations portées sur les présumées violations des Droits de l'Homme dans les interventions de conservation a été menée par CATCO. Les avancées en ce domaine, dans les parcs de Garamba Virunga et de Salonga, ont permis de dessiner un cadre de conformité performant pour l'application du droit international des droits humains. L'ICCN a mis en place une cellule « Droits Humains » calquée sur ce cadre de conformité avec l'appui d'une expertise de CATCO ; la concrétisation est attendue début 2021.
- Suivi à long terme et collaboration avec les observatoires digitaux. Ces produits/outils relatifs à l'évaluation des pressions, des menaces et de l'état des ressources naturelles ont permis d'orienter les actions pour une gestion durable des ressources naturelles dans une vision paysagère, voire plus large. Communément appelés indicateurs sentinelles et d'alerte, ces outils sont maintenant pleinement intégrés au système de planification et de suivi-évaluation.



Un plan de communication harmonisé et de visibilité des leçons apprises et bénéfices obtenus du programme développe des actions effectives sur le terrain. Ce plan vise une promotion d'actions bénéfiques attribuables au programme dans son ensemble.

Quant à l'UCPEC, ses appuis ont été apportés à la Fondation Virunga dans son ensemble ainsi qu'aux différentes missions de la COFED et de la DUE dans

l'est de la RDC, particulièrement sur les volets électrification rurale, infrastructures de développement rural, agriculture et conception des dossiers d'appel d'offres en lien avec ses termes de référence. Il est également à souligner les études pour la construction de la première phase de l'installation hydroélectrique de Rwanguba, en périphérie du parc national des Virunga, qui vient de bénéficier d'un financement dans le cadre des reliquats du 11e FED.

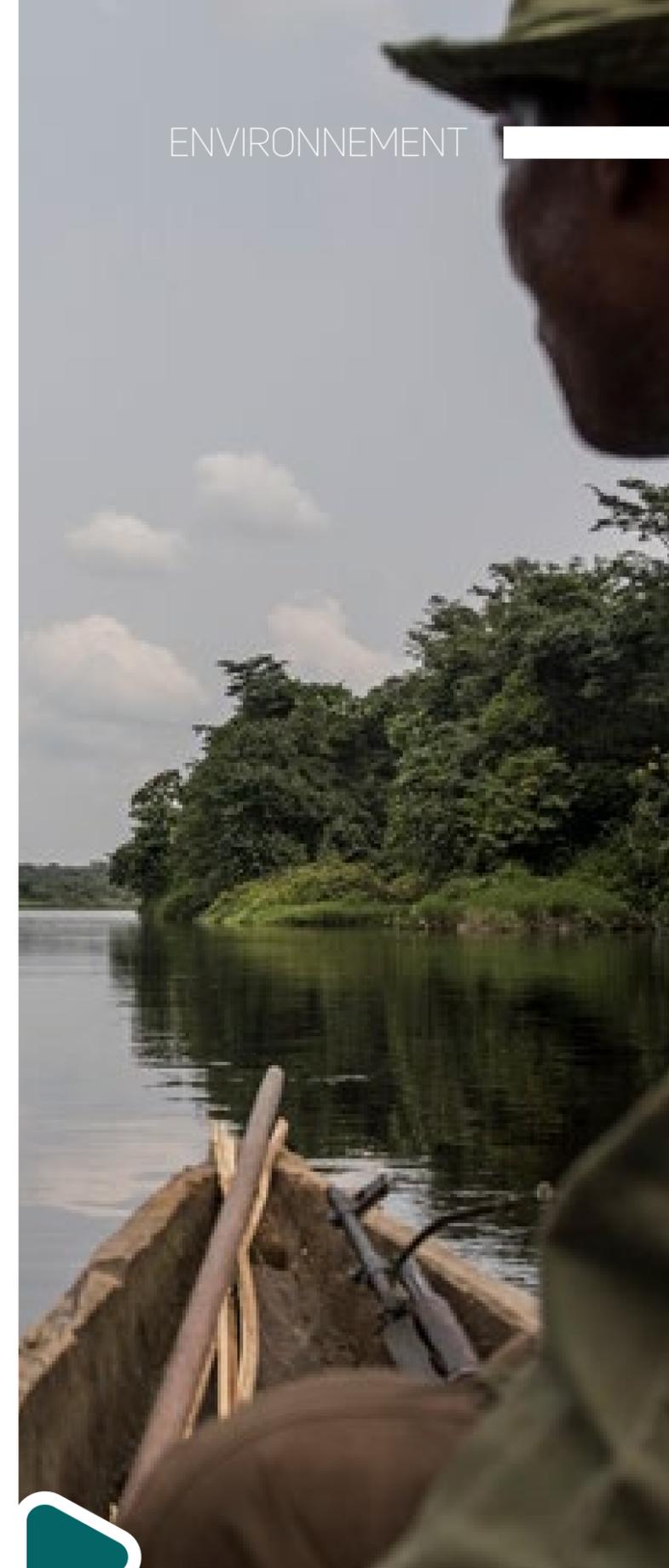
PARC NATIONAL DE LA SALONGA

Projet : « Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga – PARCCS »

Les forêts de la Salonga contribuent à la régulation du climat global et régional, par la séquestration d'une quantité importante de carbone et la présence des tourbières, dont l'importance a récemment été mise en exergue par les milieux scientifiques. Au courant de 2020, l'unité de gestion UGPNS a poursuivi un certain nombre d'activités déjà entamées en 2019 et démarré des activités nouvelles.

En matière de conservation, les activités de protection du parc se sont poursuivies (formation des éco-gardes sur les droits humains, l'utilisation de SMART, déploiement des équipes de patrouilles...). Les activités de suivi écologique se sont poursuivies (biomonitoring espèces clés, suivi des clairières par les caméras-pièges, etc.), ainsi que celles de sensibilisation et éducation environnementale.

	Bonobo	Éléphant de forêt	Céphalophes
Etat passé	2012 = / stable	2004 / à la baisse	Données pas disponibles
Etat actuel	2019 = / stable	2019 = / stable	2019 données disponibles
Long terme (2025 ?)	= Au moins une stabilisation		



Pour ce qui est du développement durable, en dehors des divers appuis de structuration des paysans, de facilitation d'accès aux marchés locaux, de distribution d'intrants et d'équipements, l'année sous revue a vu la construction/réhabilitation d'un certain nombre d'édifices, à savoir : centre d'achat, de transformation et de vente de café à Watsikengo, construction de deux centres de santé de Mangilombe et Sambwankoy, réfection et équipement en meubles du bâtiment administratif du territoire de Monkoto, ...

PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

Projet « Conservation des ressources naturelles et développement durable du complexe d'aires protégées de la Garamba »

Le PNG, second plus ancien parc national d'Afrique (créé en 1938), représente l'un des plus grands défis des parcs africains. Grâce à la refonte complète de sa gestion, la conservation gagne du terrain et les résultats révèlent une forte réduction des activités illégales, dont le braconnage à grande échelle, ce qui entraîne une stabilisation, voire une augmentation des principales populations de faune sauvage, y compris les girafes et les bubales.

En 2020, les activités de conservation se sont poursuivies via les activités de protection du territoire du Complexe et l'opérationnalisation du plan de gestion des feux pour protéger les habitats. Un accent a été mis sur le développement de stratégies de suivi dédié aux éléphants et aux girafes (pose de colliers et suivis quotidiens, réalisation d'une enquête démographique sur les éléphants, protection rapprochée du territoire de ces espèces, mise à jour de la stratégie de conservation de la girafe de Kordofan, etc.). Les activités de lutte antibraconnage ont consisté en une révision du cycle d'opération des éco-gardes et renforcement des capacités (formation, santé etc.); développement et maintenance du réseau de communication dans le parc et les domaines de chasse; recrutement de personnel dédié au suivi de la transhumance et analyses développées au niveau du paysage dans le cadre du Centre régional d'information (RICC); suivi des cas

de braconnage par un juriste spécialisé; formation continue de l'unité canine; maintenance de l'aviation et des pistes du parc et des DC; etc.

L'avancement dans les investissements au profit des populations du Complexe et des zones limitrophes est articulé sur deux axes principaux:

- l'élaboration d'un plan d'utilisation des terres pour assurer le maintien des services écosystémiques des domaines de chasse au profit de la population et des valeurs du parc et des hot spots de la biodiversité;
- l'évolution vers une gouvernance en mesure de gérer les conflictualités des pouvoirs dans l'utilisation des ressources naturelles par des processus de conservation communautaire (stratégie de base de l'ICCN) associée aux critères d'engagement communautaire.

En 2020, le programme énergie a connu une accélération avec l'installation de 2 premières centrales et mini-réseaux solaires opérationnels à Faradje et Tadu, et le lancement de la vente de 4 000 kits solaires et 2 500 lampes solaires auprès des ménages dans la zone Est du PNG (démarré en 2020), puis de 4 000 kits solaires et 2 500 lampes solaires auprès des ménages dans la zone Ouest du PNG (février 2021).

Les résultats phares du volet développement (évaluation d'octobre 2020):

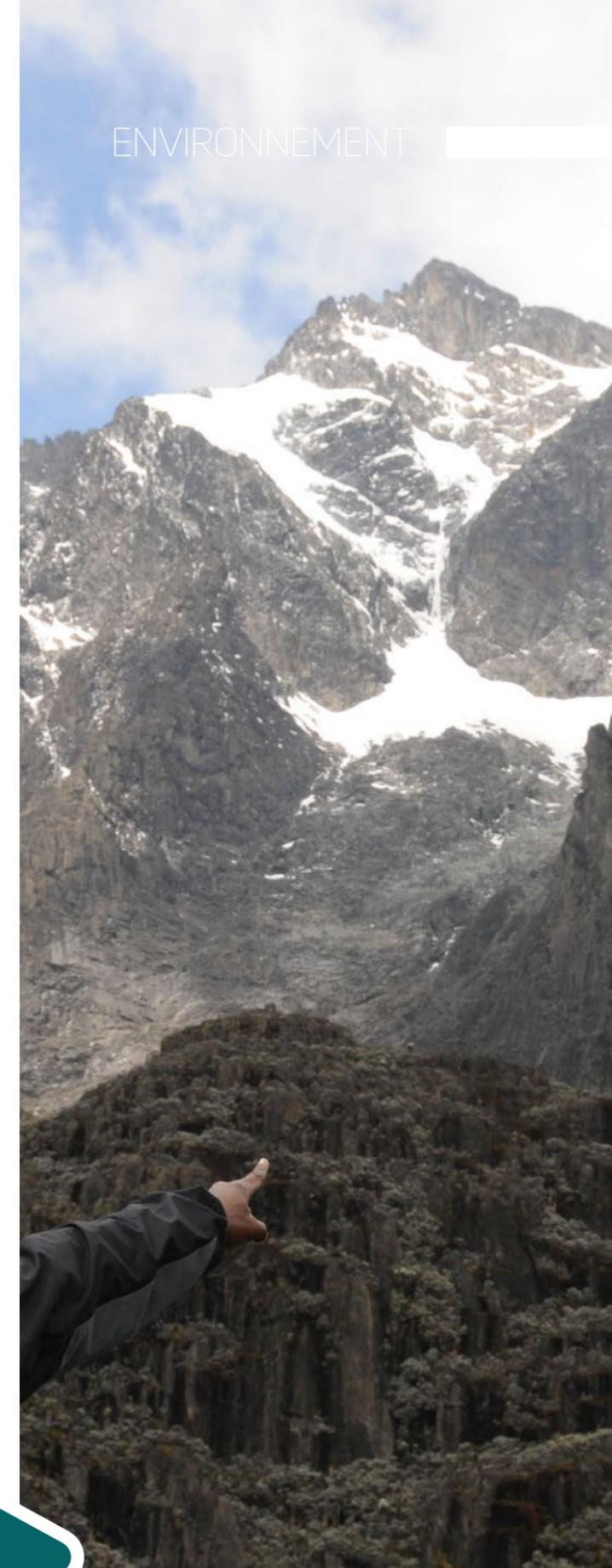
	Etat 2019	Etat 2020
Santé Personnes traitées	7 500	10 293 ↗
Agroforesterie Bénéficiaires	3670	3 670 =
Eau potable Bénéficiaires	7 300	10 000 ↗
Tourisme Bénéficiaires	430	75 ↓
COVID-19 # sensibilisés		25 000

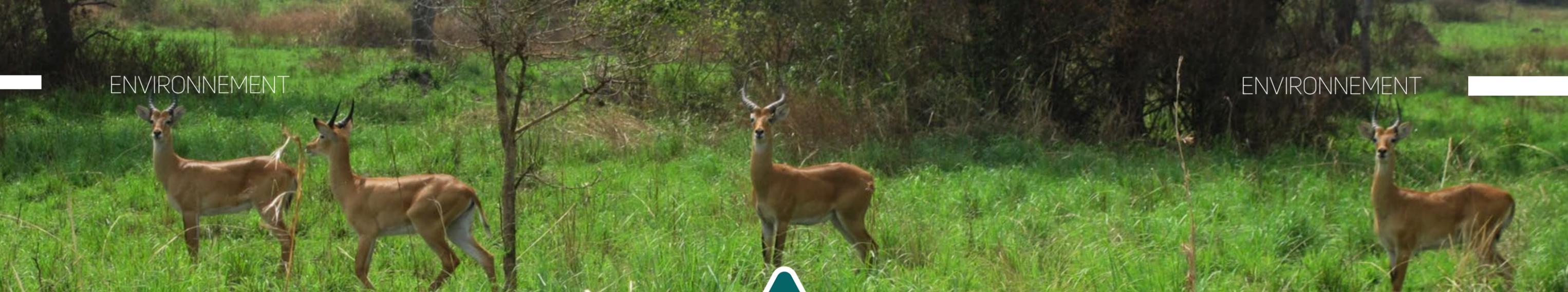
PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Dans le cadre des financements FED, la gestion de plusieurs projets a été confiée à la Fondation Virunga, en étroite collaboration avec l'ICCN. Il s'agit des projets ci-après:

- Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisation durable de ses ressources naturelles; (FED/2016/381-015);
- Agriculture et développement économique en périphérie du PNVi; (FED/2017/393-907);
- Projet d'électrification rurale de LUBERO en périphérie du parc national des Virunga, au Nord-Kivu, en faveur des communautés locales en contrepartie de la conservation de la nature (FED/2017/391-518);
- Projet d'électrification rurale en territoire de Lubero (FED/2016-382-295);
- Électrification urbaine, semi-rurale et rurale de la ville de Goma, du territoire de Lubero et du territoire de Rutshuru en périphérie du parc National des Virunga (FED/2018/404-005).

Le parc national des Virunga (PNVi) possède une biodiversité exceptionnelle d'habitats et abrite une biodiversité faunique inégalée: gorilles de montagne, éléphants, lions, hippopotames et bien d'autres. La périphérie du PNVi compte 4 millions de personnes à moins d'un jour de marche. La forte densité de population et le niveau de pauvreté des communautés riveraines s'expriment par de multiples formes de pressions sur le parc et ses ressources. Pour répondre à ces défis majeurs, dans un contexte d'insécurité prononcée et de crise sanitaire à répétition, l'approche promue par l'ICCN, l'équipe de gestion du parc et l'UE, est de positionner le PNVi comme un levier de développement local, en s'appuyant sur 3 axes: le tourisme, l'agriculture et l'hydroélectricité.





En 2020, les activités de conservation dans le PNVI ont continué malgré la fermeture du tourisme et les difficultés engendrées. Plus de 2000 kms de patrouilles centrées sur les gorilles ont été organisées par mois sur l'année, ce qui a permis 400 observations de gorilles par les patrouilles (1 patrouille de monitoring par famille habitée par jour) et le démantèlement de 1275 pièges de gorilles, contribuant ainsi à favoriser la croissance de l'espèce (16 naissances dans les familles habitées). Une stabilisation de certaines zones sensibles a permis le retour massif des éléphants en provenance du Queen Elizabeth Park. Ils sont installés dans les zones reprises grâce à la clôture électrique (17 kms). La population est estimée à plus de 700 individus contre moins de 200 l'an dernier. Un suivi aérien rapproché est effectué pour ces éléphants.

Au Lac Edouard, une politique de régulation participative de la pêche (avec des sanctions alternatives au suivi judiciaire) a été mise en place à la grande satisfaction des pêcheurs et armateurs. La sécurité retrouvée sur le lac, fruit des efforts des gardes pendant 3 ans, les clarifications concernant la gouvernance et les efforts de développement qui engagent la population, par la desserte en eau potable et chaîne du froid pour le poisson frais notamment, permettent d'expliquer l'augmentation lente mais continue des prises de pêche, qui est elle-même le reflet de l'augmentation des stocks halieutiques.

Les activités engagées pour le développement de l'énergie ont connu de grandes progressions. Le potentiel de production énergétique a quasiment doublé et les raccordements ont augmenté. L'une des actions recommandées de 2019 était d'évaluer les impacts de l'hydroélectricité sur la santé, la stabilisation et le développement socio-économique des populations. A cet effet, il a été établi que 11% des employés des PME connectés à l'électricité sont des anciens membres de groupes armés. Un nouveau partenariat de recherche avec des économistes de l'Université d'Oxford a été lancé en 2020 pour étudier l'impact de la création d'emploi sur la stabilisation. Les premières analyses sont attendues pour 2021.

	Baseline 2016	Etat 2019	Etat 2020	Objectif à long terme
Production (MWh)	0,4	17	30	105
Infrastructures publiques avec électricité gratuite	0 institutions	40 institutions	40 institutions	A déterminer
Eclairage public	0 bénéficiaires	323 000 bénéficiaires	565 000 bénéficiaires	A déterminer
Accès à l'eau (Mikeno et Goma)	0 bénéficiaires	250 000 bénéficiaires (Mikeno)	550 000 bénéficiaires (Mikeno + Goma)	Plus de 1 million
Clients domestiques	0	6400	15000	A déterminer
PME	0	900	1200	A déterminer
Emplois générés	0	2,500 emplois directs >3,400 au sein des PME connectées >13.000 indirects dans les chaînes de valeur	2,500 emplois directs >4,200 au sein des PME connectées >15.000 indirects dans les chaînes de valeur	1000

Au niveau de l'agriculture et de la transformation, la chocolaterie est fonctionnelle et le chocolat est écoulé sur le marché national depuis août 2020. La demande est élevée et le produit est apprécié par les différents consommateurs. Une augmentation de capacité qui créera des débouchés pour les coopératives de cacao est prévue. Un centre de fermentation de cacao a également été créé pour augmenter la qualité des fèves.

Pour le café, on note les excellentes performances des deux coopératives en termes de qualité et de volume de production. En effet, avec la certification et la traçabilité Fair Trade (acquis en 2020), la qualité du café est de 20% supérieure à celui du marché, et plus de 20 containers ont été exportés, avec une augmentation de bénéfice évaluée à 30% par rapport à l'année précédente.

De gros acheteurs internationaux s'intéressent à la production locale associée à la « marque PNVI ».

Les chambres froides et une machine à glace sont en place pour améliorer la conservation du poisson frais vers les marchés de consommation sur le trajet Vitshumbi-Goma. Les concertations sont en cours pour mettre en place de nouveaux mécanismes de gestion communautaire plus efficaces, avec les associations de femmes notamment.

Pour le maïs, le fort développement des moulins grâce aux « crédits-électricité » (plus de 80) est complété par des activités sur la production. En collaboration avec les entrepreneurs et organisations paysannes, les interventions portent sur l'amélioration du matériel végétal, les bonnes pratiques agricoles et la fabrication de séchoirs. Grâce à des investissements privés, la création d'une usine de traitement/conditionnement des graines de chia fait émerger une nouvelle filière.

RÉSERVE DE BIOSPHERE DE YANGAMBI

Projet : « Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo – FORETS »

La réserve de biosphère de Yangambi est très importante du point de vue de la biodiversité avec environ 2.098 espèces végétales réparties en 732 genres et 132 familles. On y répertorie 825 espèces d'arbres et arbustes, 535 espèces de lianes, 657 espèces de plantes herbacées, 59 espèces de ptéridophytes et 22 espèces de bryophytes, dans une diversité exceptionnelle de formations forestières (forêt primaire, forêts pluviales, forêt semi-décidue, etc.).

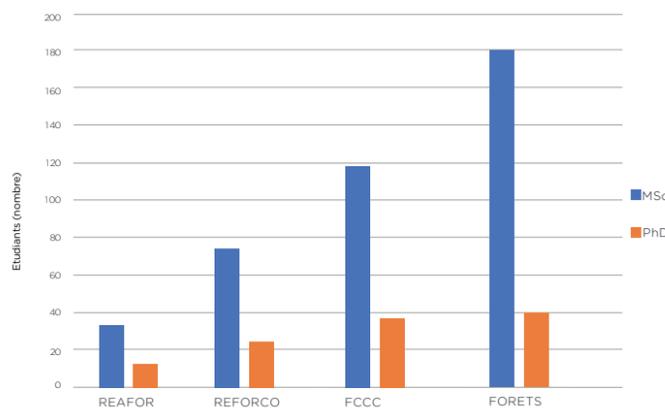
L'action vise des objectifs spécifiques ayant trait à la conservation et à la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques afin de contribuer au développement durable des populations riveraines. Elle prévoit (i) de contribuer à la protection et à la valorisation durable de l'exceptionnelle biodiversité de la réserve de biosphère de Yangambi ; (ii) d'encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière ainsi que les services écosystémiques au bénéfice du développement socio-économique des populations riveraines de la réserve de biosphère de Yangambi ; (iii) d'atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, cause principale du changement climatique au niveau global ; et (iv) d'augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la réserve de biosphère de Yangambi.

En 2020, les efforts d'atténuation de la déforestation et de dégradation forestière orientés vers la reforestation se sont matérialisés par 2 saisons de plantation qui

ont permis d'atteindre les objectifs préétablis : 600 ha plantés pour un total d'environ 520 000 plantules, avec un total de 1000 personnes employées.

En outre, le séchage et le conditionnement des maïs a permis d'obtenir environ 6 tonnes dans les deux fermes pilotes sur une superficie de plus ou moins 2 ha, 3 000 kg de semence améliorées d'arachide et 2 800 kg de semence améliorées de maïs, qui ont été distribuées à plus de 160 ménages qui mettent en œuvre des chemins agroforestiers à Yangambi et Yanonge. De même, 16 ha de terres ont été mis à la disposition (via un appel à manifestation d'intérêt) de 62 ménages regroupés en association pour tester plusieurs chemins agroforestiers et plusieurs options de transformation et de vente des produits. Plus de 150 ha ont aussi été plantés sur des terres coutumières à Yanonge et Yangambi, avec des espèces à accroissement rapide, touchant environ 210 personnes regroupées en associations.

L'une des actions du projet FORETS portant sur le bien-être humain est le développement du capital humain à travers la formation. Cette composante, développée en partenariat à l'UNIKIS et l'INERA, a déjà permis la formation de plusieurs cohortes d'étudiants. La crise COVID n'a pas permis à la troisième et dernière cohorte de terminer la formation FORETS, comme prévu en octobre 2020. A la fin des 3 cohortes FORETS et des interventions précédentes, la situation de la formation académique se présente comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



COMPLEXE UPEMBA-KUNDELUNGU

Projet : « Établissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du Complexe Upemba-Kundelungu »

Le Parc national de Upemba a fait l'objet d'une large restructuration à la suite de la nomination de nouveaux gestionnaires au cours de l'année 2020. Il s'agit d'un renouvellement de l'équipe pour donner une nouvelle impulsion dans la mise en œuvre des activités.

Les activités réalisées pendant la période sous revue Le complexe Upemba-Kundelungu (CUK) fait partie intégrante du bassin de la Lufira (un site : Ramsar, de 44 709 km²), comprenant deux parcs nationaux (Upemba et Kundelungu, 21 900 km²), et quatre réserves ou domaines de chasse (6 200 km²).

Le programme œuvre à mettre en place une structure institutionnelle robuste pour ces aires protégées et des partenariats stratégiques solides pour la gestion et le développement à long terme du complexe des parcs nationaux d'Upemba-Kundelungu. Ce réseau de zones protégées a été unifié sous forme d'un complexe qui est administré par une seule équipe composite de responsables pour (i) la lutte contre le braconnage ; (ii) la conservation et la dynamique des communautés ; (iii) les finances ; (iv) le tourisme et la communication, avec une nouvelle dynamique de gestion pour professionnaliser le management, le monitoring et la protection du Complexe.

En matière de conservation, l'accent a été porté, en 2020, sur les activités de (i) stabilisation sécuritaire du complexe et protection des espèces clés ; (ii) vulgarisation de la loi sur la conservation : 18 villages sensibilisés ; (iii) suivi de mouvements des espèces clés ; (iv) fermeture de huit mines artisanales dans le secteur sud du parc national d'Upemba (coltan et cassitérite) et augmentation significative de la couverture des patrouilles ; et (v) lancement des opérations de contrôle de la vallée de la Lufira. Ces efforts ont contribué entre autres à l'arrestation de Rombeau (grand braconnier d'éléphants) et de 97 autres braconniers, dont 41 ont été transférés pour jugement.

En ce qui concerne le développement local, l'équipe de gestion s'est dédiée aux opérations de support aux communautés riveraines telles que l'atténuation des conflits Homme-Éléphants (patrouilles pour le

refoulement et compensation pour les victimes), la réhabilitation du bac sur la rivière Kalume Ngongo, la réhabilitation de la route de desserte agricole Kina-Mukanga, la mise en œuvre d'actions coordonnées avec COOPI et GFA pour l'agriculture (semences améliorées, élevage rotatif) et la scolarisation des enfants. Enfin, en soutien aux enseignants, le développement d'un plan de construction d'une école des métiers pour les communautés et l'octroi d'équipements pour la fonctionnalité des écoles ont été réalisés.

L'un des principaux challenges du Complexe est de mettre en place des mécanismes devant permettre d'assurer la durabilité des financements. Le financement du CUK évalué à 28\$US/km² en 2018 s'est accru en 2020 à 113\$US/km². Cela a permis à l'équipe de gestion de se doter d'un certain nombre d'équipements et fournitures logistiques : 6 Unimogs, matériel de bureaux FPF Lubumbashi, base logistique, Lusinga et Mabwe, pièces de rechange pour l'entretien du charroi automobile, produits d'entretien des bureaux, équipements d'éco-gardes, etc. Grâce à cela, la capacité de communication de l'équipe a pu être renforcée (téléphone satellite x 5, satellite internet de Lusinga et Kayo), la poursuite du recrutement et de formations des éco-gardes et OPJs, la réhabilitation et entretien des infrastructures, etc.





PASSATION DE MARCHÉS

▶ PASSATION DE MARCHÉS

La passation de marchés au sein de la COFED constitue un pilier majeur dans les procédures d'attribution des marchés publics financés par l'Union européenne. À ce titre, elle veille au suivi de la mise à jour et au respect des procédures de passation de marchés en vigueur. L'Unité passation de marchés (UPM) en charge de cette mission assure un contrôle qualité de tous les documents contractuels utilisés. L'actualisation et la diffusion des bonnes pratiques y afférentes, la mise en place des outils de travail standard ainsi que l'appui aux projets et programmes FED dans ce domaine précis sont également réalisés par la Cellule, en sa qualité de maître d'ouvrage.

Au cours de l'année sous revue, sur les vingt-neuf (29) marchés lancés, dont le processus a démarré en 2019 pour certains, onze (11) ont été attribués pour un montant total de 182.423.174,70 euros. Ils se ventilent comme suit par type de marchés : 5 contrats de service, 3 de fournitures et 3 de travaux.

Le tableau ci-après, présente la situation des contrats attribués au 31 décembre 2020, sur une base géographique, mais également sur celle des affectations.

Données statistiques des contrats attribués par province (Année 2019)

	PROGRAMME											TYPE DE MARCHÉS				TOTAL CONTRATS ATTRIBUES		
	P-AON	EAD	RN2	RN1	CEPGL	PROGRESS	PRODS	PARJ	PARJE	PANAV	PAPANDS	PAPOMD	TRAVAUX	FOURNITURES	SERVICES		SUBVENTION	
KINSHASA		1				1		1					1		1	1	3	
NORD-KIVU					1				1						2		2	
BANDUNDU				1											1		1	
HAUT KATANGA		1														1	1	
													1	0	4	2	7	
	TOTAL																	

PASSATION DE MARCHÉS

Attribution Des Contrats Par Type De Marche

- Travaux 14%
- Fournitures 0%
- Services 57%
- Subventions 29%



État récapitulatif des marchés en engagements spécifiques et subventions - année 2019

	PROJET	SECTEUR	BÉNÉFICIAIRE	INTITULÉ DU MARCHÉ	PROVINCES BÉNÉFICIAIRES	TYPE	NOMBRE DE CONTRATS ATTENDUS (ALLOTISSEMENT)	NIVEAU DU PROCESSUS AU 31-12-2019	MONTANT DU CONTRAT (EN EURO)
1	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de NGANDANJI-KA dans la province de la Lomami en RDC	Lomami	Travaux	1	En cours	-
2	PRODS	Santé	Ministère de la Santé	Recrutement d'une assistance technique pour la préparation et le suivi des infrastructures et équipements à l'Est (PSIE) de la RDC	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
3	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Assistance technique pour la réhabilitation et extension de l'hôpital provincial du Nord-Kivu à Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
4	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction du centre logistique CADIMEBU dans la province du Nord-Kivu en RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
5	PRO-DS	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR de KASANSA (LUKABALA) en RDC	Kasaï oriental	Travaux	1	En cours	-
6	PAP OMD	Santé	Ministère de la Santé	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR MASEREKA dans la province du Nord-Kivu en RDC	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
7	PA2D/TCF	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation et Affaires coutumières	Contrôle et surveillance des travaux de construction de l'Assemblée provinciale et l'hôtel du Gouvernorat du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
8	PA2D/TCF	Décentralisation	Ministère de la Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux de construction de l'Assemblée provinciale et l'hôtel du Gouvernorat du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Travaux	1	En cours	-
9	PARJ/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Assistance technique au Groupe thématique Justice et Droits humains (GTJDH)	Kinshasa	Service	1	Attribué	379.936,00
10	PARJE/TCF	Justice	Ministère de la Justice	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Palais de Justice de Goma dans la Province du Nord-Kivu	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	67.132,00
11	PROGRESS	Défense	Ministère de la Défense	Travaux de réhabilitation du siège du ministère de la Défense nationale, Anciens combattants et Réinsertion à Kinshasa en RD Congo	Kinshasa	Travaux	1	Attribué	5.514.655,26
12	AXES TRASFRONTALIERS	Route	Ministère des Transports	Travaux d'aménagement des axes transfrontaliers entre les pays de la sous-région de la CEPGL (Rwanda, Burundi, et RD Congo)	Nord-Kivu	Travaux	3	En cours	-
13	CEPGL	Route	Ministère des Infrastructures	Etude de trafic et compléments de spécification techniques dans le cadre du projet d'aménagement des axes transfrontaliers entre les pays de la CEPGL (Rwanda, Burundi et RD Congo)	Nord-Kivu	Service	1	Attribué	79.900,00
14	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Surveillance et contrôle des travaux confortatifs d'assainissement sur le tronçon de 8 km extrait du linéaire de 114 km du projet Batshamba - Loange	Batshamba - Loange	Service	1	Attribué	214.470,00
15	RN1	Route	Ministère des Infrastructures	Travaux de réhabilitation de la route nationale n°1 entre Kamuesha - Kananga	Kamuesha - Kananga	Travaux	2	En cours	-
16	VG	Route	Ministère des Infrastructures	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des Voiries de Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
17	VG	Route	Ministère des Infrastructures	Analyse des réclamations du consortium CFC/SOBETRA relatives au marché des voiries de Goma	Nord-Kivu	Service	1	En cours	-
18	EAD	Environnement et Agriculture	ICCN	Convention des nations Unies sur les changements climatiques	National	Service	1	En cours	-
19	EAD	Environnement et Agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la RDC - Appui au complexe Upemba, Haut Katanga	Haut Katanga	Subvention	1	Attribué	3.000.000,00
20	EAD	Environnement et Agriculture	Ministère de l'Environnement et Agriculture	Corps de protection des parcs nationaux et réserves apparentées (CorPPN)	-	Service	1	Attribué	45.000,00
21	PAON	ON	ON	Recrutement d'une assistance technique à la Cellule d'Appui à l'ON « COFED »	Kinshasa	Service	1	En cours	-
22	PANAV	Transports	Ministère des Transports	Travaux de réhabilitation de deux entrepôts vétustes, de réfection du quai et d'aménagement des terre-pleins du port de Kalundu en RDC	Kalundu	Travaux	3	En cours	-
23	PANAV	Transports	Ministère des Transports	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka en RDC	Mbandaka	Travaux	1	En cours	-



BILAN FINANCIER DU PROGRAMME INDICATIF NATIONAL

► BILAN FINANCIER

”

L'exercice 2020 est marqué principalement par la contractualisation des fonds non encore engagés et aux paiements afférents aux programmes du 10e FED, ainsi qu'à la poursuite des activités portant sur la mise en œuvre du 11e FED.

Le Programme indicatif National du 11e FED signé en juin 2014, d'un montant initial de 620 M€, est passé à 679,4 M€. Il a défini les différents secteurs de concentration que voici :

Santé en lien avec le LRRD (urgence et développement)	222 M€	32%
Environnement et Agriculture durable	175 M€	26%
Réforme du secteur de la Gouvernance et État de droit	83 M€	12%
Réhabilitation de la route nationale 1 – Section Tshikapa – Mbuji-Mayi	150 M€	22%
Mesures d'appui à la société civile	12 M€	2%
Mesures d'appui	37,4 M€	6%
TOTAL	679,4 M€	100%

A ceci s'ajoute un programme régional géré par la RDC, intitulé programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN) avec une allocation de 5 millions d'euros.

PIN 10e et 11e FED au 31/12/2020

Les données financières enregistrées durant l'exercice 2020 présentent une réalisation globale de 92,13 M€ au titre des paiements annuels pour les deux PIN, dont 12,35 M€ pour le 10e FED, et 79,78 M€ pour le 11e FED. De ce fait, les décaissements cumulés passent de 887,80 M€ à 979,26 M€ entre 2019 et 2020, soit 10,30 % d'augmentation, sur une enveloppe totale allouée de 1 423,14 M€, enregistrant un taux d'exécution de 68,82 % en 2020, contre 67,86 % en 2019. L'accroissement observé de l'ordre de 0,96 % provient essentiellement des contrats portant sur les conventions de financement « Environnement et Agriculture durable » ainsi que le « Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé en RDC » sur le 11e FED qui représentent 77,86 % des décaissements de l'exercice sous examen (soit 71,73 M€ sur les 92,13 M€).

SITUATION DES DÉPENSES JUGÉES INÉLIGIBLES AU FED

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble des devis-programmes (outils de financement) financés par les ressources du Fonds européen de développement (FED), les dépenses engagées sont régulièrement soumises à la vérification d'un auditeur externe.

L'exercice 2020 affiche des paiements par compensation des dépenses considérées comme inéligibles par la Commission européenne, de l'ordre de 0,69 M€, soit moins de 1% des décaissements. La réalisation du plan des audits y afférent s'est poursuivie durant l'année en cours.

BILAN FINANCIER

Tableau n° 1 : Engagements financiers 10e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEURS	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2020	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DÉ-CAISSEMENT
					31/12/2020				
1	021349	GOUVERNANCE	Programme d'appui aux Parlements	4 685 670,90	4 606 607,16	4 606 607,16	0,00	4 606 607,16	98,31
2	021350		Programme d'appui à la réforme de la Police	17 000 000,00	16 873 832,89	16 279 804,89	131 470,00	16 411 274,89	96,54
3	021351		Projet d'appui à la réforme de la Justice PARJ	30 227 736,77	29 318 897,77	27 526 355,86	658 259,18	28 184 615,04	93,24
4	021352		Projet d'appui à la modernisation des Finances pub. PAMFIP	10 000 000,00	9 497 581,45	9 315 631,11	200 000,00	9 515 631,11	95,16
5	021561		Programme d'appui à la décentralisation en RDC	15 000 000,00	11 832 246,24	11 039 285,13	149 945,88	11 189 231,01	74,59
6	022855		Appui aux élections	41 500 000,00	41 092 938,57	41 092 938,57	0,00	41 092 938,57	99,02
Gouvernance				118 413 407,67	113 222 104,08	109 860 622,72	1 139 675,06	111 000 297,78	93,74
7	021511	SANTÉ	Programme d'appui au plan national de développement sanitaire	51 935 063,35	51 892 665,23	50 875 220,41	0,00	50 875 220,41	97,96
8	023801		Projet d'accélération de l'atteinte des OMD 4 & 5 en RDC	40 000 000,00	37 613 631,98	34 045 094,62	1 143 380,24	35 188 474,86	87,97
Santé				91 935 063,35	89 506 297,21	84 920 315,03	1 143 380,24	86 063 695,27	93,61
9	021535	INFRASTRUCTURE	Projet d'entretien et réhab. des infr. routières & d'amélioration de l'assain. urbain PARAU	108 142 736,76	107 929 680,75	106 734 270,70	97 822,36	106 832 093,06	98,79
10	021536		Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC	58 584 319,39	55 992 304,74	49 292 069,92	4 242 400,07	53 534 469,99	91,38
11	022738		Réhabilitation de la voirie de GOMA	28 500 000,00	28 324 083,50	24 027 716,70	0,00	24 027 716,70	84,31
12	022739		Route nationale n° 1 RN1	113 700 000,00	111 659 683,10	107 449 750,13	3 664 049,06	111 113 799,19	97,73
Infrastructures				308 927 056,15	303 905 752,09	287 503 807,45	8 004 271,49	295 508 078,94	95,66
13	021032	HORS CONCENTRATION	Politique nationale de conservation et gestion de la forêt et de la biodiversité	39 515 000,00	39 366 667,34	37 568 932,16	774 733,30	38 343 665,46	97,04
14	021348		Programme d'aide au Commerce	13 832 203,67	13 877 423,67	13 877 423,67	0,00	13 877 423,67	100,33
15	021425		Programme d'appui à l'Ordonnateur national	6 556 254,94	6 473 888,05	6 473 873,46	0,00	6 473 873,46	98,74
16	021694		Facilité de Coopération Technique — TCF III (*)	2 721 293,26	2 716 004,42	2 716 004,42	0,00	2 716 004,42	99,81
17	022915		Facilité de Coopération Technique — TCF IV	6 354 183,64	6 301 176,03	6 278 177,09	0,00	6 278 177,09	98,80
18	022853		Water, Sanitaire and Hygiène promotion in North Kivu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
19	023319		Amélioration du rendement de la REGIDESO et de la gestion des ressources d'eau du bassin du Congo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	022726		Appui aux Organisations de la société civile	4 000 000,00	3 800 000,00	2 226 999,53	1 157 655,36	3 384 654,89	84,62
Hors Concentration				72 978 935,51	72 535 159,51	69 141 410,33	1 932 388,66	71 073 798,99	97,39
Total enveloppe A				592 254 462,68	579 169 312,89	551 426 155,53	12 219 715,45	563 645 870,98	95,17
19	022623	AIDE NON PROGRAMMABLE / ENVELOPPE B	Projet d'appui au STAREC – Volet santé	4 890 000,00	4 851 839,52	4 851 839,52	0,00	4 851 839,52	99,22
20	022398		PARJE UHAKI SAFI (Programme d'appui à la réforme de la Justice à l'est de la RDC)	18 435 295,90	16 738 464,64	15 777 539,83	126 250,23	15 903 790,06	86,27
21	022551		Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC (PASTAR) (*)	20 620 000,00	15 447 225,16	15 447 225,16	0,00	15 447 225,16	74,91
22	021645		Programme d'appui budgétaire à la stabilisation économique de la RDC	22 620 000,00	22 620 000,00	22 620 000,00	0,00	22 620 000,00	100,00
23	022389		VFLEX — Appui budgétaire pour atténuer les effets de la crise écon. et financière en RDC	50 000 000,00	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	50 000 000,00	100,00
24	023084		Office d'aide humanitaire ECHO	9 975 000,00	9 975 000,00	9 975 000,00	0,00	9 975 000,00	100,00
25	024301		Initiative contre les violences basées sur le genre	20 000 000,00	19 537 895,44	16 876 797,36	0,00	16 876 797,36	84,38
Aide non programmable				146 540 295,90	139 170 424,76	135 548 401,87	126 250,23	135 674 652,10	92,59
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				738 794 758,58	718 339 737,65	686 974 557,40	12 345 965,68	699 320 523,08	94,66

(*) le cumul des réalisations à fin 2018 a subi une correction par rapport à celui de 2017. d'où la différence constatée

Tableau n° 2 : Engagements financiers 11e FED - en euros

N°	CODE COMPTABLE	SECTEURS	LIBELLÉ DE L'ENGAGEMENT FINANCIER	ENGAGEMENTS PRINCIPAUX	CUMUL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS AU	PAIEMENTS CUMULÉS AU	RÉALISATION 2020	PAIEMENTS CUMULÉS AU	TAUX DE DÉ-CAISSEMENT
					31/12/2020				
1	036193	GOUVERNANCE	Programme d'appui à la réforme de la Sécurité - Volet Défense	25 000 000,00	24 165 004,56	12 905 098,58	1 829 588,11	14 734 686,69	58,94
2	041979		Deuxième programme d'appui à la réforme de la Justice (PARJ 2)	35 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	039983		Programme d'appui à la participation citoyenne dans la gestion du bien commun en RDC (PARC-RDC)	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	040729		Programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN)	5 000 000,00	1 960 000,00	0,00	960 000,00	960 000,00	19,20
5	041978		Contribution au fonds fiduciaire multi-bailleurs (Profit-Congo)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	042471		Programme d'appui à la Réforme de la Police (PARP Phase III)	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gouvernance				100 000 000,00	26 125 004,56	12 905 098,58	2 789 588,11	15 694 686,69	15,69
7	033822	SANTÉ	Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale	5 000 000,00	4 921 717,94	4 921 717,94	0,00	4 921 717,94	98,43
8	038165		Programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux Soins de Santé en RDC (PRODS)	217 000 000,00	150 485 994,24	82 274 058,67	40 945 582,50	123 219 641,17	56,78
Santé				222 000 000,00	155 407 712,18	87 195 776,61	40 945 582,50	128 141 359,11	57,72
9	038614	INFRA-STRUCTURE	Réhabilitation de la Route nationale n° 1 - Section Tshikapa - Mbuji-Mayi	150 000 000,00	127 415 021,83	0,00	0,00	0,00	0,00
Infrastructures				150 000 000,00	127 415 021,83	0,00	0,00	0,00	0,00
10	037685	ENV. & AGRIC. DURABLE	Environnement et agriculture durable	165 000 000,00	143 274 605,32	81 723 800,40	28 840 859,98	110 564 660,38	67,01
11	042377		Action de résilience pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC	10 000 000,00	9 700 000,00	0,00	1 942 820,44	1 942 820,44	19,43
Environnement et agriculture durable				175 000 000,00	152 974 605,32	81 723 800,40	30 783 680,42	112 507 480,82	64,29
12	034686	HORS CONCENTRATION	Programme d'appui à l'Ordonnateur national	7 976 976,69	7 890 341,87	7 720 945,62	73 191,14	7 794 136,76	97,71
13	034692		Facilité de Coopération Technique V	11 403 796,71	11 374 986,15	8 648 596,26	1 397 291,63	10 045 887,89	88,09
14	040896		Programme d'appui à l'Ordonnateur national subvention	2 460 000,00	2 460 000,00	1 968 000,00	442 800,00	2 410 800,00	98,00
15	041856		Facilité de Coopération Technique VI	8 000 000,00	3 510 052,80	0,00	1 328 983,56	1 328 983,56	16,61
16	041857	Programme d'appui à l'Ordonnateur national Subvention 2020	7 500 000,00	2 566 162,00	0,00	2 018 586,40	2 018 586,40	26,91	
Hors Concentration				37 340 773,40	27 801 542,82	18 337 541,88	5 260 852,73	23 598 394,61	63,20
Total enveloppe A				684 340 773,40	489 723 886,71	200 162 217,47	79 779 703,76	279 941 921,23	40,91
Total enveloppe B				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL PROGRAMME INDICATIF NATIONAL				684 340 773,40	489 723 886,71	200 162 217,47	79 779 703,76	279 941 921,23	40,91

BILAN FINANCIER

Tableau n° 3 : Décaissements 2020 par FED et par secteur

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	0,00 €	1 139 675,06 €	2 789 588,11 €	3 929 263,17 €	4,27%
SANTÉ	0,00 €	1 143 380,24 €	40 945 582,50 €	42 088 962,74 €	45,69%
INFRASTRUCTURES	0,00 €	8 004 271,49 €	0,00 €	8 004 271,49 €	8,69%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	30 783 680,42 €	30 783 680,42 €	33,41%
HORS CONCENTRATION	0,00 €	1 932 388,66 €	5 260 852,73 €	7 193 241,39 €	7,81%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,00 €	126 250,23 €	0,00 €	126 250,23 €	0,14%
TOTAL	0,00 €	12 345 965,68 €	79 779 703,76 €	92 125 669,44 €	100,00%

La ventilation de l'ensemble des décaissements réalisés au courant de l'exercice 2020, sous examen, se présente comme suit :
 Le secteur de la Santé représente 45,69 % de l'enveloppe globale et le secteur Environnement & Agriculture Durable 33,41 % ; tandis que les secteurs Infrastructures et Hors Concentration affichent respectivement 8,69 % et 7,81 %.
 Enfin, l'aide non programmable représente 0,14 % des décaissements réalisés.

Synthèse des décaissements par secteur

SECTEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	4,27%
SANTÉ	45,69%
INFRASTRUCTURES	8,69%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	33,41%
HORS CONCENTRATION	7,81%
AIDE NON PROGRAMMABLE	0,14%
TOTAL	100,00%

Graphique n° 1 : Répartition des décaissements par secteur en 2020

- Gouvernance
- Santé
- Infrastructure
- Environnement et Agriculture durable
- Hors concentration
- Aide non programmable

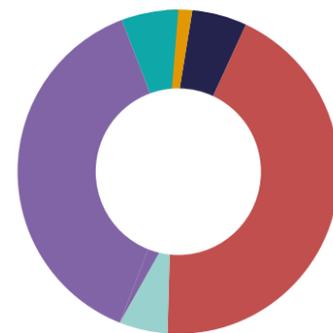


Tableau n° 4 : Volume des décaissements cumulés en millions d'euros

ANNÉE	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS EN MILLION D'EUROS	VOLUME DES DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN MILLION D'EUROS
AVANT 2007	207,52	207,52 €
2007	37,00	244,52 €
2008	82,00	326,52 €
2009	168,00	494,52 €
2010	172,00	666,52 €
2011	146,00	812,52 €
2012	78,00	890,52 €
2013	94,30	984,82 €
2014	71,51	1 056,33 €
2015	94,73	1 151,06 €
2016	100,27	1 251,33 €
2017	98,09	1 349,42 €
2018	95,85	1 445,27 €
2019	87,36	1 532,63 €
2020	92,13	1 624,76 €
TOTAL	1 624,76	

Graphique n°2: Evolution du volume des paiements COFED + DUE (en millions d'euros) sur plus de 10 ans

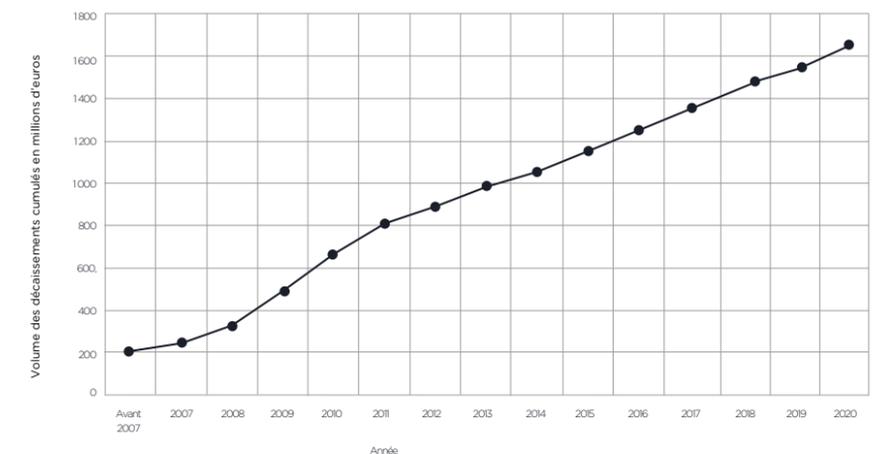


Tableau n° 5 : Tableau des dotations par secteur et par FED

SECTEUR	FED 9	FED 10	FED 11	TOTAL PAR SECTEUR EN VALEUR	TOTAL PAR SECTEUR EN %
GOUVERNANCE	255 984 695,00 €	118 413 407,67 €	100 000 000,00 €	474 398 102,67 €	22,55%
SANTÉ	80 000 000,00 €	91 935 063,35 €	222 000 000,00 €	393 935 063,35 €	18,73%
INFRASTRUCTURES	157 713 048,00 €	308 927 056,15 €	150 000 000,00 €	616 640 104,15 €	29,31%
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE	0,00 €	0,00 €	175 000 000,00 €	175 000 000,00 €	8,32%
HORS CONCENTRATION	86 088 709,00 €	72 978 935,51 €	37 340 773,40 €	196 408 417,91 €	9,34%
AIDE NON PROGRAMMABLE	100 654 472,00 €	146 540 295,90 €	0,00 €	247 194 767,90 €	11,75%
TOTAL	680 440 924,00 €	738 794 758,58 €	684 340 773,40 €	2 103 576 455,98 €	100,00%

BILAN FINANCIER

Tableau n° 6 : Tableau des inéligibles payés par compensation en 2020

N° CRIS	PROJET	DÉPENSES ENGAGÉES ET VÉRIFIÉES (A)	DÉPENSES INÉLIGIBLES (B)	POURCENTAGE DE REJET (C)=((B)/[A]) X100
2014/348-603	Devis-programme n°02 PASTAR	1 470 678,80	2 858,68	0,19%
2015/357-903	Devis-programme n°02 TCF IV	114 105,58	461,99	0,40%
2013/330-600	Devis-programme n°01 TCF IV	261 783,01	6 500,59	2,48%
2015/357-903	Devis-programme n°02 TCF IV	114 105,58	40,33	0,04%
2013/328-931	Devis-programme n°02 PAMFIP	379 130,89	6 583,66	1,74%
2013/328-931	Devis-Programme n°02 PAMFIP	379 130,89	2 852,59	0,75%
2015/361-040	Devis-programme n°03 PAMFIP	283 754,79	33 566,24	11,83%
2012/295-872	Devis-programme n°02 PARAU/PAUK	13 219 925,52	3 047,93	0,02%
2013/295-916	Devis-programme n°02 PARAU/PAR	11 668 990,68	78 212,85	0,67%
2013/321-000	Devis-programme n°03 PARAU/PAR	4 542 765,60	37 965,36	0,84%
2013/321-702	Devis-programme n°03 PARAU/PAUK	11 953 028,18	19 382,73	0,16%
2016/389-186	Devis-programme n°03 AON	2 142 687,30	720,85	0,03%
2017/389-431	Devis-programme n°01 COMMUNICATION	178 172,02	120,01	0,07%
TOTAL		46 708 258,84	192 313,81	0,41%

Tableaux financiers 10e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
APPUI À LA POLITIQUE NATIONALE DE CONSERVATION ET GESTION DES FORÊTS ET BIODIVERSITÉ
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021032
 Montant Engagé : 39 515 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
219879	Appui à l'UNIKIS. Composante Formation du Programme Xème FED. "Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion"	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220130	Appui à l'ERAIPT. Composante Formation du Programme Xème FED « Appui à la Politique Nationale de Conservation et gestion	ND	4 220 000,00	0,00	4 220 000,00	0,00
220963	Projet d'appui à la gestion durable des ressources naturelles du parc national de la Garamba	Subvention	5 000 000,00	4 955 656,54	44 343,46	99,11
220967	Appui à la relance de la gestion du parc national des Virunga	Subvention	10 808 206,00	10 000 000,00	808 206,00	92,52
234897	Projet d'appui à la politique nationale de conservation et gestion des forêts et de la biodiversité du parc national de la Salonga	Subvention	3 530 000,00	2 814 633,77	715 366,23	79,73
234946	Projet d'appui à la relance des activités de conservation et de valorisation du Parc national de l'Upemba	Subvention	2 530 000,00	2 440 935,36	89 064,64	96,48
354348	Renforcement de la cellule Environnement du ministère de l'Envi. et Dev. durable, ME&DD	Subvention	463 985,00	449 217,18	14 767,82	96,82
366239	Formation et professionnalisation des gardes de l'ICCN au Parc national des Virunga	Subvention	350 381,00	350 381,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale de Lubero en périphérie du Parc national des Virunga	Subvention	3 140 000,00	2 685 821,45	454 178,55	85,54
TOTAUX			34 262 572,00	23 696 645,30	10 565 926,70	69,16

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI AUX PARLEMENTS
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021349
 Montant Engagé : 4 685 670,90 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259789	Contrat d'assistance technique au projet d'appui aux parlements	Service	1 990 875,00	1 916 884,99	73 990,01	96,28
266597	DP0 - Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	441 584,00	260 137,05	181 446,95	58,91
279246	DP1 - Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	1 408 452,00	1 208 615,52	199 836,48	85,81
318791	DP2 - Programme d'appui aux Parlements	Devis-programme	1 198 570,00	1 117 586,18	80 983,82	93,24
TOTAUX			5 039 481,00	4 503 223,74	536 257,26	89,36

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'AIDE AU COMMERCE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON-DUE : OP)
 Numéro du Projet : 021348
 Montant Engagé : 16 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
253629	Contrat de services AT UGP Aide au Commerce	Service	2 062 136,00	1 891 398,76	170 737,24	91,72
259045	DP0 - UGP Aide au Commerce	Devis-programme	476 000,00	120 631,76	355 368,24	25,34
263174	Convention de contribution pour la facilitation du commerce et réforme douanières	Subvention	3 723 279,00		3 723 279,00	0,00
266115	DP1 - Programme d'aide au commerce	Devis-programme	1 813 900,00	490 351,37	1 323 548,63	27,03
273234	Formation des formateurs de la RD Congo aux actes uniformes OHADA	Service	314 037,00	272 737,60	41 299,40	86,85
293146	DP2 - Programme d'aide au commerce	Devis-programme	975 000,00	621 611,44	353 388,56	63,76
295753	Contrat de fourniture de matériels informatiques et bureautiques au profit de la Direction Générale des Douanes et Accises	Fournitures	378 657,73	378 657,73	0,00	100,00
303962	Fourniture de matériels et fourniture de laboratoire au profit de l'Office Congolais de Contrôle (OCC)/laboratoire de Lubumbashi	Fournitures	377 576,34	377 576,34	0,00	100,00
311327	Fourniture de matériels de laboratoire au profit de l'OCC - Direction générale de Kinshasa	Fournitures	708 885,14	708 885,14	0,00	100,00
314649	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Kananga en RDC (Lot 4)	Travaux	185 262,88	184 880,66	382,22	99,79
314707	Construction et réhabilitation de bâtiment pour des tribunaux de commerce à Boma en RDC (Lot 1)	Travaux	94 018,02	27 339,70	66 678,32	29,08
314710	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce Kolwezi RDC (Lot 3)	Travaux	195 463,64	128 837,78	66 625,86	65,91
314711	Construction et réhab. bâtiment tribunaux Cce à Butembo (Lot2)	Travaux	253 007,06	199 425,00	53 581,53	78,82
317594	DP3 - Programme d'aide au commerce	Devis-programme	2 276 354,00	1 304 068,60	972 285,40	57,29
317615	Réhabilitation des bureaux de douanes (Lot 1 Kin Aéroport)	Travaux	40 612,72	39 253,72	1 359,00	96,65
317624	Réhabilitation des bureaux de douanes à Kananga (Lot 2)	Travaux	48 497,96	48 494,70	3,26	99,99
317627	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mbuji Mayi (Lot 3)	Travaux	36 922,03	36 918,76	3,27	99,99
317660	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mwene Ditu (Lot4)	Travaux	35 741,00	35 066,00	675,00	98,11
317705	Réhabilitation des bureaux de douanes de Mokambo (Lot 5)	Travaux	59 324,63	56 930,27	2 394,36	95,96
317706	Réhabilitation des bureaux de douanes de KALEMIE (Lot 6)	Travaux	35 000,00	35 000,00	0,00	100,00
317707	Réhabilitation des bureaux de douanes de Bunia Ville (LOT 7)	Travaux	77 891,70	63 495,16	14 396,54	81,52
340199	Fourniture de matériels informatiques et bureautiques à la direction générale des douanes et accises (DGDA)	Fournitures	228 110,00	228 110,00	0,00	100,00
342576	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT1 ARU)	Travaux	196 478,18	202 534,92	-6 056,74	103,08
342580	Travaux de construction de deux bureaux des douanes à Aru et Mahagi (LOT2 MAHAGI)	Travaux	194 939,73	194 939,73	0,00	100,00
348732	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo et Kananga	Fournitures	21 553,00	21 553,00	0,00	100,00
348735	Fourniture équipements informatiques et mobiliers tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348736	Fourniture équipements informatiques mobiliers pour tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT3)	Fournitures	22 737,00	22 737,00	0,00	100,00
348774	Fourniture équipements informatiques et mobiliers pour les tribunaux de commerce Boma, Butembo, Kolwezi et Kananga (LOT4)	Fournitures	21 852,00	21 852,00	0,00	100,00
348823	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Boma (IOT5)	Fournitures	21 210,65	21 210,65	0,00	100,00
348824	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Butembo	Fournitures	26 530,65	26 530,65	0,00	100,00
349097	Fourniture équipements informatiques, machine à écrire et mobiliers de bureau pour le tribunal de commerce de Kolwezi	Fournitures	27 005,65	27 005,65	0,00	100,00
349098	Fourniture équipements informatiques, machines à écrire et mobiliers pour le tribunal de commerce de Kananga	Fournitures	24 535,65	24 535,65	0,00	100,00
353638	Travaux de construction et réhabilitation du tribunal de commerce de Boma	Travaux	176 564,39	44 009,60	132 554,79	24,93
357957	Fourniture de matériels de laboratoire à l'Office Congolais de Contrôle (OCC) en RD Congo	Fournitures	806 377,05	806 377,05	0,00	100,00
TOTAUX			15 958 197,80	8 685 693,92	7 272 503,88	54,43

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI A LA RÉFORME DE LA POLICE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021350
 Montant Engagé : 17 000 000,00 €

CONTRATS		CONTRATS EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
258597	Support à la réforme de la gestion des ressources humaines de la Police nationale congolaise. Phase III.	5 500 000,00	0,00	5 500 000,00	0,00
278005	Assistance Technique au Projet d'appui à la réforme de la PNC	1 177 020,00	1 154 802,50	22 217,50	98,11
282407	DPO - PARP	153 600,00	119 720,72	33 879,28	77,94
292569	DP1 - PARP	639 750,00	553 280,78	86 469,22	86,48
327955	Travaux d'extension des locaux du service de gestion et entretien des infrastructures (SGEI)/ Commissariat général de la PNC	164 193,88	158 247,23	5 946,65	96,38
328995	Contrôle des travaux d'extension des locaux du Service de Gestion et Entretien des Infrastructures du Com Gén de la PNC	14 000,00	11 200,00	2 800,00	80,00
330527	Etudes, surveillance et contrôle travaux de construction académie de Police à Kimpoko (N'sele)	122 000,00	122 000,00	0,00	100,00
342345	Assistance technique au Programme d'appui à la réforme de la PNC (PARP)	3 299 640,00	3 292 103,77	7 536,23	99,77
348378	Devis-programme de démarrage PARP II	544 145,00	274 480,60	269 664,40	50,44
353634	Devis-Programme n° 1 PARP II	1 692 387,58	1 657 680,19	34 707,39	97,95
373132	Travaux de construction de la première phase de l'académie de la Police de Kimpoko en RDC	3 285 094,13	2 965 818,31	319 275,82	90,28
374962	AXCESS-CONGO : Surveillance et contrôle des travaux construction ACAPOL	443 240,00	440 987,74	2 252,26	99,49
388057	Mission d'appui au maître d'ouvrage pour le suivi des travaux de construction 1ère phase ACAPOL Kimpoko	103 200,00	101 750,00	1 450,00	98,59
TOTAUX		17 138 270,59	10 852 071,84	6 286 198,75	63,32

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI A LA RÉFORME DE LA JUSTICE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021351
 Montant Engagé : 30 227 736,77 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
270320	Assistance technique au projet d'appui à la réforme de la Justice	Services	8 053 630,00	7 742 013,94	311 616,06	96,13
278134	Programme d'appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP0	Devis - programme	166 772,00	50 703,00	116 069,00	30,40
299020	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP1	Devis - programme	2 501 000,00	1 457 031,47	1 043 968,53	58,26
302237	Fourniture de matériels Informatiques et scanners au profit du PARJ	Fournitures	16 577,00	16 577,00	0,00	100,00
306638	Fourniture, mise en service et service après-vente de 10 véhicules de type 4x4 au profit de l'UGP PARP	Fournitures	314 000,00	314 000,00	0,00	100,00
318807	Etude archit. et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 1 : Etudes relatives à la construction d'un institut national de formation Judiciaire de Kinshasa	Travaux	44 847,00	17 938,80	26 908,20	40,00
319011	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot2 : Etude sur construction TGI Kananga, Tshikapa et Luebo et TRIPAIX	Travaux	41 697,00	16 678,80	25 018,20	40,00
319013	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot3 : Etudes relatives à la réhabilitation prison de Tshikapa	Travaux	18 549,00	7 419,60	11 129,40	40,00
319014	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 4 : Etudes relatives à la réhabilitation prison de Luebo	Travaux	76 482,00	30 592,80	45 889,20	40,00
319015	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 5 : Etudes relatives à la réhabilitation de la prison de Boma	Travaux	32 751,00	13 100,40	19 650,60	40,00
319016	Etude archit et techn. construction et réhab. infra jud & pén Lot 6 : Etudes relatives à la réhabilitat° de la prison de Matadi & Mbanza	Travaux	27 774,00	11 109,60	16 664,40	40,00
330924	Travaux de réhabilitation bureau antenne UGP-PARJ-KANANGA	Travaux	44 384,34	27 258,24	17 126,10	61,41
337993	Travaux de réhabilitation du ministère de la Justice et Droits humains Kinshasa, RDC	Travaux	1 206 158,03	1 317 898,35	-111 740,32	109,26
339046	Fourniture, livraison et mise en service de mobiliers de bureau dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et KOCC	Fournitures	58 902,00	58 902,00	0,00	100,00
339049	Fourniture de mobiliers de bureau du Nouveau Palais de Justice Lot 4	Fournitures	175 002,00	175 002,00	0,00	100,00
339076	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo et Kasai	Fournitures	61 566,27	61 566,27	0,00	100,00
343109	Programme d'appui à la Réforme de la Justice - PARJ - DP2	Devis - programme	4 438 232,00	3 323 167,99	1 115 064,01	74,88
344107	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des locaux du MJDH	Services	63 250,00	63 250,00	0,00	100,00
352456	Assistance technique au Secrétariat du GT JDH	Services	98 241,75	98 241,70	0,05	100,00
356872	Visibilité des actions du PARJ et de ses bailleurs de fonds & Impressions des documents et ouvrages à Kinshasa, Matadi et Kananga	Services	325 116,88	246 657,88	78 459,00	75,87
359068	Mise à disposition de salles de séminaires et services pour la restauration pour les états généraux de la Justice	Services	140 000,00	140 000,00	0,00	100,00
359371	Travaux de construction d'un Institut National de Formation Judiciaire	Travaux	1 569 392,82	1 634 313,07	-64 920,25	104,14
359679	Fourniture et installation d'un ascenseur au MJDH	Fournitures	64 100,00	54 485,00	9 615,00	85,00
359682	Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène au MJDH	Fournitures	52 090,50	52 090,50	0,00	100,00
359828	Rénovation des façades du MJDH	Travaux	161 666,57	151 667,11	9 999,46	93,81
360937	Surveillance et contrôle des travaux de construction de deux TGI et deux TRIPAIX de KOCC et INFJ Kinshasa	Services	1 269 699,00	1 240 572,52	29 126,48	97,71
361398	Surveillance et contrôle des travaux de rénovation des façades du MJDH	Services	17 000,00	17 000,00	0,00	100,00
362296	Construction du Tribunal de Grande Instance de Tshikapa Lot 2	Travaux	1 801 939,38	1 534 338,26	267 601,12	85,15
362417	Travaux de construction d'un Tribunal de Grande Instance à Kananga dans la Province du Kasai Occidental Lot 1	Travaux	1 620 281,28	1 897 681,53	-277 399,77	117,12
366713	Fourniture et livraison de cinquante motos, Lot 3	Fournitures	163 570,00	163 570,00	0,00	100,00
368430	Assistance technique au Secrétariat du Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Services	193 616,50	193 616,50	0,00	100,00

370781	Fourniture et livraison d'un bus à Kinshasa Lot 4	Fournitures	62 400,00	62 400,00	0,00	100,00
370848	Fourniture et livraison de véhicules 4x4, Fourgons cellulaires, Motos, Camion & Bus pr le renforcement du Sec Judiciair	Fournitures	252 275,00	252 275,00	0,00	100,00
370857	Fourniture&livraison vehicules 4x4, Fourgons cellulaires, motos, camion et bus pour le renforcement Lot 3	Fournitures	102 685,00	102 685,00	0,00	100,00
371581	Travaux de réhabilitation de la prison de Luzumu dans la province du Bas-Congo en RDC	Travaux	3 127 096,27	3 487 252,56	-360 156,29	111,52
372470	Fourniture, livraison et mise en service d'équipements informatiques à Kinshasa, à Matadi et à Kananga Lot 1	Fournitures	55 323,10	55 323,10	0,00	100,00
372473	Fourniture, livraison et mise en service groupe électrogène pour le palais de justice Kananga Lot 2	Fournitures	14 667,00	14 667,00	0,00	100,00
372476	Fourniture et livraison de mobiliers de bureaux (Kinshasa, Matadi et Kananga) Lot 3	Fournitures	280 577,92	280 577,92	0,00	100,00
372483	SCCM- Fourniture et livraison de mobiliers de bureau spécifiques à Kinshasa Lot 4	Fournitures	13 477,50	13 477,50	0,00	100,00
372909	Fourniture et livraison de deux (02) véhicule 4x4 tous terrains, quatre (4) véhicules tous terrains pour usage Lot 1	Fournitures	595 472,00	595 472,00	0,00	100,00
372911	Travaux de rénovation du bureau de l'antenne du PARJ, KANANGA	Travaux	16 510,77	16 510,77	0,00	100,00
373045	Fourniture et livraison de mobiliers de bureau pour l'INFJ à Kinshasa Lot 1	Fournitures	99 223,00	96 953,44	2 269,56	97,71
373320	PRODIMPEX SA	Fournitures	125 240,00	125 240,00	0,00	100,00
374576	UAC-Livraison et montage de mobilier pour le tribunal de grande instance de Kananga Lot 2	Fournitures	111 030,00	111 030,00	0,00	100,00
374577	Fourniture et livraison des mobiliers de bureau - TGI Tshikapa	Fournitures	110 910,00	90 360,00	20 550,00	81,47
374579	Fourniture et livraison de mobiliers pour la prison de Luzumu (congo Central) Lot 4	Fournitures	99 320,24	99 320,24	0,00	100,00
374580	Livraison et montage de literie spécialisée pour la prison de Luzumu (Kongo Central) Lot 5	Fournitures	245 000,00	245 000,00	0,00	100,00
374581	Fourniture et montage d'équipements de cuisine prison de Luzumu Lot 6	Fournitures	31 040,00	31 040,00	0,00	100,00
380789	Reprise des travaux de construction du nouveau Palais de Justice	Fournitures	342 200,00	341 995,95	204,05	99,94
TOTAUX			30 502 736,12	28 150 024,33	2 352 711,79	92,29

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI À LA MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES (PAMFIP)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021352
 Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
272406	Assistance technique d'appui au ministère des Finances pour la coordination et l'exécution du PAMFIP	Services	2 681 428,00	2 676 289,76	5 138,24	99,81
272543	DPO - période de démarrage - PAMFIP	Devis - programme	297 750,00	178 042,33	119 707,67	59,80
287910	DP1 - période de croisière-PAMFIP	Devis - programme	1 777 772,00	908 474,67	869 297,33	51,10
328931	Devis-programme de croisière n° 2	Devis - programme	1 196 878,00	563 687,18	633 190,82	47,10
338201	AGETIP - AT mission de surveillance et contrôle des travaux & réhabilitation des batiments de DCP & DGRAD	Services	157 338,00	157 338,00	0,00	100,00
338229	Fourniture de matériels informatiques et réseau pour la DGRAD, DCP & DTO	Fournitures	836 092,89	836 092,89	0,00	100,00
340146	Travaux de réhabilitation des bâtiments de la DGRAD à Matadi et Boma et de la division provinciale des finances à Matadi	Travaux	360 254,09	360 253,54	0,55	100,00
343276	Fourniture d'un progiciel de gestion pour la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	315 000,00	236 000,00	79 000,00	74,92
344976	Travaux de réhabilitation et de construction des bâtiments abritant les bureaux de la DCP et de la DGRAD	Travaux	712 893,68	712 893,66	0,02	100,00
352595	Travaux de réhabilitation et construction des batiments de la DGRAD et de la division provinciale des finances à Lubumbashi	Travaux	483 878,59	480 897,13	2 981,46	99,38
356013	Fourniture d'équipements et mobiliers de bureau à la DGRAD, la DCP et la DTO	Fournitures	259 498,62	256 580,67	2 917,95	98,88
361040	Devis-programme n°3	Devis - programme	671 000,00	335 048,85	335 951,15	49,93
374871	BGC - Travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la DGRAD et de la division provinciale	Travaux	262 685,31	262 578,11	107,20	99,96
374872	Travaux de construction et réhabilitation bureaux DGRAD et DP Finances à l'équateur, Mbandaka	Travaux	210 931,43	100 525,49	110 405,94	47,66
374875	Réhabilitation du bâtiment de la Division Provinciale des Finances du Kasai Central à Kananga	Travaux	46 008,14	44 670,38	1 337,76	97,09
374881	Mission de surveillance et de contrôle des travaux de construction et réhabilitation bâtiments DGRAD et DP Finances	Travaux	57 000,00	57 000,00	0,00	100,00

375212	Devis-programme n° 4 - période de croisière PAMFIP	Devis - programme	1 126 869,80	942 151,85	184 717,95	83,61
398173	LIMPICO	Services	79 810,00	79 810,00	0,00	100,00
TOTAUX			11 533 088,55	9 188 334,51	2 344 754,04	79,67

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED (PAON)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021425
 Montant Engagé : 6 556 254,94 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
259268	DP1 - Appui à l'ON (01/01-31/12/11)	Devis - programme	1 297 312,77	1 261 797,81	35 514,96	97,26
259568	Assistance Technique en appui à l'Ordonnateur national du FED en RDC	Services	1 047 994,00	1 017 947,11	30 046,89	97,13
280689	DP2 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 299 914,07	1 267 527,37	32 386,70	97,51
306950	DP3 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 445 875,34	1 396 276,94	49 598,40	96,57
330542	DP4 - projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED	Devis - programme	1 479 526,36	1 473 240,16	6 286,20	99,58
TOTAUX			6 570 622,54	6 416 789,39	153 833,15	97,66

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI AU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PA PNDS)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021511
 Montant Engagé : 53 857 442,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
237231	Travaux de construction de la Centrale d'approvisionnement et de distribution de médicaments essentiels de Bunia (CADIMEBU)	Travaux	284 705,56	168 039,49	116 666,07	59,02
252047	DPO - PA PNDS - actions au niveau périphérique et intermédiaire octobre-décembre 2010	Devis - programme	2 015 104,00	1 638 614,82	376 489,18	81,32
252050	DPO - période de démarrage octobre-décembre 2010	Devis - programme	103 416,00	65 795,92	37 620,08	63,62
252220	Livraison MEC province du Kasai Occidental 12 mois	Fournitures	245 936,82	245 936,76	0,06	100,00
252240	Livraison MEC province du Kasai Oriental 12 mois	Fournitures	322 999,07	322 999,06	0,01	100,00
254649	Assistance technique au PA PNDS	Services	8 459 328,00	8 438 345,54	20 982,46	99,75
261345	Devis-programme CAG no 1	Devis - programme	374 682,00	308 446,19	66 235,81	82,32
261605	DP1 - Activités au niveau périphérique - Nord Kivu	Devis - programme	1 458 167,00	1 324 043,77	134 123,23	90,80
261985	Préparation et suivi des marchés d'infrastructures et équipements (PSIE) dans le cadre du PA PNDS	Fournitures	1 251 500,00	1 251 500,00	0,00	100,00
262032	DP1 - Actions au niveau périphérique- Province du Kasai Orientale	Devis - programme	1 004 475,39	917 489,10	86 986,29	91,34
262036	DP1 - Actions au niveau périphérique - province du Kasai Occidental	Devis - programme	972 064,25	833 381,32	138 682,93	85,73
262048	DP1 - Actions au niveau périphérique dans la Province orientale	Devis - programme	829 965,00	545 152,11	284 812,89	65,68
262049	DP1 - Actions au niveau intermédiaire	Devis - programme	2 080 767,00	1 732 092,85	348 674,15	83,24
265664	Gestion de l'achat de services et l'amélioration du fonctionnement des services de santé dans la Province Orientale	Services	319 828,00	319 800,89	27,11	99,99
266773	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Occidental	Services	511 724,00	498 336,45	13 387,55	97,38
266796	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans la province du Kasai Oriental	Services	511 724,00	484 454,39	27 269,61	94,67
266797	Gestion financière des fonds destinés aux services de santé dans le Nord-Kivu	Services	511 724,00	510 072,44	1 651,56	99,68
267620	Gestion des fonds de Développement des Services de Santé	Services	890 000,00	879 052,70	10 947,30	98,77
276188	Investissements pour les prérequis dans les Zones de Santé couvertes par le PA PNDS	Fournitures	1 760 769,00	1 669 015,95	91 753,05	94,79
288073	DP2 - Activités au niveau périphérique, Nord-Kivu	Devis - programme	2 427 880,00	2 165 605,06	262 274,94	89,20

288077	DP2 - Actions au niveau périphérique - Kasai orientale	Devis - programme	3 052 460,00	2 297 545,37	754 914,63	75,27
288079	DP2 - Actions au niveau périphérique - Province orientale	Devis - programme	1 708 020,00	1 501 899,02	206 120,98	87,93
288081	DP2 - Actions au niveau périphérique - Kasai occidental	Devis - programme	2 783 119,00	2 325 751,11	457 367,89	83,57
288083	DP2 - CAG - Actions au niveau central	Devis - programme	652 632,00	542 639,14	109 992,86	83,15
300213	DP2 - Actions au Niveau intermédiaire (ANI)	Devis - programme	2 631 539,00	1 675 849,57	955 689,43	63,68
327078	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Masuika Lot 7	Travaux	238 695,28	86 200,87	152 494,41	36,11
327198	Travaux de réhabilitation de l'HGR de KABINDA Lot 1	Travaux	1 395 819,99	1 395 237,12	582,87	99,96
327232	Construction de l'hôpital général de référence et du centre de santé de Mambasa Lot 3	Travaux	758 575,96	422 371,46	336 204,50	55,68
327239	Construction du bureau de la division provinciale de la Santé à Mbuji-Mayi Lot 4	Travaux	244 110,80	127 201,70	116 909,10	52,11
327248	Construction d'un bâtiment annexe de l'hôpital général de référence de MASEREKA Lot 2	Travaux	614 753,12	277 385,56	337 367,56	45,12
327249	Réhabilitation de l'hôpital général de référence de Tshilenge Lot 2	Travaux	291 544,31	82 814,99	208 729,32	28,41
327287	Construction de la centrale d'approvisionnement et distribution des médicaments essentiels de Kananga Lot 5	Travaux	375 676,06	174 924,69	200 751,37	46,56
329825	Devis-programme CAG n° 3	Devis - programme	295 000,00	275 762,66	19 237,34	93,48
333358	DP3 - actions au niveau périphérique Nord-Kivu	Devis - programme	2 255 299,00	2 215 530,74	39 768,26	98,24
335594	DP3 ANI-FDSS	Devis - programme	2 132 970,00	1 500 422,75	632 547,25	70,34
335660	DP3 - FASS Province Orientale PA PNDS	Devis - programme	1 318 035,00	1 317 145,80	889,20	99,93
335663	DP3 - FASS Kasai Oriental PA PNDS	Devis - programme	1 543 334,00	1 377 461,87	165 872,13	89,25
335665	DP3 - FASS Kasai Occidental PA PNDS	Devis - programme	1 327 839,00	1 257 266,15	70 572,85	94,69
344790	Travaux de réhabilitation et construction de l'HGR de Kyondo et de l'HGR de Musienene au Nord-Kivu	Travaux	710 112,45	697 120,54	12 991,91	98,17
344797	Construction et réhabilitation de l'hôpital général de référence de Mikalayi au Kasai Occidental	Travaux	598 312,58	538 481,34	59 831,24	90,00
346015	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules ZS, DPS, EUP Lot 1	Fournitures	305 021,50	305 022,00	-0,50	100,00
346017	Fourniture, livraison et service après-vente de 17 véhicules 4x4 aux ZS, DPS, EUP-FASS Lot 2	Fournitures	256 696,27	256 695,00	1,27	100,00
353686	Atelier d'architecture DDV-KIN	Services	746 153,00	738 676,01	7 476,99	99,00
367189	Mission d'appui au comité de sélection en charge du recrutement au niveau central de cadres du MSP	Services	25 940,70	25 940,70	0,00	100,00
376549	Fourniture et livraisons produits médicaux pour le renforcement des fonds de roulement de 21 zones de santé	Fournitures	900 000,00	898 083,97	1 916,03	99,79
376580	Fourniture d'équipement biomédicaux à 9 HGR Lot 1	Fournitures	721 851,70	719 535,95	2 315,75	99,68
376587	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR Lot 2	Fournitures	790 348,58	788 113,28	2 235,30	99,72
376588	Fourniture d'équipements biomédicaux à 9 HGR Lot 3	Fournitures	140 918,28	139 872,06	1 046,22	99,26
377103	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS Lot 1	Fournitures	65 144,07	62 623,20	2 520,87	96,13
377127	Fourniture, livraison et installation mobiliers de bureau des DCDR et DPS Lot 2	Fournitures	59 276,00	57 145,90	2 130,10	96,41
377434	Fourniture de groupes électrogènes à 5 structures sanitaires Lot 1	Fournitures	65 179,40	65 179,40	0,00	100,00
377461	Fourniture de groupes électrogènes à 21 structures sanitaires Lot 2	Fournitures	191 028,00	191 028,00	0,00	100,00
377493	Fourniture équipements informatiques, repro. et matériels bureau-tique pr 10 HGR, 1 CDR, 1DPS Lot 1	Fournitures	127 174,36	117 175,35	9 999,01	92,14
377494	Fournitures équipements informatiques, repro. et mat bureau 11 HGR, 1 CDR Lot 2	Fournitures	116 630,78	106 631,78	9 999,00	91,43
377495	Fournitures de 12 Kits solaires complets à 4 HGR et 1 CDR	Fournitures	158 315,28	158 315,28	0,00	100,00
382313	Travaux de construction d'une centrale d'appro. et de distribution de médicaments essentiels à Kananga	Travaux	1 098 549,78	1 011 884,89	86 664,89	92,11
382400	Travaux de construction et réhabilitation de la division provinciale de la Santé Kasai Orientale à Mbuji-Mayi	Travaux	389 561,96	389 561,34	0,62	100,00
382410	Travaux de construction et réhabilitation de l'HGR de Tshilenge au Kasai Oriental	Travaux	704 283,46	655 441,18	48 842,28	93,06
TOTAUX			58 126 679,76	51 094 112,55	7 032 567,21	87,90

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'ENTRETIEN ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES EN RDC ET AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT URBAIN À KINSHASA (PARAU)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021535
 Montant Engagé : 109 410 191,99 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
245742	Assistance technique pour la coordination de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	1 126 774,00	0,00	1 126 774,00	0,00
245790	Assistance technique pour la coordination du volet réouverture routes en terre de la cellule de gestion des projets PARAU	Services	667 210,00	0,00	667 210,00	0,00
245797	Assistance technique pour la coordination du volet "Eau et Assainissement" de la cellule de gestion des projets PARAU,	Services	951 119,00	0,00	951 119,00	0,00
245799	Assistance technique en tant que coordonnateur adjoint de la cellule de gestion des projets PARAU, PAR II et PAUK	Services	246 364,00	0,00	246 364,00	0,00
248141	Assistance technique pour la coordination du volet entretien routes de la cellule de gestion des projets PARAU et PAR II	Services	239 568,00	0,00	239 568,00	0,00
255186	Fourniture de matériels de transport à Kinshasa	Fournitures	2 923 157,72	2 910 392,24	12 765,48	99,56
256126	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK/2010-2011	Devis - programme	13 454 534,56	12 527 243,28	927 291,28	93,11
258837	Devis-programme de croisière PARAU/PAR/2010-2011	Devis - programme	14 036 936,00	6 671 656,06	7 365 279,94	47,53
260135	Fourniture d'un bouteur à chenilles	Fournitures	229 996,00	229 996,00	0,00	100,00
262586	Aménagement de la rivière Gombe à Kinshasa	Travaux	6 767 058,52	5 213 829,02	1 553 229,50	77,05
265289	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long de l'avenue Kabambare à Kinshasa	Travaux	5 358 383,26	5 339 466,68	18 916,58	99,65
265706	Fourniture de 10 303 m ³ de gasoil	Fournitures	10 706 431,33	10 706 405,16	26,17	100,00
295872	Devis-programme de croisière PARAU/PAUK n° 2	Devis - programme	16 638 218,37	16 638 218,37	0,00	100,00
295916	Devis-programme de croisière PARAU / PAR n°2	Devis - programme	13 091 680,26	13 091 640,91	39,35	100,00
307235	Fourniture de lubrifiants divers	Fournitures	127 674,48	127 674,48	0,00	100,00
309149	Construction d'un collecteur d'eaux pluviales le long des avenues Sekoutouré et Mbwele dans la Commune de Bandalungwa	Travaux	443 480,53	443 454,00	26,53	99,99
309444	Fourniture de matériels de transport à Kinshasa	Fournitures	285 046,46	285 046,46	0,00	100,00
311205	Fourniture de pneumatiques avec chambre à air pour matériel divers de génie civil	Fournitures	397 296,00	381 297,90	15 998,10	95,97
317638	Fourniture et déchargement de 9 ponts modulaires & de 2 équipements de lancement	Fournitures	1 094 722,00	1 094 722,00	0,00	100,00
318214	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques Cartepillar et Mecalac	Fournitures	1 266 135,11	1 266 133,86	1,25	100,00
318222	Fourniture des pièces d'usure et de rechange des engins de marques New Holland, Scania et Iveco	Fournitures	1 961 444,10	1 891 724,40	69 719,70	96,45
318224	Fourniture de pièces d'usure et de rechange des engins de marques HBM et HAMM	Fournitures	464 467,88	457 688,71	6 779,17	98,54
320988	DP1 - Projet d'appui aux brigades de l'OdR à l'Est de la RDC, phase 2 (PA-REST 2)	Devis - programme	1 980 000,00	981 310,40	998 689,60	49,56
321000	Devis-programme PARAU/PAR n° 3	Devis - programme	5 514 973,08	5 504 486,04	10 487,04	99,81
321199	Fournitures et livraison de pneus de camions	Fournitures	1 032 041,55	1 032 041,55	0,00	100,00
321225	Fourniture et livraison d'équipement de laboratoire de travaux publics	Fournitures	354 067,89	264 713,30	89 354,59	74,76
321702	Devis-programme n°3 PARAU PAUK	Devis - programme	14 379 462,60	14 275 203,79	104 258,81	99,27
383956	Travaux d'aménagement de la rivière Gombe entre les avenues Démocratie et du 30 Juin	Travaux	1 463 289,77	1 462 015,80	1 273,97	99,91
388467	Surveillance et contrôle travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Services	102 074,46	102 071,42	3,04	100,00
TOTAUX			117 303 606,93	102 898 431,83	14 405 175,10	87,72

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA NAVIGABILITÉ DES VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES EN RDC (PANAV)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021536
 Montant Engagé : 60 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
267585	DPO - Projet d'appui à la navigabilité des fluviales et lacustres en R.D. Congo.	Devis - programme	422 959,00	254 097,36	168 861,64	60,08
289644	DP1 - Projet d'appui à la navigabilité des fluviales et lacustres en R.D. Congo.	Devis - programme	3 195 733,00	1 405 809,10	1 789 923,90	43,99
307880	AT Programme d'appui à la navigabilité des VF et lacustres en RDC	Services	3 992 360,00	2 326 123,96	1 666 236,04	58,26
318130	Fourniture et Livraison du matériel roulant du PANAV en RDC	Fournitures	46 601,50	46 601,50	0,00	100,00
322193	Devis-programme de Croisière n°2	Devis - programme	1 994 212,91	2 030 983,00	-36 770,09	101,84
354486	Dévis-programme de croisière 3 PANAV	Devis - programme	4 241 000,00	2 830 653,78	1 410 346,22	66,74
355129	AT de coordination des opérations du projet en RDC	Services	616 000,00	610 378,97	5 621,03	99,09
359069	Fourniture, livraison et SAV de matériels et équipements pour mesures hydrographiques, hydrométrie, hydrologiques	Fournitures	286 049,00	262 502,60	23 546,40	91,77
359342	Conception, fabrication et livraison de 13 canons hydrographiques	Fournitures	1 285 069,89	1 285 069,89	0,00	100,00
365284	Fourniture, livraison et installation de dix groupes électrogènes de 275 à 500 kVA Lot 3	Fournitures	727 658,00	727 658,00	0,00	100,00
365287	Fourniture, livraison et installation de six élévateurs de minimum 6 tonnes	Fournitures	773 366,60	773 366,60	0,00	100,00
365288	Fabrication, livraison et installation du balisage lumineux des accès portuaires aux ports de Kalemie et Kalundu, Lac Tanganyika	Fournitures	526 610,00	526 610,00	0,00	100,00
365309	AT Aménagement et entretien voies navigables et chantier naval et matériels de navigation	Services	1 192 750,00	1 003 986,63	188 763,37	84,17
365437	Fourniture équipements informatiques et réseau pour le PANAV Lot 3 Environnement logiciel PANAV	Fournitures	192 439,33	192 439,33	0,00	100,00
365438	Fourniture équipement informatiques et réseau, Lot 1 Serveurs, ordinateurs, imprimantes, divers	Fournitures	139 820,00	139 820,00	0,00	100,00
365441	Fourniture d'équipements informatiques et réseau Lot 2 Mise en réseau, onduleurs, groupes électrogènes, climatiseurs	Fournitures	57 048,00	56 941,00	107,00	99,81
365476	Fourniture carburants, lubrifiants et produits connexes sur le fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	1 493 578,86	1 335 238,32	158 340,54	89,40
365708	Mission d'AT Expert Hydrologue/Hydrographe	Services	409 469,00	389 486,60	19 982,40	95,12
366073	Acquisition et post-traitement images aériennes optiques et Lidar du bief moyen du fleuve Congo et rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 674 800,00	1 674 797,47	2,53	100,00
366157	Fourniture de balises flottantes pour la réalisation du balisage fixe sur le fleuve Congo et la rivière Kasai en RDC	Fournitures	1 348 629,00	1 348 629,00	0,00	100,00
366259	Fourniture, livraison et installation équipements pour les opérations de chargement et de déchargement dans les ports	Fournitures	5 412 838,90	5 412 838,90	0,00	100,00
366261	Fourniture et livraison de matériels pour la fabrication et le mouillage de 300 bouées	Fournitures	509 239,75	509 239,75	0,00	100,00
367215	Fourniture, livraison, mise en service et service après-vente des matériels et équipements pour les mesures hydrographiques	Fournitures	408 572,00	375 774,00	32 798,00	91,97
367216	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements pour mesures hydrographiques Lot 3	Fournitures	320 738,00	320 738,00	0,00	100,00
367217	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels équipements mesures hydrographiques Lot 4	Fournitures	109 728,00	109 728,00	0,00	100,00
367218	Fourniture, livraison, mise en service et SAP matériels et équipements mesures hydrographiques Lot 5	Fournitures	1 640 010,00	1 640 010,00	0,00	100,00
367751	Réhabilitation du baliseur KAUKA	Travaux	1 627 696,05	1 518 460,12	109 235,93	93,29
367827	Réhabilitation du baliseur LOMELA Lot 1	Travaux	718 835,43	701 390,71	17 444,72	97,57
371026	Fourniture, livraison et service après-vente signaux de balisage fixe de rive et des échafaudages et matériels liés au PANAV	Fournitures	1 952 120,00	1 952 120,00	0,00	100,00
373660	AT contrôleur de gestion PANAV GAYE ALE	Services	345 491,76	343 391,76	2 100,00	99,39
375203	CICOS	Services	989 386,20	985 874,40	3 511,80	99,65

380164	Devis-programme n°4	Devis - programme	4 650 000,00	1 755 532,74	2 894 467,26	37,75
383720	Etude hydraulique monodimensionnelle du fleuve Congo et de la rivière Kasai	Services	199 000,00	119 400,00	79 600,00	60,00
383271	ARTELIA	Fournitures	290 000,00	174 000,00	116 000,00	60,00
383884	Assistance technique opérationnelle au centre de traitement des données de la RVF	Services	1 966 867,27	1 830 200,25	136 667,02	93,05
384117	Fourniture, livraison et installation d'équipements opérations de chargement et déchargement Lot 1	Fournitures	837 299,90	837 299,90	0,00	100,00
384118	Fourniture, livraison et installation d'un élévateur de 6 tonnes	Fournitures	134 486,94	134 486,94	0,00	100,00
386177	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF	Fournitures	3 596 388,82	3 596 388,82	0,00	100,00
386265	Conception, fabrication des bateaux multifonctions modulaires à la RVF	Fournitures	765 000,00	765 000,00	0,00	100,00
386381	Travaux d'installation des échelles et stations limnimétriques le long du fleuve Congo et rivière Kasai	Fournitures	5 177 977,00	5 176 225,96	1 751,04	99,97
387315	AT de coordination des opérations PANAV	Services	339 700,00	335 064,71	4 635,29	98,64
388315	Fourniture de machines, équipements et consommables pour le slipway du chantier naval RVF	Fournitures	383 670,00	383 670,00	0,00	100,00
390128	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 1	Travaux	154 957,08	25 287,64	129 669,44	16,32
390394	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 2	Travaux	109 891,12	10 551,36	99 339,76	9,60
390395	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 3	Travaux	254 960,52	221 177,86	33 782,66	86,75
390397	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 4	Travaux	41 796,00	7 302,16	34 493,84	17,47
390399	Travaux de réhabilitation deux entrepôts vétustes, port de Kalundu Lot 5	Travaux	14 084,40	5 778,39	8 306,01	41,03
390503	Fourniture, livraison, installation, mise en service groupes électrogènes, port Kisangani	Travaux	170 880,00	170 880,00	0,00	100,00
390529	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 1	Travaux	441 092,05	281 976,38	159 115,67	63,93
390544	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 2	Travaux	133 281,00	0,00	133 281,00	0,00
390546	Travaux de réhabilitation entrepôt vétuste port de Kisangani Lot 3	Travaux	338 307,33	300 386,67	37 920,66	88,79
390666	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani Lot 1	Travaux	317 378,83	281 835,90	35 542,93	88,80
390668	Travaux de réhabilitation d'un entrepôt vétuste et aménagement de terre-plein au port de Kisangani Lot 2	Travaux	93 177,80	71 720,48	21 457,32	76,97
390702	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 1	Travaux	378 917,67	335 932,55	42 985,12	88,66
390704	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 2	Travaux	134 830,00	33 931,46	100 898,54	25,17
390705	Travaux de réhabilitation bâtiments des ateliers de chantier naval RVF Lot 3	Travaux	158 849,38	133 404,96	25 444,42	83,98
391164	Travaux de construction d'un nouvel entrepôt au port de Mbandaka	Travaux	489 026,61	75 938,31	413 088,30	15,53
392741	Fourniture de pièces de rechange, petits matériels et consommables bateaux RVF en RDC	Fournitures	675 190,66	675 190,66	0,00	100,00
392780	Devis-programme n° 5	Devis - programme	4 420 000,00	4 143 133,58	276 866,42	93,74
TOTAUX			65 317 820,56	54 972 456,43	10 345 364,13	84,16

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI AU DÉMARRAGE DE LA DÉCENTRALISATION EN RDC (PA2D)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021561
 Montant Engagé : 15 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
260579	Assistance technique au programme d'appui au démarrage de la décentralisation	Services	3 919 280,00	3 763 861,40	155 418,60	96,03
269830	Devis-programme de démarrage - PA2D	Devis-programme	189 450,00	93 522,71	95 927,29	49,37
282503	DP1 - période de croisière - PA2D	Devis-programme	2 086 000,00	989 038,74	1 096 961,26	47,41
300187	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de réhabilitation de la division provinciale des finances du Nord-Kivu et de la maison communale de Goma	Services	85 340,00	28 691,59	56 648,41	33,62
300188	Recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du Siège de l'assemblée provinciale et de l'hôtel du gouvernement de la province du Nord-Kivu	Services	262 320,00	163 256,00	99 064,00	62,24
300937	Marché de service pour le recrutement d'un bureau d'études et de contrôle des travaux de construction du siège de l'Assemblée provinciale	Services	175 720,00	158 863,20	16 856,80	90,41
300944	Etudes et contrôle des travaux de réhabilitation et d'extension des bâtiments du ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	88 878,40	51 454,40	37 424,00	57,89
325094	Devis-programme n°2 PA2D	Devis-programme	2 900 000,00	1 991 982,08	908 017,92	68,69
356261	Travaux de construction du siège de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu en RDC	Travaux	1 337 932,50	264 824,89	1 073 107,61	19,79
356262	Travaux de construction de l'Hôtel du gouvernement du Nord-Kivu en RDC	Travaux	856 923,75	179 442,62	677 481,13	20,94
356263	Travaux de construction du gouvernorat du Nord-Kivu en RDC	Travaux	503 412,33	185 461,53	317 950,80	36,84
358279	Travaux de construction du bâtiment abritant le siège de l'Assemblée Provinciale de Kinshasa	Travaux	1 535 920,95	1 532 935,13	2 985,82	99,81
360558	Travaux de réhabilitation et extension du bâtiment du ministère de l'intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	Travaux	936 859,94	808 182,28	128 677,66	86,27
361140	Fourniture, livraison et installation de mobiliers au MISDAC et dans les Institutions provinciales de Kin et du Nord-Kivu	Fournitures	473 434,67	462 712,98	10 721,69	97,74
366662	Fourniture de matériels informatiques au MISDAC et Institutions provinciales Kinshasa et Nord-Kivu	Fournitures	289 988,35	289 988,35	0,00	100,00
376490	Contrôle et surveillance des Travaux de construction de l'Assemblée provinciale, de l'Hôtel du Gouvernement et du Gouvernorat Nord-Kivu	Services	336 042,25	308 578,20	27 464,05	91,83
TOTAUX			15 977 503,14	11 272 796,10	4 704 707,04	70,55

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE III
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 021694
 Montant Engagé : 2 721 293,26 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
241805	DP1 - Facilité de coopération technique III	Devis-programme	280 000,00	200 268,97	79 731,03	71,52
249008	Ex-ante Audit VFLEX 2010	Services	148 000,00	0,00	148 000,00	0,00
251843	Mission d'identification du projet d'amélioration des soins des santé destinés aux victimes de violences sexuelles	Services	56 085,42	0,00	56 085,42	0,00
255442	Assistance technique au CSRP - Prolongation de la mission de l'UGP SRPNC	Services	21 920,00	0,00	21 920,00	0,00
266852	DP2 - Facilité de coopération technique III	Devis-programme	429 200,00	376 934,24	52 265,76	87,82
269439	Contribution de l'UE à l'Enquête 1-2-3	Subvention	461 689,00	461 689,00	0,00	100,00
307862	DP3 - Facilité de coopération technique III	Devis-programme	347 680,00	165 165,00	182 515,00	47,50
TOTAUX			1 744 574,42	1 204 057,21	540 517,21	69,02

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA JUSTICE À L'EST DE LA RDC (PARJE)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022398
 Montant Engagé : 18 435 295,90 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
300422	Uhaki Safi : ASF Rapprocher la justice des justiciables à l'Est de la République démocratique du Congo	Subvention	5 000 000,00	4 573 621,56	426 378,44	91,47
300423	RCN - Projet d'appui à la justice à l'Est de la République démocratique du Congo (PARJE) 'Uhaki Safi'	Subvention	4 998 700,00	4 929 430,88	69 269,12	98,61
324918	Assistance technique au programme d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC «UHAKI SAFI»	Services	2 593 957,50	2 475 477,37	118 480,13	95,43
331042	Devis-programme de démarrage	Devis-programme	338 738,00	185 533,61	153 204,39	54,77
348388	Devis-programme n°1	Devis-programme	1 400 000,00	880 054,40	519 945,60	62,86
2362882	Etudes de conception et direction des travaux de construction/réhabilitation	Travaux	151 500,00	147 150,00	4 350,00	97,13
374546	Entrasco : Travaux de construction du nouveau Palais de Justice de Goma	Travaux	2 283 767,20	1 926 975,71	356 791,49	84,38
376050	Devis-programme n° 2	Devis-programme	409 845,00	293 615,15	116 229,85	71,64
TOTAUX			17 176 507,70	15 411 858,68	1 764 649,02	89,73

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA STABILISATION ET RECONSTRUCTION DE L'EST DE LA RDC (PASTAR)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON-DUE : OP)
 Numéro du Projet : 022551
 Montant Engagé : 20 620 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
263302	Projet d'entretien de la route Kisangani-Lubutu-Walikale ds Province Orientale, Maniema et Nord-Kivu	Travaux	5 499 426,00		5 499 426,00	0,00
296273	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 5	Fournitures	307 297,00	307 291,00	6,00	100,00
296274	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo Lot 2	Fournitures	1 325 267,94	1 325 267,93	0,01	100,00
296290	Fournitures pour le rééquipement de l'Office de Routes du Maniema en République Démocratique du Congo Lot 3	Fournitures	3 060 422,00	3 060 422,00	0,00	100,00
296295	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 4	Fournitures	212 260,00		212 260,00	0,00
296297	Fournitures pour le rééquipement de l'Office des Routes du Maniema en RDC Lot 1	Fournitures	1 046 683,04	1 046 683,04	0,00	100,00
312854	Devis-programme de Démarrage	Devis-programme	674 465,00	154 871,91	519 593,09	22,96
326937	Devis-programme n°1	Devis-programme	3 004 179,02	1 836 829,82	1 167 349,20	61,14
348603	Devis-programme de croisière 2	Devis-programme	1 768 125,13	1 728 796,65	39 328,48	97,78
366146	DP3 - Projet d'Appui au STAREC (PASTAR)	Devis-programme	37 160,00	34 392,28	2 767,72	92,55
TOTAUX			16 935 285,13	9 494 554,63	7 440 730,50	56,06

BILAN FINANCIER

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME DE STABILISATION ET DE RECONSTRUCTION DES ZONES SORTANT DES CONFLITS ARMÉS (STAREC)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022623
 Montant Engagé : 4 890 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
266702	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population du district sanitaire d'ARU (Ituri) en assurant la qualité des soins de santé primaires	Subvention	4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98
TOTAUX			4 790 000,00	4 788 894,00	1 106,00	99,98

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022726
 Montant Engagé : 4 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
361588	Consolidation du dialogue entre les OSC et amélioration de la gouvernance interne en RDC	Subvention	1 684 210,00	1 439 950,35	1 106,00	85,50
361599	Promotion des stratégies pour une intervention efficace des OSC en faveur du peuple congolais	Subvention	1 480 000,00	1 318 030,29	1 107,00	89,06
361613	Réseau décentralisé de communication citoyen RDC	Subvention	914 666,00	684 704,54	1 108,00	74,86
TOTAUX			4 078 876,00	3 442 685,18	3 321,00	84,40

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE 2
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022738
 Montant Engagé : 28 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
314592	Réhabilitation voiries à Goma et RN2 Goma - Sake	Travaux	23 014 113,45	21 236 702,23	1 777 411,22	92,28
336992	Assistance à l'ON du FED en RDC dans phase évaluation des offres et attribution des travaux des voiries de Goma et RN2	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
338629	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma et RN2	Services	2 571 961,00	2 549 942,43	22 018,57	99,14
358030	Recrutement d'une agence pour la réalisation d'une campagne de communication et visibilité de la réhabilitation des Voiries à Goma	Services	40 411,00	40 411,00	0,00	100,00
389228	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries à Goma et RN2	Services	164 754,00	149 288,72	15 465,28	90,61
TOTAUX			25 811 239,45	23 996 344,38	1 814 895,07	92,97

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
RÉHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE 1
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022739
 Montant Engagé : 113 700 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
328531	Réhabilitation de la RN1 entre Batshamba et Tshikapa	Travaux	107 735 000,00	107 298 616,19	436 383,81	99,59
333928	Surveillance des travaux de réhabilitation de la RN1 entre Batschamba Tshikapa	Services	3 065 000,00	3 050 577,10	14 422,90	99,53
395485	Actualisation des études sur la RN1	Services	524 392,00	414 895,15	109 496,85	79,12
TOTAUX			111 324 392,00	110 764 088,44	560 303,56	99,50

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE IV
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 022915
 Montant Engagé : 6 551 082,97 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
299853	Assistance technique a l'Ordonnateur national du FED en RDC pour assurer une meilleure supervision et contrôle des travaux	Services	190 700,00	178 548,19	12 151,81	93,63
312846	Assistance technique à la PNC	Services	146 460,00	138 838,60	7 621,40	94,80
313724	Surveillance et contrôle des travaux de construction du Pont Ruzizi 1 entre Bukavu et Cyangugu	Services	177 985,55	160 633,34	17 352,21	90,25
315198	Coordination du groupe thématique Justice et Droits de l'Homme du ministère de la Justice et Droits humains	Services	72 950,00	61 881,36	11 068,64	84,83
322726	Renforcement de la cellule environnement du ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECN&T)	Services	398 300,00	388 331,00	9 969,00	97,50
325703	Assistance technique à l'ON du FED / Phase d'évaluation des offres et attribution marché RN1	Services	20 000,00	20 000,00	0,00	100,00
330600	DP1 - Facilité de Coopération Technique IV	Devis - programme	343 143,00	307 507,39	35 635,61	89,61
330683	Assistance technique-ONFED RDC pour la supervision et contrôle des travaux construction des bâtiments	Services	127 299,52	127 299,52	0,00	100,00
357903	Devis-programme 2 TCF IV	Devis - programme	173 985,00	163 738,61	10 246,39	94,11
TOTAUX			1 650 823,07	1 546 778,01	104 045,06	93,70

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (PAP OMD)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 023801
 Montant Engagé : 40 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
334523	Subvention PAP OMD FASS Nord-Kivu	Subvention	5 150 895,00	5 133 468,95	17 426,05	99,66
335980	Subvention PAP OMD FASS Province-Orientale	Subvention	4 984 046,00	4 895 772,57	88 273,43	98,23
335984	Subvention PAP OMD FASS Kasai Oriental	Subvention	5 240 699,00	4 719 485,60	521 213,40	90,05
335985	Subvention PAP OMD FASS Kasai occidental	Subvention	4 610 825,00	4 541 818,76	69 006,24	98,50
367227	Devis-programme de croisiere DEP	Devis - programme	912 500,00	891 125,00	21 375,00	97,66
374160	Développement Management Professionnel des EUP dans le cadre du PAP OMD 4 & 5	Services	293 005,00	237 685,21	55 319,79	81,12
382274	Recrutement d'une AT pour la surveillance et contrôle des travaux de construction ou réhabilitation structures	Travaux	1 501 700,00	1 501 700,00	0,00	100,00
384200	Avenant 9 au contrat de services AT au PAPNDS/PAP OMD	Services	251 158,00	509 658,00	-258 500,00	202,92
384449	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR TSHIBALA au Kasai Central	Travaux	2 061 132,00	1 218 601,86	842 530,14	59,12
384450	Travaux de réhabilitation et aménagement HGR MASUIKA au Kasai Central	Travaux	2 186 485,00	1 331 506,72	854 978,28	60,90
TOTAUX			27 192 445,00	24 980 822,67	2 211 622,33	91,87

BILAN FINANCIER

Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
LRRD - AMELIORATION DE L'ETAT DE SANTE DE LA POPULATION DE 7 ZONES DE LA PROVINCE ORIENTALE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 033822
 Montant Engagé : 5 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356579	LRRD Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de la province orientale	Subvention	4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99
TOTAUX			4 800 000,00	4 799 442,00	558,00	99,99

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROJET D'APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (PAON)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 034686
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
356797	Devis-programme 1	Devis-programme	1 998 651,34	1 998 648,36	2,98	100,00
373064	Devis-programme 2	Devis-programme	2 682 312,12	2 583 479,73	98 832,39	96,32
383774	Assistance technique à la cellule d'appui à l'ON	Services	652 028,75	595 655,00	56 373,75	91,35
389186	Devis-programme 3	Devis-programme	2 626 294,46	2 540 500,50	85 793,96	96,73
TOTAUX			7 959 286,67	7 718 283,59	241 003,08	96,97

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE 5 (TCF V)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 034692
 Montant Engagé : 10 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
375299	Devis-programme 1 TCF V	Devis-programme	951 405,00	668 468,54	282 936,46	70,26
389431	Devis-programme 1 Communication et Visibilité	Devis-programme	299 250,00	271 274,54	27 975,46	90,65
397656	Devis-programme 2 TCF V	Devis-programme	960 069,00	765 414,36	194 654,64	79,72
398173	Mission appui à l'organisation clôture PAMFIP	Service	79 810,00	31 924,00	47 886,00	40,00
400393	Surveillance et contrôle Travaux TGI Tshikapa et Luzumu	Service	80 900,00	64 720,03	16 179,97	80,00
401575	Assistance technique au Groupe Thématique Justice et Droits Humains (GT JDH)	Service	434 505,00	260 021,85	174 483,15	59,84
403999	Surveillance et contrôle des travaux d'aménagement de la rivière Gombe	Travaux	29 000,00	29 000,00	0,00	100,00
407782	Surveillance des travaux de construction du Palais de Justice de Goma	Service	67 132,00	34 062,65	33 069,35	50,74
408130	Devis-programme 2 Communication et Visibilité	Devis-programme	339 080,00	223 681,60	115 398,40	65,97
408240	Mission d'AT de coordination des opérations du PANAV en RDC	Service	182 500,00	180 207,48	2 292,52	98,74
410244	Mission de consultance pour la définition du cadre de fonctionnement du CorPPN	Service	45 000,00	45 000,00	0,00	100,00
412453	Étude de trafic et compléments de spécifications techniques dans le cadre d'aménagement des axes transfrontaliers entre la République Démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda	Service	79 500,00	79 500,00	0,00	100,00
410350	Surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation des voiries de Goma	Service	264 707,80	52 941,56	211 766,24	20,00
413775	Recrutement d'un consultant pour l'appui de la RDC dans le processus de négociation sous l'égide de la Convention Cadre des Nations unies sur le changement climatique	Service	160 000,00		160 000,00	0,00
TOTAUX			3 972 858,80	2 706 216,61	1 266 642,19	68,12

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ-VOLET DÉFENSE (PROGRESS)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 036193
 Montant Engagé : 25 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
360635	Assistance technique au programme d'appui à la réforme du secteur de sécurité (PROGRESS)	Services	12 995 000,00	10 396 000,00	2 599 000,00	80,00
370387	Devis-programme de Démarrage	Devis-programme	335 250,00	315 250,00	20 000,00	94,03
378247	Devis-programme de croisière n° 1	Devis-programme	1 540 000,00	936 402,33	603 597,67	60,81
384038	Études et supervision des travaux d'extension du siège du MDNAC-R, RDC à Kinshasa	Services	295 200,00	119 040,00	176 160,00	40,33
386810	Etudes techniques, architecturales et supersion travaux siège MD-NAC-RDC à Kinshasa	Services	77 400,00	19 000,00	58 400,00	24,55
387288	RRSSJ- Appui au rapprochement armée/population à la redevabilité du secteur de la sécurité	Services	500 000,00	450 000,00	50 000,00	90,00
394331	Fourniture, livraison, installation, mise en service et sce après vente équipements informatiques	Fournitures	398 550,79	344 414,89	54 135,90	86,42
394396	ZETES Lot 2	Fournitures	139 321,01	139 321,01	0,00	100,00
395528	ZETES Lot 1	Fournitures	314 905,82	314 905,82	0,00	100,00
395533	Fourniture, livraison, installation équipements informatiques, kits biométriques, matériels de communication	Fournitures	149 613,00	149 613,00		100,00
396331	Devis-programme de croisière n° 2	Devis-programme	1 450 000,00	767 017,36	682 982,64	52,90
406717	Extension et équipement du Ministère Défense Nationale Anciens Combattants	Travaux	5 514 655,26	1 654 396,58	3 860 258,68	30,00
410460	Devis-programme de clôture n° 3	Devis-programme	1 350 000,00	1 027 773,40	322 226,60	76,13
TOTAUX			25 059 895,88	16 633 134,39	8 426 761,49	66,37

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 037685
 Montant Engagé : 165 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
381015	Restauration des écosystèmes du parc national des Virunga et valorisation de ses ressources naturelles	Subvention	15 400 000,00	9 959 317,04	5 440 682,96	64,67
381068	Conservation des ressources naturelles et dvpt durable Garamba	Subvention	25 500 000,00	21 739 051,42	3 760 948,58	85,25
382295	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	12 000 000,00	12 000 000,00	0,00	100,00
382653	Programme rural et de conservation du complexe de la Salonga «PARCCS»	Subvention	17 850 000,00	16 065 000,00	1 785 000,00	90,00
385232	Appui à la mise en place de la Cellule de Coordination	Subvention	9 837,00	9 837,00	0,00	100,00
391518	Projet d'électrification rurale en territoire de LUBERO	Subvention	3 140 000,00	451 671,12	2 688 328,88	14,38
393907	Agriculture et développement durable en périphérie du Parc National de Virunga	Subvention	15 400 000,00	7 241 091,44	8 158 908,56	47,02
395216	AT cellule de coordination de la CF Environnement et Agriculture durable	Service	2 562 800,00	1 392 678,82	1 170 121,18	54,34
395468	AT Cellule de coordination du Programme de l'Est	Service	3 484 070,00	2 709 314,03	774 755,97	77,76
404005	VIRUNGA FOUNDATION	Subvention	20 000 000,00	16 416 555,40	3 583 444,60	82,08
409543	Etablissement d'une base solide pour la gestion, la conservation et le développement au niveau du complexe Upemba - kundelungu	Subvention	3 999 730,32	1 501 008,58	2 498 721,74	37,53
TOTAUX			119 346 437,32	89 485 524,85	29 860 912,47	74,98

BILAN FINANCIER

Tableaux financiers 11e FED

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'OFFRE ET DEVELOPPEMENT DE L'ACCES AUX SOINS DE SANTÉ (PRODS)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 038165
 Montant Engagé : 217 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
382015	ULB COOPERATION ASBL	Subvention	15 100 000,00	13 456 000,00	1 644 000,00	89,11
382109	MALTESER - programme de renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé de la population en Ituri	Subvention	16 200 000,00	14 579 999,34	1 620 000,66	90,00
382138	Organisation du financement des structures de soins dans les 8 zones de santé du Nord-Kivu	Subvention	3 450 000,00	3 374 097,00	75 903,00	97,80
382144	EUP FASS PO Organisation du financement des structures des soins dans 7 ZS de la Province Orientale	Subvention	2 250 000,00	2 114 951,31	135 048,69	94,00
382149	Subvention PRO DS FASS KOR	Subvention	3 400 000,00	3 167 934,69	232 065,31	93,17
382465	MEMISA - Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé Ituri et Kongo Central	Subvention	20 900 000,00	18 222 811,43	2 677 188,57	87,19
382195	Organisation du financement des structures de soins dans les 5 zones de santé du Kasai Occidental	Subvention	875 000,00	862 193,91	12 806,09	98,54
389716	Projet d'amélioration de la qualité des soins de santé primaires Kasai Oriental et Lomami	Subvention	4 950 000,00	2 015 517,66	2 934 482,34	40,72
393386	Mission Assistance technique PRODS	Service	9 176 750,00	5 851 750,37	3 324 999,63	63,77
395689	Projet d'appui à la demande des soins de santé au Nord-Kivu	Subvention	23 677 435,00	20 837 543,00	2 839 892,00	88,01
397231	Organisation et financement structures de santé du Kasai Oriental et Lomami	Subvention	16 542 234,00	14 614 836,30	1 927 397,70	88,35
397573	Appui à la coordination, réforme institutionnelle et décentralisation	Subvention	7 000 000,20	5 494 377,92	1 505 622,28	78,49
397589	FEDECAME	Subvention	3 450 000,00	2 936 963,87	513 036,13	85,13
401995	PRODS : amélioration de l'état de santé de population 5 ZS du Kasai Oriental	Subvention	4 500 000,00	2 765 778,19	1 734 221,81	61,46
402014	Subvention EUP FASS Kasai Occidental	Subvention	5 500 000,00	4 950 020,00	549 980,00	90,00
408407	Travaux de construction et d'aménagement de l'HGR Makota à Lomami Lot 1 RDC	Travaux	2 953 391,69	974 190,28	1 979 201,41	32,99
416327	Renforcement de l'hôpital St Joseph de Kinshasa pour la riposte à la CO-VID-19 dans le cadre d'une approche structurelle du renforcement du système de santé	Fournitures	5 000 000,00	2 600 000,00	2 400 000,00	52,00
416725	Fourniture et livraison de savons antiseptiques dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	198 713,97		198 713,97	0,00
416776	Fourniture et livraison de gels hydro-alcooliques dans le cadre de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	199 261,31		199 261,31	0,00
417693	Fourniture et livraison d'équipements d'hygiène et de protection de type plastique dans le cadre de l'aide de la lutte contre la Covid-19	Fournitures	37 522,00	37 522,00	0,00	100,00
TOTAUX			145 360 308,17	118 856 487,27	26 105 845,62	81,77

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
SUBVENTION AON 2019
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 040896
 Montant Engagé : 2 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
405197	Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED IV	Subvention	2 460 000,00	1 968 000,00	492 000,00	80,00
TOTAUX			2 460 000,00	1 968 000,00	492 000,00	80,00

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
PROGRAMME D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES RÉGIONALES ET NATIONALES EN AFRIQUE CENTRALE (PAGIRN)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 040729
 Montant Engagé : 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
414885	Devis-programme Volet régulation des TIC	Devis-programme	1 960 000,00	960 000,00	1 000 000,00	48,98
TOTAUX			1 960 000,00	960 000,00	1 000 000,00	48,98

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE (TCF VI)
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 041856
 Montant Engagé : 8 000 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
412292	Assistance technique à la COFED en RDC	Service	434 245,00	196 869,00	237 376,00	45,34
412549	Surveillance et contrôle des travaux conforatifs sur le tronçon de 8 km Batshamba - Loange RN1	Service	214 470,00	193 023,00	21 447,00	90,00
414886	Devis-programme pluriannuel TCF VI	Devis-programme	1 500 000,00	642 200,00	857 800,00	42,81
405197	Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED IV	Subvention	500 000,00	243 950,00	256 050,00	48,79
TOTAUX			2 648 715,00	1 276 042,00	1 372 673,00	48,18

Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED - République démocratique du Congo
SUBVENTION AON 2020
 Carte Projet au 31/12/2020 (Données ON : OP)
 Numéro du Projet : 041857
 Montant Engagé : 7 500 000,00 €

CONTRATS			MONTANT EN EURO	PAIEMENT	SOLDE	%
CODE	LIBELLÉ	TYPE	(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4) = 100*(2/1)
414949	Projet d'appui à l'Ordonnateur national du FED IV - Subvention 2020	Subvention	2 541 733,00	2 018 586,40	523 146,60	79,42
TOTAUX			2 541 733,00	2 018 586,40	523 146,60	79,42



GLOSSAIRE ABREVIATIONS LEGENDES ET CREDITS

► GLOSSAIRE

Accord de Cotonou : accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010.

ACP : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de l'accord de Cotonou qui fixe les modalités d'un partenariat avec les pays membres de l'Union européenne.

APD : avant-projet détaillé qui consiste en un ensemble d'études de base permettant de définir les caractéristiques principales d'un projet, en permettant le lancement d'études détaillées et d'activités d'approvisionnement.

APE : accord de partenariat économique prévu par l'Accord de Cotonou qui devrait régir les relations commerciales entre l'UE et les pays ACP. L'objectif est d'améliorer, dans le respect des principes du libre-échange, l'accès aux marchés de l'UE pour les pays ACP et de consolider l'intégration économique régionale de ces pays.

APS : avant-projet sommaire qui consiste en un ensemble d'études qui proposent une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel. Elles présentent les dispositions générales techniques envisagées, les durées prévisionnelles de réalisation ainsi qu'une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées.

APV : accord de partenariat volontaire, soit un accord international bilatéral entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois, dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays et de s'assurer que le bois importé dans l'Union européenne remplit toutes les exigences réglementaires du pays partenaire.

Avenant : convention par laquelle les parties liées par un contrat antérieurement conclu entre elles apportent une ou plusieurs modifications aux termes et aux

conditions dudit contrat.

Banque européenne d'investissement (BEI) : banque de l'Union européenne dont les missions sont de promouvoir les objectifs de l'UE et d'accorder des financements à long terme à l'appui des projets d'investissement.

Bilan financier ou bilan de liquidité : bilan établi dans le but d'évaluer le patrimoine de l'entreprise et d'apprécier sa solvabilité à court terme.

Biodiversité : diversité naturelle des organismes vivants.

Comité de pilotage : organe d'orientation, chargé de veiller au bon fonctionnement d'un projet.

Commission ECOFIN : commission économique et financière, notamment de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

DAS : déclaration d'assurance de la Cour des comptes européenne. Elle a pour principal objectif de fournir aux parties prenantes, essentiellement le Parlement européen et le Conseil des ministres, mais également aux citoyens européens en général, une appréciation et une opinion concernant la manière dont les fonds de l'UE ont été dépensés.

DEVCO : direction de la Commission européenne responsable de la conception des politiques de développement de l'UE et de la prestation de l'aide, grâce à des programmes et projets à travers le monde.

Devis-programme : document fixant les moyens matériels et les ressources humaines nécessaires, le budget ainsi que les modalités techniques et administratives de mise en œuvre pour l'exécution d'une convention de financement pendant une période donnée.

DFID : Department for International Development (United Kingdom).

► GLOSSAIRE

Fonds d'équité : dans le but d'atteindre la couverture universelle des soins de santé, le Fonds d'équité est un mécanisme de financement du secteur de la santé visant à améliorer l'accès de la population la plus vulnérable aux services de santé, dans les pays à faibles revenus.

ÉCHO : office d'aide humanitaire de la Commission européenne.

Écosystème : ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (ou biocénose) et son environnement géologique, pédologique et atmosphérique (biotope). Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interdépendances permettant le maintien et le développement de la vie.

Endossement : approbation d'un acte financier.

Enveloppe A : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds dont on dispose pour une aide programmable.

Enveloppe B : enveloppe qui, dans le cadre du FED, fait partie intégrante du programme indicatif national et qui est constituée des fonds dont on dispose pour une aide non programmable.

EUFOR : force opérationnelle multinationale de l'Union européenne ou force de l'Union européenne.

FLEGT : mécanisme de réglementation, mis en place par l'Union européenne, qui permet de s'assurer que le bois importé ne provient pas d'une exploitation illégale des forêts.

Fonds GAVI : Fonds de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

IGAD : Intergovernmental Authority on Development, Autorité intergouvernementale pour le développement. Organisme de développement et de lutte contre la

sécheresse créé le 21 mars 1996 à Nairobi au Kenya. Son siège est situé à Djibouti, les pays membres sont : Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, et l'Ouganda.

Initiative PPTTE : initiative qui vise à assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leurs dettes internationales « soutenables ». Ce programme est mis en œuvre par l'action conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

LRRD : approche qui permet de faire le lien entre les actions d'urgence, de réhabilitation et de développement à plus long terme.

Maître d'œuvre : personne morale (entreprise, direction, etc.) responsable garante de la bonne réalisation technique d'un projet.

Maître d'ouvrage : entité porteuse du besoin, celui qui définit l'objectif du projet, son calendrier et le budget consacré à ce projet. Il doit maîtriser l'idée de base du projet et doit représenter à ce titre les bénéficiaires du projet. Ainsi, le maître d'ouvrage est responsable de l'expression fonctionnelle des besoins.

Médicament générique : médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et commercialisé sous sa dénomination commune internationale (DCI), nom chimique de la molécule.

OHADA : Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui a pour objectif de favoriser, sur le plan économique, le développement et l'intégration régionale ainsi que la sécurité juridique et judiciaire dans les pays membres de l'Organisation.

Ordonnateur national : personne chargée de représenter les pouvoirs publics de chaque État ACP dans toutes les activités financées sur les ressources du FED.

► GLOSSAIRE

Plan d'action annuel (PAA) : outil qui permet la mise en œuvre des documents de stratégie et des programmes indicatifs nationaux. Il regroupe notamment les fiches d'action des projets qui, pour une année donnée, sont soumises à l'approbation du Comité FED de la Commission européenne.

PNVI : parc national des Virunga, le plus ancien de la RDC, créé en 1925. Situé à l'est de la RDC, il a une superficie de 7.900 km². On y trouve comme espèces phares le gorille des montagnes et l'éléphant des forêts.

PRADA : Programme régional d'accompagnement du développement dans le cadre des Accords de partenariat économique.

PROFIT : Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, financé par la Banque mondiale et DFID, à hauteur de 26 millions de dollars, et coordonné par le Comité d'orientation de la réforme des finances publiques (COREF).

Programme indicatif national : programme stratégique élaboré par chaque pays ACP dans le cadre de sa coopération avec l'Union européenne. Ce document reprend les priorités et les secteurs de concentration retenus pour chaque pays.

RAMSAR : L'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides et de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune, et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle. Un site Ramsar est un site de zone humide désigné comme étant d'importance internationale en vertu de la Convention de Ramsar.

REDD : Reducing emissions from deforestation and forest degradation est une initiative internationale et transnationale lancée en 2008 et coordonnée par l'ONU. Indirectement liée au marché du carbone et s'appuyant sur des incitations financières, cette initiative internationale vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, destruction et

fragmentation des forêts.

Reddition des comptes : opération effectuée par un mandataire ou par l'administrateur du patrimoine d'autrui, dans le cadre d'une tutelle par exemple. Il s'agit de tenir des livres de comptes justifiant des interventions de l'administrateur ou du mandataire sur ledit patrimoine.

Réforme structurelle : réforme engagée par les administrations et qui vise à améliorer son fonctionnement structurel, c'est-à-dire son organisation, ses réglementations, le niveau des dépenses publiques, etc. Une partie des réformes structurelles sont économiques.

Risque fiduciaire : désigne le risque de voir un intermédiaire ne pas protéger de façon optimale les intérêts d'un bénéficiaire.

Secteur de concentration : dans le cadre du FED, secteur majeur qui bénéficie d'un financement sur l'enveloppe programmable du programme indicatif du pays concerné.

Secteur hors concentration : dans le cadre de l'intervention de l'UE dans les pays ACP, les fonds alloués à travers le PIN sont distribués dans les secteurs considérés comme prioritaires. Les secteurs hors concentration concernent donc les interventions réalisées dans d'autres domaines, notamment pour les interventions d'urgence ponctuelle ou de coopération.

Subvention : aide financière à partir de fonds publics, pour le développement et/ou l'accompagnement d'une activité spécifique.

Sunset clause : date limite après laquelle aucune modification de contrat ne peut être effectuée. Concernant le FED, c'est la date limite d'engagement des fonds du 10e FED.

REDD+ : dispositif de lutte contre la déforestation qui prend en compte la capacité de stockage du carbone des forêts, la bonne gouvernance et l'aménagement des forêts ainsi que la protection de la diversité biologique et des services écosystémiques.

▶ ABRÉVIATIONS

AAA	: Agro action allemande
AAC	: Autorité de l'aviation civile
AAO	: Avis d'appel d'offres
ACAPOL	: Académie de la Police
ACF	: African Conservation Fund
ACP	: Afrique – Caraïbes – Pacifique
ACP-UE	: Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne
ACTED	: Agence de coopération technique au développement
AEDES	: Agence européenne pour le développement et la santé
AI	: Appui institutionnel
AIC	: Appui institutionnel au niveau central
AIDCO	: Développement et coopération EuropeAid
AIDCOM	: Aide au commerce
AMCC	: Alliance mondiale contre le changement climatique
ANE	: Acteurs non étatiques
AP	: Aires protégées
APD	: Avant-projet détaillé
APE	: Accord de partenariat économique
APEC	: Appui au processus électoral au Congo
APF	: African Parks Foundation
APN	: African Parks Network
APP	: Assemblée parlementaire paritaire
APPRP	: Appui à la promotion des partenariats dans les processus et réformes politiques
APS	: Avant-projet sommaire
ARTAC	: Association des régulateurs de télécommunication en Afrique centrale
APV	: Accord de partenariat volontaire
ASBL	: Association sans but lucratif
ASF	: Avocats sans frontières
ASRAMES	: Association régionale d'approvisionnement en médicaments essentiels
AT	: Assistant technique

BCZ	: Bureau central de zone de santé
BEI	: Banque européenne d'investissement
CADIMEBU	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments essentiels de Bunia
CADIMEK	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments à Kananga
CADMEKO	: Centrale d'achat et de distribution régionale de médicaments au Kasaï Oriental
CAG	: Cellule d'appui à la gestion du ministère de la Santé publique
CAGF	: Cellule d'appui à la gestion financière du ministère de la Santé publique
CATCO	: Cellule d'audit technique et de coordination des interventions prévues dans la CF Environnement et agriculture durable
CDR	: Centrale de distribution régionale
CNP-SS	: Comité national de pilotage du secteur de la santé
CE	: Commission européenne
CEEAC	: Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEEC	: Centre d'évaluation, d'expertise et de certification
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CENI	: Commission électorale nationale indépendante
CEPGL	: Communauté économique des pays des Grands Lacs
CEPFE	: Cellule stratégique de la promotion de la femme
CET	: Centre d'enfouissement technique
CF	: Convention de financement
CFCL	: Concessions forestières des communautés locales
CGP	: Cellule de gestion de projets/programmes
CICOS	: Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha
CIFOR	: Center for International Forestry Research
CIG	: Centre d'information géographique
CLD	: Comité local de développement
CMICL	: Comité mixte de concertation locale
CMJ	: Comité mixte de justice

▶ ABRÉVIATIONS

COFED	: Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement
COMESA	: Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
COMIFAC	: Commission des forêts d'Afrique centrale
CNUCC	: Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique
COP	: Conférence des parties
COPEVI	: Coopérative des pêcheurs de Virunga
COFIL	: Comité de pilotage
COREF	: Comité d'orientation des réformes des finances publiques
CPFE	: Cellule stratégique de la promotion de la femme et de l'enfant
CPN	: Consultation prénatale
CPON	: Consultation postnatale
CPRDC	: Commission permanente de réforme du droit congolais
CS	: Centre de santé
CSM	: Conseil supérieur de la magistrature
CSMOD	: Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation
CSRFP	: Comité de suivi de la réforme de la police
CSU	: Couverture sanitaire universelle
CTB	: Coopération technique belge
CTD	: Centre de traitement de données
CTAD	: Cellule technique d'appui à la décentralisation
CTRS	: Comité technique régional de suivi
CTSRA	: Comité technique de suivi de la réforme de l'Armée
CUK	: Complexe UPEMBA - KUNDELUNGU
DAO	: Dossier d'appel d'offres
DCP	: Direction de comptabilité publique
DEA	: Diplôme d'études approfondies
DESS	: Diplôme d'études supérieures spécialisées
DEVCO	: Développement et coopération EuropeAid
DGDA	: Direction générale des douanes et accises
DGRAD	: Direction générale des recettes administratives et domaniales
DOPA	: Digital Observatory Protected Areas (Observatoire numérique des aires protégées)
DP	: Devis-programme
DPO	: Devis-programme de démarrage
DPS	: Division provinciale de santé
DS	: District sanitaire
DSCRIP	: Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté

DSNIS	: Division du système national d'information sanitaire
DSR-PIR	: Document de stratégie régionale de coopération - Programme indicatif régional
DTO	: Direction du trésor et de l'ordonnancement
DUE	: Délégation de l'Union européenne
EAD	: Environnement et Agriculture durable
ECDM	: Centre européen de gestion des politiques de développement
ÉCHO	: European Community Humanitarian Aid Office/Bureau de la Commission européenne pour les affaires humanitaires
ECOFAC	: Écosystème forestier d'Afrique centrale
ECOFIN	: Commission économique-financière du Parlement ou du Sénat
ECZ	: Équipe-cadre de zone de santé
EES	: Étude environnementale stratégique
ELDRAP	: Élections, démocratie et radios de proximité
EGEE	: Établissement de garde et d'éducation de l'État
ENFPJ	: École nationale de formation de la police judiciaire
ERAIFT	: École régionale post-universitaire d'aménagement et de gestion intégrée des forêts et territoires tropicaux
ETD	: Entité territoriale décentralisée
EUP	: Établissements d'utilité publique
EUPOL	: European Union Police Mission/Mission de police de l'Union européenne
EUSEC RDC	: European Union Security Sector Reform Mission DRC/Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC

▶ ABRÉVIATIONS

FAO	: Food and Agriculture Organization
FASS	: Fonds d'achat des services de santé
FARDC	: Forces armées de la RDC
FCT	: Facilité de coopération technique
FDSS	: Fonds de développement des services de santé
FED	: Fonds européen de développement
FEDECAME	: Fédération des centrales d'approvisionnement en médicaments essentiels
FIP	: Fiche d'identification de projet
FLEGT	: Forest Law Enforcement Governance and Trade
FMI	: Fonds monétaire international
FOLECO	: Fédération des ONG laïques à vocation économique du Congo
FONER	: Fonds national d'entretien routier
FORETS	: (projet) Formation, Recherche, Environnement dans la TSHOPO
FOSA	: Formations sanitaires
FRPC	: Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GAVI	: Global Alliance for Vaccination and Immunisation (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation)
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
GMRRR	: Groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la Police nationale congolaise
GPECS	: Global Programme on Electoral Cycle Support

HGR	: Hôpital général de référence
HIMO	: Haute intensité de main-d'œuvre

IADM	: Initiative d'allégement de la dette multilatérale
ICCN	: Institut congolais pour la conservation de la nature
ICD	: Instrument de financement de la coopération au développement
IDA	: Association internationale de développement
IFS	: Instrument for Stability
IITA	: Institut international d'agriculture tropicale
IJZBC	: Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo
IMET	: Integrated Management Effectiveness Tool
INERA	: Institut national pour l'étude et la recherche agronomique
INPP	: Institut national de préparation professionnelle
IPS	: Inspection provinciale de la santé
ITIE	: Initiative pour la transparence des industries extractives
ITPR	: Infrastructures et travaux publics
JICA	: Japan International Cooperation Agency

KO	: Kasai Occidental
KOR	: Kasai Oriental
LoA	: Letter of Agreement
LRA	: Lord's Resistance Army (Milice illégale dans l'est du pays)
LRRD	: Lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement

MDM	: Médecins du monde
MEG	: Médicaments essentiels génériques
MIP	: Médecin inspecteur provincial
MITP	: Ministère des Infrastructures et Travaux publics
MJDH	: Ministère de la Justice et Droits humains
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC
MSP	: Ministère de la Santé publique

NELSAP	: Pays des lacs équatoriaux du Nil
NK	: Nord-Kivu

OACI	: Organisation internationale de l'aviation civile
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
OC	: Organismes correspondants
OCC	: Office congolais de contrôle
ODD	: Objectifs de Développement durable
OHADA	: Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OIBT	: Organisation internationale des bois tropicaux
OIF	: Organisation internationale de la Francophonie
OIM	: Office international pour les migrations
OMD	: Objectifs du millénaire pour le développement
ON	: Ordonnateur national
ONATRA	: Office national des transports
OND	: Ordonnateur national délégué
ONG	: Organisation non gouvernementale
OP	: Ordre de paiement
OR	: Office des routes
OSC	: Organisations de la société civile
OVD	: Office des voiries et drainages

PAA	: Plan d'action annuel
PACO	: Projet d'appui à la coordination des observateurs
PADDL	: Programme d'appui à la décentralisation et au développement local
PAM	: Programme alimentaire mondial
PAMFIP	: Programme d'appui à la modernisation des finances publiques
PANAV	: Projet d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC
PANEAC	: Plateforme des acteurs non étatiques de l'Afrique centrale
PAP	: Programme d'actions prioritaires
PAP-PNDS	: Projet d'appui au plan national de développement sanitaire
PAP-OMD	: Projet d'accélération des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement

PAR	: Programme d'appui à la réhabilitation
PARAU	: Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières en RDC et d'amélioration de l'assainissement urbain à Kinshasa
PAR/ICCN	: Programme d'appui à la réforme de l'institut congolais pour la conservation de la nature
PARJ	: Programme d'appui à la réforme de la justice
PARCCS	: Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga
PASTAR	: Projet d'appui à la stabilisation et reconstruction de l'est de la RDC
PATS	: Programmes d'appui transitoire au secteur de la santé
PAUK	: Projet d'assainissement urbain à Kinshasa
PEC	: Projet Est-Congo
PESD	: Politique européenne de sécurité et de défense
PEFA	: Public Expenditure and Financial Accountability (Cadre des mesures de la gestion des Finances publiques)
PFNL	: Produits forestiers non ligneux
PIN	: Programme indicatif national
PIR	: Programme indicatif régional
PME	: Petites et moyennes entreprises
PMEDE	: Projets de développement de l'électricité pour la consommation domestique et l'exportation
PMPTR	: Programme minimum de partenariat pour la transition et la relance
PNC	: Police nationale congolaise
PNFoCo	: Plan national forêts et conservation
PNG	: Parc national de la Garamba
PNS	: Parc national de la Salonga
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
PNVi	: Parc national des Virunga
PO	: Province Orientale
PPP	: Partenariat public-privé
PSTE	: Pays pauvres très endettés
PRA	: Plan de réforme de l'Armée
PRO-DS	: Programme de Renforcement de l'offre et développement de l'accès aux soins de santé
PROGRESS	: Programme d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité
PROMINES	: Projet d'appui au secteur minier
PSE	: Planification, suivi et évaluation
PSPE	: Police spéciale de protection de l'enfant
PSRFR	: Plan stratégique de réforme des Finances publiques
PTF	: Partenaires (prescriptions) techniques et financiers (ères)

▶ ABRÉVIATIONS

Q&R

QSG	: Quality Support Group
RAC	: Rapport annuel conjoint
RAM	: Rapport d'activités mensuel
RAP	: Recherche d'actions participatives
RAPAC	: Réseau des aires protégées d'Afrique centrale
RBV	: Réserve de biosphère de Yangambi
RCN	: Réseau Citizens Network
RDC	: République démocratique du Congo
REAFOR	: Relance de la recherche agricole et forestière
REGIDESO	: Régie de distribution des eaux
RGCP	: Règlement général de la comptabilité publique
RICC	: Regional Information Coordination Center / Centre Régional de Coordination de l'Information
RN1	: Route nationale 1
RPR	: Route prioritaire régionale
RVA	: Régie des voies aériennes
RVF	: Régie des voies fluviales

SEAE	: Service européen pour l'action extérieure
SAPM	: Southern Africa Power Market
SCTP	: Société commerciale de transport et des ports et de l'action sociale
SGEI	: Service de gestion d'entretien et infrastructures du Commissariat général de la police
SGLVS	: Stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles
SK	: Sud-Kivu
SNAME	: Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels
SNCC	: Société nationale des chemins de fer du Congo
SNIS	: Système national d'information sanitaire
SNR	: Service national de reboisement
SRP	: Stratégie de réduction de la pauvreté
SRSS	: Stratégie de renforcement du système de santé
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés

SYS OHADA : Système comptable OHADA

TCF	: Facilité de coopération technique (Technical Cooperation Facility)
TDR	: Termes de référence
TFPR	: Task force de préparation régionale
TOM FED	: Progiciel comptable destiné à la gestion des projets et des différents marchés/contrats du FED européenne
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UCN	: Unité de coordination nationale
UCP	: Unité de coordination provinciale
UCPEC	: Unité de coordination du Programme Est-Congo
UE	: Union européenne
UGP	: Unité de gestion de projets/programmes
UGPAG	: Unité de gestion du programme d'appui à la gouvernance
UGPNS	: Unité de gestion du parc de la Salonga
UICN	: Union internationale pour la conservation de la nature
UN	: United Nations / Nations unies
UNESCO	: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization/Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	: United Nations International Children' Emergency Fund (actuellement United Nations Children's Fund)
UNIPACE	: Union des patronats de l'Afrique centrale
UNODC	: United Nation Office of Drugs and Crime
UNOPS	: United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets)
UNPOL	: United Nations Police (Police des Nations unies)
USAID	: United States Agency for International Development
VBG	: Violences basées sur le genre
V-FLEX	: Vulnérabilité mécanisme FLEX
VLIR	: Vlaame Interuniversitaire Raad (Conseil interuniversitaire)
VVs	: Victimes des violences sexuelles
WTI	: World Trade Index
WWF	: Fonds mondial pour la nature
ZS	: Zones sanitaires



▶ LEGENDES ET CREDITS

Couverture	: Réhabilitation RN1 © COFED / Cultivatrice © unsplash / Sculpture homme portant une oeuvre d'art © COFED / Léopard © unsplash
1	: Deux tortues posées sur une roche © unsplash / Réhabilitation RN1 © COFED / Cultivatrice © unsplash
3	: Réhabilitation RN1 © COFED / Cultivatrice © unsplash / Sculpture homme portant une oeuvre d'art © COFED / Léopard © unsplash
6	: Réhabilitation RN1 © COFED / Sculpture homme portant une oeuvre d'art © COFED / Deux tortues posées sur une roche © unsplash
7	: Ecoliers © FORETS / Robinet © unsplash / Arbres à Yangambi © FORETS
9	: Sculpture homme portant une oeuvre d'art © COFED
10-11	: Dialogue politique UE - RDC 2020 © DUE / Bâtiment Union européenne © Unsplash
13	: Equipe COFED © KOKOLO & COFED
18	: Léopard © unsplash
20-21	: Ville de Kinshasa vue de Brazzaville © COFED
22	: Entrée Mai Ndombe © COFED
25	: Police nationale © COFED
26-27	: Village Nioki dans le BANDUNDU © COFED
30	: Palais de Justice de Goma © COFED
32-33	: Ouvrages SOS Planète © TEXAF BILEMBO
34	: Construction de route © pixabay
36	: Route Kamuesha - Kananga © RCongonews
37	: Réhabilitation RN1 © COFED
38	: Avenue des Grands rond-points © AGM
39	: Chantier de construction des 13 canots © PANAV
41	: Paysage Kivu © Virunga
42	: Ecolière © FORETS
44-45	: Robinet © unsplash
47	: Bloc d'opération (HGR Adi, Ituri) © COFED
48	: Centre de santé Gombe (Zone de santé Bunkonde, Kasai central) © COFED
50	: Visite ambassadeurs européens à l'hôpital de Panzi du Dr Mukwege © DUE
52-53	: Ecoliers © FORETS / Construction de route © pixabay / Arbres à Yangambi © FORETS
54	: Hippopotame © unsplash
56	: Mamans ICCN © Parc national Salonga
58	: Femme membre de peuples autochtones Oshwe © Christian Mpassi
59	: Patrouille ecogardes © Thomas Nicolon WWF-RDC
61	: Ruwenzori_Mountains_Virunga_National_Park[1] © WWF
62-63	: Antilope Parc Virunga © WWF
65	: Singe dans les arbres © Thomas Nicolon WWF-RDC
66	: Ustenciles en bois © unsplash
70	: Rastaman jouant au tam-tam © unsplash
94	: Peinture abstraite © unsplash



Editeur : COFED

Rédacteurs : Gisèle Lamboley, Jacky Mukala, Apollinaire Kiakesidi, Pascaline Mvula, Patrice Ntumba, Sylvie Ngalimbaya, Ruphin Mfumu, Ben Ilunga, Alice Ntumba, David Kashishi, Christelle Odia Deroueaux, Pierre Medi, Sylvie Olela, Jean-Paul Piurac, Arlette Yumbi, Ruddy Sakombi

Design et mise en page : Noella A lubunda et Gisèle Lamboley

Impression : DUPLI PRINT MAYENNE